

**La hausse du dollar  
continue  
malgré une légère baisse  
des taux d'intérêt**

LIRE PAGE 24

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Mery

Directeur : André Laurens

## L'Argentine redécouvre ses disparus

Au nom de la défense de l'Ouest et des valeurs chrétiennes, des officiers généraux argentins ont donné des ordres, au milieu des années 70, pour ouvrir des centres de détention, de torture et d'élimination des opposants politiques et de leurs sympathisants, ou supposés tels. Au nom du « réalisme », des officiers généraux argentins ont planifié une méthode de lutte contre la subversion, ou toute attitude réputée telle, qui est en train de faire boomerang.

Tirant la leçon de la réprobation internationale soulevée par le « bain de sang » ordonné en septembre 1973 à Santiago par le « maladroit » général Pinochet, le haut état-major de Buenos-Aires avait mis au point en 1975, une méthode plus subtile : infiltrer les groupes extrémistes et tout connaître de leurs contacts ou relations. Ce qui allait permettre, dès le jour du coup d'Etat, le 24 mars 1976, de procéder à l'enlèvement systématique des suspects – au sens le plus large.

Pour ce faire, des « groupes spéciaux » avaient été constitués dans les trois armes, à commencer par la marine. Des officiers et sous-officiers en civil, circulant dans des voitures sans plaque, enlevaient à leur domicile, sur leur lieu de travail, dans la rue, des hommes et des femmes figurant sur des listes secrètes, et les conduisaient dans des lieux de détention non moins secrets, au rendez-vous d'actes psychopathiques comme le capitaine Astiz ou le docteur « Alberto », dit « Mengel », du nom du ministre médecin nazi. Ils n'en ressortaient que pour être inhumés dans le secteur des « tombes sans nom » de cimetières de banlieue – d'où on les exhume aujourd'hui par centaines – ou pour être jetés en mer depuis des hélicoptères.

Les amiraux, généraux, chefs de l'Etat galonnés qui avaient pensé ces méthodes et qui sont à présent traînés devant le justice de leur pays avaient simplement négligé un « détail » : le « travail de déni » auquel se livre toute conscience humaine face à la disparition d'un être proche ne commence vraiment qu'en présence du cadavre. Ainsi l'ombre de ces 6 000, 15 000, 30 000 – on ne sait pas encore – « morts-vivants » que sont les « disparus » argentins a-t-elle continué de hanter la scène publique longtemps après que la subversion eût été « vaincue et annihilée ». Quelques mères et grands-mères « courage », y ont contribué, au milieu de l'abattement général. Elles ont préparé la chute des militaires de Buenos-Aires précipitée par la perte équipée des Malouines.

Symbolique : le jour où l'on apprend l'inculpation de l'amiral Massera, responsable de l'ouverture – sous la présidence d'Isabel Peron ! – des premiers camps de l'horreur argentins, deux « disparus » miraculés faisaient parler d'eux. M. Timerman, ancien directeur de « La Opinion », rentrait à Buenos-Aires pour reprendre possession de son journal et confondre ses tortionnaires. M. Irigoyen, personnalité radicale éminente aujourd'hui ambassadeur itinérant du président Alfonsin, rendait visite à M. Maury pour remercier la France d'avoir accueilli les proscrits des « années noires ».

Le triomphe de la terreur n'est toujours que temporaire. Il n'y a pas en politique de « solution finale » !

## M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

*Le chef de l'Etat tunisien a annoncé qu'il reportait de trois mois les augmentations des produits céréaliers*

Tunis. – C'est avec un visage grave et d'un ton ferme que le président Bourguiba s'est adressé ce vendredi 6 janvier au peuple tunisien pour annoncer qu'il avait décidé de suspendre pour trois mois à toutes les mesures d'augmentation des prix des produits céréaliers, qui avaient provoqué une vague d'émeutes en Tunisie. « J'ai demandé au gouvernement, a dit le chef de l'Etat, de me présenter dans les trois mois un nouveau budget qui tiendra compte des intérêts des pauvres et qui diminuera les charges qui les affectent ». « Je n'ai pu prendre cette décision qu'après la rétablissement de l'ordre grâce à l'armée, à la police et à la garde nationale (garde-marie), à qui je rends hommage », a poursuivi le chef de l'Etat dans un discours télévisé qui a duré cinq minutes.

Le président a d'autre part précisé qu'il avait demandé au gouvernement que les augmentations qui interviendraient après cette période soient modérées. Après deux jours de grave agitation, la Tunisie revient donc au point de départ. Cette spectaculaire marche arrière, qui n'est pas dans les habitudes du « Combattant suprême », a été favorablement accueillie, tout au moins à Tunis où, quelques instants

De nos envoyés spéciaux

après la fin du discours du chef de l'Etat, des voitures scandent les avertisseurs « yaya Bourguiba ».

Nous recevions jeudi soir chez lui, à La Soukra, au milieu des vergers de la banlieue nord de Tunis, le premier ministre, M. Mzali, nous a déclaré : « Tant que Bourguiba est là, le peuple tunisien ne craind rien et toutes les tentatives de désastabilisation sont voulues à l'échec ». (...)

C'est parce que la démocratie est en danger qu'il faut la renforcer en jouant le jeu. »

Dans le salon tapissé de livres, de tableaux d'artistes tunisiens et de portraits de famille, le premier ministre, visiblement fatigué par les nuits de veille, se montre déterminé :

« Les événements que le pays vient de connaitre ne m'embraient pas dans mes convictions sur le bien-fondé de la démocratisation de la vie politique. C'est la peur qui séduit la dictature. La démocratie a besoin d'ordre et le peuple de sécurité. Quand il quitte son travail, le Tunisien veut le retrouver le lendemain. Quand il rentre chez lui, il veut retrouver sa maison et sa famille. Les opposants sérieux doivent nous aider. » (1)

La conversation est sans cesse interrompue par le téléphone. C'est avec un sourire que M. Mzali nous fait part de l'appel qu'il vient de recevoir du ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga. Le calme règne ce jeudi soir dans tout le pays et tout à l'heure, à Tunis, il n'y a eu ni morts ni blessés. Pourtant la capitale venait de vivre deux heures absolument folles en milieu de journée. (Nos dernières éditions datées du 6 janvier).

Vers midi, en effet, plusieurs groupes de jeunes ont tenté, au même moment et de différents endroits, de pénétrer dans le centre. L'armée, qui avait pris position, a dû faire usage de ses armes, tirant en l'air pour les disperser. Dans l'atmosphère de psychose que vit la capitale, le crépitément des armes individuelles et des mitraillettes a provoqué une panique inuite.

PAUL BALTA et MICHEL DEURÉ. (Lire la suite page 4.)

(1) Dans une lettre adressée à M. Mzali, le parti communiste tunisien demande que les consultations soient entreprises entre toutes les forces nationales pour trouver une solution à la situation actuelle. Dans un communiqué, le P.C.T. a également dénoncé les violences.

## Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

*Pékin considère toujours les Etats-Unis comme l'interlocuteur le plus utile à la défense de ses intérêts*

De notre correspondant

Pékin. – Un moment menacé, puis maintenu, mais sans grand enthousiasme, semble-le, le prochain voyage (du 10 au 16 janvier) de M. Zhao Ziyang aux Etats-Unis. Le calme règne ce jeudi soir dans tout le pays et tout à l'heure, à Tunis, il n'y a eu ni morts ni blessés. Pourtant la capitale venait de vivre deux heures absolument folles en milieu de journée. (Nos dernières éditions datées du 6 janvier).

Tout cela est logique et conforme, au demeurant, aux différents communiqués conjoints – depuis celui concluant la visite du président Nixon en 1972 à l'accord du 17 août 1982 sur les ventes d'armes américaines à Taiwan – signés entre les deux pays depuis une dizaine d'années. Mais cela semble dit avec une certaine lassitude et comme si l'on savait, par avance, à Pékin, que les possibilités d'infécher la situation dans un sens favorable sont très limitées.

Les relations sino-américaines sont-elles donc devenues si médiocres ? Non, certes, mais il est clair qu'elles ont perdu l'allant qu'elles avaient il y a encore trois ans et que, dans la subtile alchimie qui préside à Zhongnanhai – le comité central chinois – à l'élaboration de la politique étrangère, les dosages sont aujourd'hui un peu différents.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 6.)

## APRÈS LES VIOLENCES À L'USINE TALBOT

### Le contre-exemple

*Les événements de Poissy montrent que les mutations industrielles doivent s'accompagner de négociations à la base*

par BRUNO DETHOMAS

Haine, violence, racisme. La restructuration industrielle à visage humain prônée par le premier ministre, peu en mal de trouver des départs, a dégénéré, montant par la puissance de l'image, ce qu'ont d'importants les mutations sociales.

La responsabilité des événements est largement partagée : une direction d'abord mal inspirée lors du rachat de Chrysler, puis imprévoyante, enfin intranquise. Un gouvernement qui disposerait de tous les éléments de jugement à Poissy ? A ne s'en tenir qu'à la stratégie de la direction, apparemment maîtresse du jeu, celle-ci avait quatre obstacles à franchir pour réduire les effectifs et tenter d'améliorer la compétitivité de Talbot : le gouvernement, qui bloque toute dialogue, soit pour le syndicalisme autant de blessures qui laissent leur marque, tant du point de vue de l'image des syndicats dans l'opinion publique que dans les rapports intersyndicaux et les relations avec le gouvernement.

Que peut-il alors advenir à Poissy ? A ne s'en tenir qu'à la stratégie de la direction, apparemment maîtresse du jeu, celle-ci avait quatre obstacles à franchir pour réduire les effectifs et tenter d'améliorer la compétitivité de Talbot : le gouvernement, qui bloque toute dialogue, soit pour le syndicalisme autant de blessures qui laissent leur marque, tant du point de vue de l'image des syndicats dans l'opinion publique que dans les rapports intersyndicaux et les relations avec le gouvernement.

Le gouvernement a donné son accord aux mille neuf cent cinq licenciements et « réarrangements » sur cette décision », a réaffirmé M. Marc Gallo, le C.G.T. a suivi, bon gré mal gré, le ministre chargé de l'emploi. La C.F.D.T., isolée, a cédé jeudi en faisant appel aux forces de l'ordre.

(Lire la suite page 20.)

### La blessure syndicale

*Les graves affrontements laisseront des traces dans l'opinion et dans les relations entre les confédérations*

par MICHEL NOBLECOURT

Maintenant que la violence l'a emporté, la blessure de Talbot-Poisy sera longue à cicatriser. S'inquiétant de la dégénérescence de ce conflit, la C.F.D.T. a estimé que « Talbot, avec ses boutons et la police, ce n'est plus du syndicalisme, et il ne faut pas que l'opinion s'y trompe ». A sa manière, le centre de M. Bonnard pose bien le problème. Pour une bonne partie, ce qui est arrivé s'explique par la longue dégradation des relations sociales dans cette entreprise. Le passé et le présent se confondent et placent tout le monde.

Mais ce déferlement de haine, ces batailles entre syndicalistes, entre grévistes et non-grévistes, ces règlements de compte entre travailleurs français et immigrés et parfois entre immigrés eux-mêmes, ce déchirement qui bloque toute dialogue, sont pour le syndicalisme autant de blessures qui laissent leur marque, tant du point de vue de l'image des syndicats dans l'opinion publique que dans les rapports intersyndicaux et les relations avec le gouvernement.

La C.F.D.T., pour sa part, a certes mis l'accent à juste titre, sur la nécessité d'éviter de faire d'un accord conclu en dehors des syndicats un précédent, voire un modèle pour les restructurations à venir. Mais le jusqu'au-boutisme de sa section de l'abattoir, incapable, par insistance militante, de maîtriser la grève qu'elle attisait, ne peut que

s'opposer une opinion qui commence à s'habituier à l'image d'une C.F.D.T. revenue de ses errements de la polémique à outrance et camouflant dans le réalisme.

Aujourd'hui, mal doute que la vision d'une C.F.D.T. qui, tout en cherchant effectivement à s'opposer à toute violence, a entretenu un mouvement dur de refus de tout licenciement, affirme ainsi les tentations, et qui, pour finir, a appellé elle-même les forces de l'ordre à la rescoussure, ne peut avoir auprès de l'opinion que des effets négatifs.

Les syndicats sont évidemment dans leur rôle quand ils commencent par s'opposer légitimement aux licenciements, mais le glissement qui s'est produit dans la confusion et la violence est préjudiciable. L'opinion ne cherchera pas à savoir, dans un système social pourtant marqué historiquement par l'action du syndicalisme, qui a tort, de la C.G.T., de la C.F.D.T. ou de la C.S.L., mais retiendra l'image d'un « syndicalisme pagaille ».

Dans un pays où le syndicalisme est minoritaire en adhérents, où il suscite encore la défiance, quand ce n'est pas l'hostilité, d'une partie non négligeable des Français, voilà qui ne va pas renforcer son prestige. Cette première blessure est d'autant plus prononcée qu'il ne fait pas seulement les réactions racistes qu'un conflit dans une entreprise où il y a une forte présence d'immigrés peut provoquer. Ce danger est réel et on a bien vu les racines le 5 janvier à Poissy.

L'échéance des élections à la Sécurité sociale passe, on pourra espérer un meilleur climat intersyndical. La C.G.T. et la C.F.D.T., plus que jamais antagonistes depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, n'avaient certes pas renoncé le dialogue au niveau confédéral, mais elles étaient de polémiquer. Un front intersyndical des cinq confédérations, fragile mais réel, s'était même engagé face au patronat dans les négociations sur l'assurance-chômage. La centrale de M. Edmond Maire avait ajusté son discours sur la défense du pouvoir d'achat, elle apparaissait ainsi, sur un sujet important, moins isolée par rapport à ses concurrentes.

(Lire la suite page 20.)

### M. HENRI KRASUCKI

invité du « Grand Jury

R.T.L.-le Monde»

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., sera l'invité du « Grand Jury » de R.T.L.-le Monde, dimanche 8 janvier de 18 h 15 à 19 h 30.

Le secrétaire général de la C.G.T., qui est également membre du bureau politique du parti communiste, répondra aux questions d'André Passeron et de Guy Herzog, du Monde, et de Paul-Jacques Trifunat et de Jeanine Perrinod, de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Belaud.

### Le sort des travailleurs étrangers

La grande migration

Lire page 2 l'article d'ALFRED SAUVY

**L'affaire des « avions renifleurs »**

**La carrière d'alchimiste du « professeur Aldo Bonassoli »**

Lire page 3 l'article de GUY PORTE

**Le tabagisme chez les 12-18 ans**

**Les jeunes Français fument de moins en moins**

Lire page 9 l'article de PHILIPPE BERNARD

### AU JOUR LE JOUR

#### Terrorisme

*A l'occasion du prochain renforcement des contrôles des véhicules d'occasion, on apprend que près de 10 % du parc automobile sont construits d'épaves, et que la France accueille celles rejettées, mises au rebut par les autres pays de la Communauté.*

*Ainsi, circulent certains jours près de deux millions de gammes, presque aussi dangereuses que des camions suicidés ou des voitures piégées.*

*Comme une forme de terrorisme par négligence.*

N.-J. BRETON.

مكتبة الأصل

## Immigrés

L'affaire Talbot met une fois de plus en lumière l'importance, dans la France d'aujourd'hui, du problème des travailleurs étrangers. Problème mal posé, écrit Alfred Sauvy, qui voit se développer la grande migration du Sud surpeuplé vers le Nord sous-peuplé. Il demande une action positive d'apaisement, et non plus une défense génératrice de tensions croissantes.

Daniel Alaphilippe voudrait que l'on analyse de plus près le phénomène raciste, qui relève beaucoup plus, d'après lui, du heurt quasi naturel des groupes que d'une hostilité à une race déterminée, à l'existence de toute façon fantomatique. Plusieurs lecteurs font part de leurs observations, et Jean-Pierre Péroncel-Hugoz attire l'attention sur un ouvrage consacré au droit musulman, dont une meilleure connaissance aiderait à comprendre... bien des incompréhensions.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4267-23  
**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE 341 F 605 F 955 F 1 080 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F  
ÉTRANGER (par correspondance)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F  
IL - SUISSE-TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F  
Pour votre sécurité  
Tous les abonnements qui reçoivent par chaque paquet (tous types) vendront leur nom  
Jointez ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnements sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joinez la dernière bande d'enveloppe à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les nous propres en espèces d'espèces.

**LE MONDE**  
diplomatique

de janvier  
**EST PARU**

Au sommaire :

- Nouvelles chasses, vieilles sorcières (CLAUDE JULIEN).
- Maroc : l'heure de tous les risques.

**EST-IL** problème aussi mal posé que celui des travailleurs étrangers ? Faux débat déjà, dans la terminologie : un Réunionnais venu en France est un *immigré*, mais il est français ; à l'inverse, un enfant né en France de parents étrangers est un *étranger*, mais non un *immigré*.

Confusion plus grave encore sur les termes *racisme* et *antisémitisme*, chargés d'affection. L'attitude vis-à-vis d'un étranger peut aller de la xénophobie et d'un accueil plus ou moins assuré à la xénophobie. En fait, il s'agit non de race ni de descendance, mais de différences culturelles et aussi d'opportunité.

L'antisémitisme déclaré ne fait qu'envenimer une plaie qu'il convient, au contraire, de fermer. Les résultats électoraux sont d'une douloureuse logique (« Donnez-nous aujourd'hui notre ennemi quotidien »).

Quant à la politique du gouvernement : accusé de ceux qui sont là et refus des autres, bien défendable, elle n'a pas les moyens de ses fins. L'accueil n'entraîne qu'un peu de bousculade sur les comptes, mais le refus, lui, n'est que juridique.

Si l'expulsion reste soumise aux dispositions actuelles, pétées de bonnes intentions, les entrées clandestines vont se multiplier. La France restant largement *sous-peuplée*, cette situation appelle une action positive et non une défense pied à pied, génératrice de tensions de plus en plus fortes. La faiblesse de notre destin doit rester absolue, et l'on se demande quel sentiment ou quelle ignorance a inspiré les événements pour recommander d'accorder aux étrangers le pouvoir électoral. Bien différente est la situation de la Suède devant les immigrants finlandais et danois.

A l'inflammation permanente actuelle, entretenu par un « antisémitisme »

par ALFRED SAUVY

cisme » militant, il faut préférer une attitude positive d'épaisseur et de compréhension réciproques. Prenez, par exemple, une ville moyenne. Pourquoi la municipalité ou des initiatives privées n'organiseraient-elles pas des soirées récréatives toutes populations, où alterneraient, sur la scène, chants et danses de divers pays, Provence et Maghreb par exemple, suivis d'une farandole et d'un bal sans réserves ? Savait-on qu'une farandole provençale s'appelle « la manresa » ?

## Une fureuse arithmétique

Bien en vue la question de l'emploi : pourraient, disent les opposants, admettre des étrangers dans un pays où l'on compte deux millions de chômeurs ? Toujours cette fureuse arithmétique, inspiratrice de la politique nationale de qui perd gagne, suivie depuis dix ans et qui, précisément, a conduit à ce chiffre démesuré dans un pays à moitié vide où tout est à faire. Contrairement à une opinion de grain, même en très haut lieu, ce n'est pas le travail qui manque, disons les tâches. Significatif est le refus, opposé magistrale par le ministre du Plan, à la grande enquête sur les besoins publics et privés et la population professionnelle propre à les satisfaire. Le but de l'économie n'est pas le travail, répète-t-il, mais la satisfaction des besoins, lesquels sont immenses. Tant que la politique visera à créer des emplois », elle créera de nouveaux chômeurs.

Si l'état est le coquenard usuel, et notamment en haut lieu, pour la régularisation, un « sans-papiers » doit faire preuve d'un « emploi stable » dans une entreprise. Dans aucune économie, même socialiste,

les emplois ne sont tous stables. La vie économique, c'est, au contraire, le mouvement. La recherche de la stabilité, c'est la recette spécifique du chômage... stable.

Une fois le mouvement inverse encadré, le nombre des emplois augmentera par sa propre force : le travail crée le travail ; le travailleur étranger aura besoin de médecins, de logements, de transports, de journaux, de cinéma...

Mais la réussite exige une large dispersion géographique et non la concentration dans les bas quartiers de grandes villes, créatrices de ghettos. C'est dans toute la France, même dans les trente-sept mille communes, que des travailleurs manquent, pour un grand nombre de tâches.

Il faut aller plus loin, beaucoup plus loin encore dans l'action positive.

Quiconque regarde un peu après 1984 voit, dans un avenir certes confus, poindre une certitude : la grande migration du Sud vers le Nord, annoncée, avec une telle sûreté par Boumedienne qu'aucun écho n'a suivi en France, est écrite dans les registres de l'état civil. D'ores et déjà, il naît un million d'Algériens par an, en face de sept cent cinquante mille naissances en France. La différence s'accroît rapidement. Personne ne peut annoncer comment se fera la grande migration, à peine amorcée : organisation, accords internationaux, invasion, infiltration, concession de terres ? Seule est certaine l'existence du mouvement. Il convient donc de commander les faits, au lieu de les subir, de rester maître de notre destin. Dans la confusion du moment, en proie aux querelles sur 0,25 % du pouvoir d'achat ou sur le niveau de vie, nous risquons bien d'oublier seulement la vie.

## Ethnocentrisme plutôt que racisme

par DANIEL ALAPHILIPPE (\*)

Variait selon les individus, en fonction, notamment, de critères de personnalité. Il serait plus fort chez les personnes enclines au repliement sur elles-mêmes, refusant l'ouverture, s'adaptant difficilement au changement. Mais bien que variable en intensité, il est une des composantes du caractère de chacun et de sa façon d'appréhender autrui.

En outre, les psychosociologues nous ont appris que les rapports entre individus se ramènent le plus souvent à des relations entre groupes. Dans la rencontre de l'autre, ce n'est pas tant la personne, et son particularisme, qui est mise en avant, mais plutôt son appartenance à un sous-ensemble social repérable. Les caractéristiques les plus prégnantes de ce dernier sont la croyance manifestée, de façon plus ou moins aigüe, par chaque individu humain selon laquelle lui-même et les membres de son groupe d'appartenance présentent des qualités supérieures à celles dont font preuve tous ceux qui se trouvent hors de ce groupe. En d'autres termes, c'est l'attitude qui consiste à se considérer soi-même et son entourage social comme le centre du monde, et à juger de tout à l'anneau exclusif de son seul système normal.

C'est ainsi que l'on sait, depuis les travaux de Theodor W. Adorno dans les années 40, que le racisme, rejet d'autrui en raison de la couleur de sa peau ou de son origine ethnique, n'est qu'une des manifestations d'une attitude plus profondément ancrée dans la psychologie de l'individu : l'ethnocentrisme. On peut définir rapidement ce dernier comme la croyance manifestée, de façon plus ou moins aigüe, par chaque individu humain selon laquelle lui-même et les membres de son groupe d'appartenance présentent des qualités supérieures à celles dont font preuve tous ceux qui se trouvent hors de ce groupe. En d'autres termes, c'est l'attitude qui consiste à se considérer soi-même et son entourage social comme le centre du monde, et à juger de tout à l'anneau exclusif de son seul système normal.

L'ethnocentrisme conduit très directement au rejet et à la peur de l'autre, que l'on observe dans les situations décrites par les médias sous l'équête de racisme. En fait de racisme véritable, il n'en est guère question, en raison notamment de la quasi-impossibilité à distinguer des races humaines sur des bases sérieuses. Et lorsque ce racisme véritable existe, il est l'apanage d'une poignée d'illuminés nostalgiques du nazisme, ou de quelque Gobineau attardé, et en fait sans trompeuse.

Les oppositions, voire les affrontements, peuvent naître de la seule coexistence de deux groupes distincts, comme l'ont montré deux psychologues américains, C. Sherif et M. Sherif, en observant des groupes d'enfants. Il s'agissait de jeunes issus d'une population homogène (Blancs, Anglo-Saxons, protestants) qui participaient à des camps de vacances. Après une période de vie en commun, ces enfants étaient arbitrairement répartis en deux groupes mis en compétition sous forme de jeux et d'épreuves sportives. Cette simple coexistence compétitive conduisit à l'émergence de deux groupes bien distincts, avec leurs règles, leurs hiérarchies, leurs habitudes collectives. Victimes d'une frustration organisée par les observateurs, ils ne tardèrent pas à s'affronter violemment sous des formes qui rappelaient tout à fait ce que l'on désigne généralement sous le terme de racisme : dévalorisation du groupe opposé et de ses membres, agressions, destruction du matériel de l'« ennemi », etc. Alors même qu'il s'agissait d'enfants de mêmes race, âge, sexe, religion, origine sociale. Les différents sous-groupes ne donnaient prise à aucun caractère distinctif particulier.

C'est dire si, lorsque les différences existent (couleur de la peau, origine géographique, langue, position sociale), de tels affrontements se trouvent facilités et amplifiés. Toutefois, ce ne sont pas les causes, mais des facteurs facilitant ces affrontements intergroupes. Lorsque l'on parle simplement de

(\*) Psychosociologue, maître-assistant à l'université François-Rabelais.

racisme dans de tels cas, on en masque l'origine réelle au profit des effets.

Le racisme tel qu'on le parle dans les médias n'est qu'une construction idéologique plus ou moins savante qui vise à justifier, à nos yeux et à ceux d'autrui, la peur profonde de l'autre qui se trouve inscrite dans la psychologie de chacun d'entre nous, et à la renforcer. Il suffit d'ajouter qu'il est vain de lutter contre de tels sentiments par des appels moralisateurs. Il nous semblerait plus profitable de populariser les recherches dans ce domaine et de sensibiliser les agents sociaux à ces fonctionnements non conscients, masqués par des représentations trompeuses.

## LU

## « INTRODUCTION AU DROIT MUSULMAN », de Joseph Schacht

## Les délices du cadi

À l'heure où un nombre grandissant de musulmans (Arabie, Yémen du Nord, Pakistan, Iran, Emirats arabes unis, Mauritanie, Soudan, etc.), dont certains sont des proches partenaires de la France, appliquent à la lettre la loi islamique, issue du Coran et de la Sunna (Tradition de Mahomet), il est nécessaire que ce droit suscite à nouveau l'intérêt parmi les étudiants d'étudiant de l'année en cours ; puis, c'est celle de l'année précédente qu'il faut, alors que cette

coutumes et attitudes psychologiques qu'il est fort important de connaître, aussi bien dans les rapports entre Etats qu'entre individus.

Autant dire, donc, que la traduction du livre de Joseph Schacht, publié en anglais en 1964 à Oxford, un lustre avant le décès de l'auteur, vient, aujourd'hui, à point nommé. Schacht avait, rappelons-le, fondé et dirigé avec le professeur Robert Brunschwig, la publication *Studio islamicus*, son *Introduction au droit musulman* a été traduite scientifique, allié à la littérature de l'époque de ce livre.

Certes, Schacht a surtout écrit pour des spécialistes — des religieux, comme on dirait en arabe, de fiqih, la science de la charia — mais le droit islamique est si intimement lié à la vie quotidienne et à l'histoire politique, et l'auteur sait si bien faire ressortir ces traits, que souvent son texte se lit plus comme un bon ouvrage de vulgarisation sociologique ou historique que comme un traité de jurisprudence. Les chapitres, notamment autour de l'héritage, même une communauté musulmane, qui regroupe aujourd'hui quelque trois millions de personnes (le Monde, 24 août 1983) : Maghrébin et Africain, mais aussi Turcs, Libanais, Yougoslaves, Iraniens, Comoriens, Pakistaniens et, depuis peu, Européens convertis, etc.

Certes, permis ces musulmans, la seule une petite minorité réclame qu'on applique la loi islamique et s'oppose d'ailleurs à ce que le droit civil français, également incompatible avec plusieurs points capitaux avec la charia — notamment en matière de mariage, réputation, succession, témoignage, adoption, etc. Mais, des concepts juridiques musulmans découlent aussi us et

de tous ces groupes en chemise, que chacun pouvait voir cet hiver, cherchant à s'orienter dans Paris.

MM. Badinter, Deffere et Manroy, prenez le métro au moins une fois et vous verrez. N'attendez pas que les événements vous obligent à ouvrir les yeux, comme cela a été le cas pour les immigrés de Ceylan. Il sera facile que Tamouz et Cinghalis commencent à s'orienter en plein Paris pour que vous réalisiez qu'ils étaient déjà dix mille !

## Fermez les portes

Bien entendu, les Tamouz sont réfugiés parce que persécutés par les Cinghalis, et ces derniers ont ce statut parce qu'ils sont persécutés par les premiers : tout Ceylanais peut donc prétendre être réfugié et venir s'installer en France. Pour les Pakistanais, les Indiens et les originaires du Bangladesh, les bonnes raisons ne manquent pas : hindouïstes martyrisés par les musulmans, Bengalis torturés par les Assamais, Biharis par les Bengalis, pourquoi le flot de « réfugiés » s'arrêterait-il ?

Mais il ne suffit même plus de prétendre au statut de réfugié, car vous apprendre le français suffit : étudiant (illettré) dans un premier temps, puis citoyen dans un second ! Fermez les portes, MM. Badinter, Deffere et Manroy, vous ne pouvez dire qu'à vingt ans, ces nouveaux chômeurs ont participé à l'expansion industrielle de l'Île gallarde !

De grâce, prenez le métro, et vous saurez !

JEAN ARMAND.  
(Le Vésinet)

RECTIFICATIF. — Le Père R. L. Bruckberger nous signale une coquille dans le compte rendu de son livre publié dans *Le Monde* du 24 décembre : il faitait lire : « L'anthropologie est un rite anthropologique ». Et non un rituel anthropologique.

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*.  
Gérant : André Laurent, Directeur de la publication.  
Anciens directeurs : Hubert Baume-Mary (1944-1965).  
Jacques Faure (1965-1982).  
J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.  
(Le Vésinet)

(1) Juge-notaire.

\* Joseph Schacht, *Introduction au droit musulman*, Maitre-assistant en droit musulman, Maître-assistant en Lettres, Traducteur de l'anglais par Paul Koenig et Abdellaziz Tariq, 252 pages, 120 francs.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.  
ISSN : 0395-2037.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

Commission paritaire des journaux et périodiques, n° 157.

ISSN : 0395-2037.

**Le Monde**

# étranger

## PROCHE-ORIENT

### Liban

#### LE NOUVEAU « PLAN DE SÉCURITÉ »

#### M. Joumblatt est hostile au déploiement de l'armée nationale dans le Chouf

M. Walid Joumblatt, chef du parti socialiste progressiste (P.S.P.) à prédominance druze, a posé jeudi 5 janvier des conditions au déploiement de l'armée libanaise dans certaines régions du Chouf, ce qui pourrait retarder l'application du nouveau plan de sécurité.

« L'armée est devenue une milice aux mains du gouvernement (!), et de la famille Gemayel, et nous refusons son entrée dans notre région avant la mise en application de certaines réformes », a dit M. Joumblatt à une délégation druze venue lui rendre visite à Moukhtara, son fief ancestral dans le Chouf.

La déclaration de M. Joumblatt fait suite à l'annonce par le gouvernement d'un nouveau plan de sécurité destiné à mettre fin aux affrontements entre factions rivales et à étendre le contrôle du gouvernement libanais sur des zones non occupées par des troupes israéliennes ou syriennes. Ce plan prévoit le déploiement d'unités de l'armée libanaise ou des forces internes de sécurité dans les zones tenues actuellement par le P.S.P., par les milices chrétiennes ou par les milices chiites Amal.

L'homme d'affaires et médiateur libano-saoudien Rafik Hariri se

trouve à Damas en même temps que M. Nabih Berri, dirigeant d'Amal, pour tenter d'arriver à un accord.

On dit de source libanaise bien informée que la Syrie fait pression sur les factions libanaises soumises à son influence pour qu'elles ne s'opposent pas à l'application du plan.

### Combats à Tripoli

D'autre part, de violents accrochages entre milices rivales pro et antisyrriennes ont éclaté jeudi soir à Tripoli. Ces combats, entre milices intégristes du Mouvement d'unification islamique (MUI, opposé à la Syrie), et du parti démocratique arabe (pro-syrien), se sont déroulés dans plusieurs quartiers de la ville, notamment à Kibeh, Zahrich, Malakieh, Bah-al-Mohsen et Kalasa. Des obus sont également tombés sur d'autres quartiers résidentiels de Tripoli.

Des accrochages similaires — les premiers depuis le départ de M. Yasser Arafat et ses partisans de Tripoli à la fin du mois de décembre dernier — s'étaient déroulés mardi pendant plusieurs heures. La reprise des accrochages est intervenue alors que les autorités locales se préparaient à la rentrée.

### UNE « PREMIÈRE »

#### L'armée de l'air française prend la relève des porte-avions pour la protection du contingent de Beyrouth

Le contingent français de la force multinationale de sécurité à Beyrouth sera, pendant moins de trois semaines, protégé par des avions de l'armée de l'air basés en France et non plus, comme c'était le cas à ce jour, par des appareils de l'aéronavale embarquée sur le porte-avions *Clemenceau*, croisant à proximité de la côte libanaise. C'est une « première » pour l'armée de l'air française, qui entend ainsi démontrer que, sans pouvoir garantir une sécurité aussi permanente que la couverture procurée par l'aéronavale, elle reste capable d'apporter un soutien à distance non négligeable en cas d'une brutale nécessité au Proche-Orient.

Après être demeuré cent jours consécutifs, sans escale ni facilités de détenté, en Méditerranée orientale, le porte-avions *Clemenceau* regagnera, le 8 janvier prochain, son port d'attache de Toulon pour subir, à l'arsenal, une visite d'entretenir de moins de temps que ne l'exigeait normalement une telle opération. En cent jours, le porte-avions a parcouru l'équivalent d'un tour du monde, sans relâcher dans son port où il aurait pu réduire ou mettre hors service et reposer son équipage. Depuis le 30 septembre dernier, au large de Beyrouth, il a catapulté ses avions un millier de fois, et sa flotte embarquée — avions de tous types et hélicoptères — a parcouru, au total, l'équivalent de 1 500 000 kilomètres.

Le 25 janvier prochain, le *Clemenceau* repartira en direction de Beyrouth pour participer à la relève des éléments de la 11<sup>e</sup> division parachutiste, actuellement présents dans la capitale libanaise, avec des déclenchements de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine. Il emportera des hélicoptères de l'aviation légère de l'armée de terre (ALAT), notamment des Puma, qui accompliront, à moindres frais, les missions précédemment dévolues aux hélicoptères lourds Super-Frelon de la marine nationale.

Durant les trois semaines d'absence du *Clemenceau* au large de Beyrouth, c'est l'armée de l'air, avec ses avions stationnés en France, qui assurera la sécurité du contingent français. Le second porte-avions, le *Foch*, qui est déjà demeuré trente-sept jours d'affilée à la mer devant Beyrouth en 1983, est en effet immobilisé, depuis le mi-octobre dernier et jusqu'en avril prochain, à Toulon, pour une visite périodique d'entretenir.

L'armée de l'air française espère beaucoup — si le besoin devait s'en faire sentir — de ses capacités à projeter, à des milliers de kilomètres de distance, un force de Jaguar et de Mirage F-1 ravitaillables en vol. Elle a démontré cette aptitude tout au long de l'année dernière, par exemple en organisant des raids de Jaguar — dont l'un a duré sept heures et quarante minutes et le second dix

raient à démanteler les barricades et autres fortifications érigées dans certains quartiers de la ville.

A Basileb, vingt-quatre heures

après le raid de l'aviation israélienne, les équipes de la défense civile s'activent encore jeudi à dégager les victimes ensevelies sous les décombres.

**Le sort du commandant Haddad**

Le commandant Saad Haddad, chef des milices alliées d'Israël au sud du Liban, a quitté jeudi 5 janvier l'hôpital de Haïfa et a regagné son domaine à Liban. Une juridiction spéciale, siégeant à Beyrouth l'a réintégré mercredi dans son grade et son affectation dont il avait été destitué pour avoir approuvé l'invasion des forces israéliennes en 1976, dans le sud du pays. — (A.F.P. Reuter.)

(1) N.D.R. Le chef d'état-major de l'armée nationale libanaise, le général Hakim, est un musulman druze mais, selon des sources militaires libanaises, il ne peut exercer ses fonctions depuis octobre 1983, étant retenu dans un village de Ain-Kley, au Chouf, par des éléments armés du P.S.P.

Le plus étrange est que certains membres du comité central du Fath se sont peu à peu de partager l'appropriation des trois représentants de l'opposition. Ils ont le sentiment que M. Yasser Arafat ne croit plus, en soi, à l'intérieur, à la possibilité d'atteindre l'objectif de la résistance, à savoir la création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza. Compte tenu de la puissance d'Israël, de son alliance stratégique avec Washington, de l'influence dominante des Etats-Unis au Proche-Orient et de la « complicité » de la quasi-totalité des régimes arabes, le président de l'O.L.P., selon eux, serait parvenu à la conclusion qu'il fallait changer de cap, s'adapter aux exigences de la *pax americana*. Dès lors, plusieurs membres du comité central du Fath estiment, tout autant que les dirigeants des sept autres organisations de l'O.L.P., que la rencontre Arafat-Moubarak n'était ni forte ni innocente.

Pour garantir cette sécurité en toutes circonstances, la France a installé un dispositif puissant d'artillerie au sol et en mer, avec des batteries de 155 mm de l'armée de terre et avec les canons des bateaux de la marine nationale qui composent la force Olfant. Les pièces d'artillerie sol-sol ont été déployées avec l'information qui les accompagne, en temps normal, pour calculer avec précision l'emplacement des cibles éventuelles grâce à la reconnaissance par ordinateur des trajectoires de tir.

JACQUES ISNARD.

### ASSURÉ D'UNE MAJORITÉ AU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN

#### M. Arafat ne paraît pas craindre les manœuvres de ses adversaires

##### De notre envoyé spécial

du Fath, sa propre organisation, qui rassemble près de 80 % des fedayin. Son rayonnement international et les relations personnelles qu'il a tissées au fil des années avec nombre de dirigeants arabes lui donneraient les moyens de pratiquer une politique contraire à celle définie par la centrale de la résistance. Disposant d'une majorité quasi automatique au sein du Conseil national palestinien (« Parlement »), il serait en mesure de conférer un caractère parfaitement légal à la ligne de conduite qu'il serait tracée. Ses pairs sont contraints dès lors de le ménager gré malgré.

##### Le front « anticipé »

Les représentants des trois organisations de « gauche » venus de Damas ont suggéré à leurs interlocuteurs qu'ils pourraient éclairer aisément M. Yasser Arafat de la direction si seulement ils acceptaient de se joindre aux autres organisations de l'O.L.P. pour créer un « front commun contre la capitulation ». La nouvelle coalition serait soutenue par la Syrie, qui serait toute disposée à passer l'éponge sur les divergences et les affrontements qui ont opposé ces derniers mois le Fath et la République basse.

Le projet est rejeté d'emblée : après les événements sanglants de Tripoli, aucun dirigeant du Fath n'est disposé, pour le moment du moins, à se réconcilier avec le président Assad, et encore moins à s'installer à Damas, où ils redoutent de perdre leur autonomie. A tout prendre, ils préfèrent encore demeurer à Tunis, bien qu'ils se sentent marginalisés dans une ville située à des milliers de kilomètres du théâtre des opérations.

Les délégués des trois mouvements contestataires ont alors proposé que le conseil central de l'O.L.P. — l'instance intermédiaire entre le Conseil national et le comité exécutif — soit convoqué pour examiner les conséquences politiques de la rencontre Arafat-Moubarak. Un tel verdict, calculent-ils, contribuerait à modifier le climat au sein du Conseil national palestinien, qui à son tour serait amené à confirmer son hostilité au projet de paix américaine avant de destituer Yasser Arafat de ses fonctions présidentielles.

Les membres du comité central du Fath ne s'opposent pas au principe de la procédure, mais ils font valoir que les règles institutionnelles ne permettent pas d'exclure d'office M. Arafat de la réunion du conseil central, comme l'exigent les trois délégués de la « gauche » palestinienne. Si l'accuse n'est pas autorisé à se défendre, soutiennent-ils, le jugement de l'assemblée n'aurait pas de valeur aux yeux de l'opinion palestinienne.

### A TRAVERS LE MONDE

#### Bénin

• VISITE DE M. NUCCI. — Le ministre français de la coopération et du développement, M. Christian Nucci, se rendra en visite officielle au Bénin du 7 au 9 janvier. Au cours de son séjour, M. Nucci aura des entretiens avec le chef de l'Etat, M. Kérékou, inaugura l'école française Montaigne à Cotonou et participera à la cérémonie d'inauguration de la télévision nationale.

#### Haute-Volta

• L'ANCIEN PRESIDENT LAMIZANA ACQUITTE. — Le général Sangoulé Lamizana, ancien chef de l'Etat voltaïque de 1966 à 1980, a été acquitté, jeudi 5 janvier, par le tribunal populaire de la révolution de Ouagadougou devant lequel il comparaissait pour détournement de fonds (le *Monde* du 6 janvier). Après le verdict, le ministère de l'information a publié une liste de cent quarante-neuf personnes qui comparaîtront devant le tribunal. Parmi elles figurent tous les anciens ministres du général Lamizana, ainsi que ceux du colonel Zaye Zerbo, qui lui a succédé, de 1980 à 1982. — (Reuter.)

#### Tanzanie

• ARRIVÉE DE VINGT MILLE RÉFUGIÉS RWANDAIS. — Près de vingt mille Rwandais vivant dans le sud de l'Ouganda viennent de réfugiés en Tanzanie, à la suite d'incidents ethniques avec la population locale. Cet exode a commencé à la fin de l'an dernier, après le refus du gouvernement de Kigali, pays surpeuplé, de les accueillir. Le représentant local du haut commissariat pour les réfugiés, M. Abdalla Said, s'est rendu sur place dans la région de Bukoba, sur les rives du lac Victoria, pour organiser l'accueil. La Tanzanie abrite déjà deux cent mille réfugiés, dont cent cinquante-cinq mille originaires du Burundi, les autres venant surtout du Zaïre et du Malawi. — (A.F.P., Reuter, U.P.I.)

#### Israël

• ARRESTATION ET ÉVASION DU RABBIN KAHANE.

# LA VIE FRANÇAISE

## ETRANGER

- URSS : l'année Andropov.
- Afrique : le Nigeria victime du FMI.

## FRANCE

- Krasucki : la violence s'installe en entreprise.
- De l'Etat de droit à l'Etat de force
- La Chapelle Darblay : 950 emplois, 3 milliards et demi.

## ENTREPRISES

La métamorphose des Postes. Un demi-siècle de déficits, c'est trop !

## BOURSE

Epéda Bertrand Faure, Procter and Gamble, Roussel-Uclaf.

### LE 1<sup>er</sup> HEBDOMADAIRE D'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### ET FINANCIÈRE

Chaque samedi, 10 F, chez votre marchand de journaux

## PROCHE-ORIENT

### Jordanie

#### Le roi Husseïn a convoqué le Parlement suspendu depuis 1974

Amman. - En convoquant un conseil extraordinaire, à partir du lundi 9 janvier, le Parlement jordanien (Sénat et Chambre des députés), suspendu depuis 1974, le roi Husseïn vient d'ouvrir la voie à la restauration de la vie parlementaire en Jordanie. Le Conseil national consultatif (C.N.C.), assemblée de notables créée en 1976 pour supplanter l'absence de Parlement, sera dissous samedi 7 janvier.

La Constitution du pays exige que nous renions à la vie parlementaire et que soient restaurées les pouvoirs des institutions législatives, affirme le roi Husseïn dans une lettre adressée au président du C.N.C., M. Soleiman Arar. Ces dernières années, et plus particulièrement depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, de nombreuses voix s'étaient élevées en Jordanie pour demander la normalisation de la vie politique et une plus grande participation des citoyens aux décisions gouvernementales et à la gestion du pays. Selon la Constitution de 1952, la Chambre des députés est renouvelée tous les quatre ans. Elle compte soixante membres, dont trente représentants de Cisjordanie, territoire formellement rattaché au Royaume hachémite en 1950. Les dernières élections générales remontent à avril 1967, peu avant la guerre de Six jours. L'occupation de la Cisjordanie par Israël à partir de juin 1967 ayant rendu impossible l'organisation d'élections parlementaires dans ce territoire, le roi Husseïn décida en 1971 de prolonger le mandat de cette Assemblée.

Le facteur décisif ayant amené les dirigeants jordaniens à suspendre le Parlement en 1974 est l'adoption, la même année par le sommet arabe de Rabat, de la résolution stipulant que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) est « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». Depuis lors, la Chambre des députés n'a été convoquée qu'une seule fois en session extraordinaire, en 1976, afin de voter un amendement constitutionnel qui donne au roi Husseïn le pouvoir

De notre correspondant d'ajourner indéfiniment de nouvelles élections et de rappeler l'Assemblée chaque fois que les circonstances exigent une nouvelle modification de la Constitution. Un exercice de haute volée grâce auquel le souverain jordanien s'est, en fait, réservé la possibilité de rétablir le Parlement dans sa composition et ses fonctions de 1967, dès que la situation politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays le permettrait.

Outre l'impossibilité d'organiser des élections générales en Cisjordanie, les dirigeants jordaniens invoquent essentiellement deux arguments pour justifier le maintien du statu quo ces dernières années : d'une part, une Assemblée élue en partie par la communauté palestinienne de Jordanie et comprenant des représentants palestiniens des deux rives du Jourdain serait en contradiction avec les résolutions du sommet de Rabat ; d'autre part, la mise en place d'un Parlement dont la juridiction s'étendrait à la seule rive est du Jourdain consacrerait en Cisjordanie un vide institutionnel dont les Israéliens pourraient tirer partie pour annexer formellement les territoires occupés.

### Négociations avec l'O.L.P.

Les responsables jordaniens estiment aujourd'hui avoir interprété les résolutions de Rabat de façon trop restrictive. « Il n'y a aucune raison pour que la vie politique du pays soit indéfiniment paralyzée », fait valoir à Amman, où l'on considère que la représentativité de l'O.L.P. se doit être comprise que dans le cadre de la recherche d'une solution au problème palestinien. La première tâche des quarante-cinq députés encore vivants, soit cinq de plus que le quorum requis (une vingtaine de députés cisjordaniens ont été autorisés par les autorités israéliennes à venir à Amman), va donc être de déminer cet imbroglio juridico-politique, en amendant l'ar-

ticle 73 de la Constitution afin de pouvoir assumer désormais normalement leurs fonctions. Ils devront également choisir le moyen de remplacer les députés disparus depuis 1967 (huit pour la Transjordanie et sept pour la Cisjordanie). Soit en désignant eux-mêmes les nouveaux représentants des deux rives du Jourdain, ainsi que l'article 88 de la Constitution leur en donne le droit, soit en décidant l'organisation d'élections partielles sur la rive orientale, les nouveaux députés cisjordaniens devant, de toute façon, être désignés, en raison de l'occupation israélienne.

Dans une récente déclaration à la télévision jordanienne, le roi Husseïn a souligné la nécessité d'*« établir de nouvelles institutions jordanaises »*. Ainsi, en dehors de considérations de politique intérieure, la décision du souverain jordanien de convoquer le Parlement paraît liée à la prochaine reprise des négociations avec le chef de l'O.L.P., M. Arafat. Mais elle constitue également une réponse aux mesures d'extension de la législation israélienne dans les territoires occupés, mesures adoptées il y a quelques jours par la Knesset.

EMMANUEL JARRY.

• M. Bourros Ghali à Paris. - Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères est arrivé jeudi 5 janvier, à Orly, versant du Caire pour une visite de quarante-huit heures à Paris, durant laquelle il remettra un message du président égyptien Hosni Moubarak à M. Mitterrand, qu'il devait rencontrer ce vendredi. M. Bourros Ghali a souligné à son arrivée que sa visite à Paris était notamment motivée par « la récente visite au Caire de Yasser Arafat, qui marque un rapprochement politique entre l'Egypte et les Palestiniens ». « Mes conversations seront l'occasion d'une meilleure coopération diplomatique franco-égyptienne, notamment sur le problème palestinien », a-t-il ajouté.

## AFRIQUE

### Tunisie

#### M. Bourguiba ajourne les mesures qui ont provoqué les émeutes

(Suite de la première page.)

Les passants couraient en tous sens, les commerçants se battaient de klaxon hurlant, les voitures, klaxon hurlant, fuyaient en un indescriptible carrousel, tandis que se répandaient les rumeurs les plus insensées. Le conseil des ministres qui se réunissait alors, crut même, un moment, que le Magasin général, grande surface proche de l'ambassade de France, était en train de brûler.

### Des slogans « troublants »

M. Mzali note à ce propos la coordination des mouvements de jeunes qui s'étaient produits et l'ampleur de l'« intox ». Pour lui, c'est une nouvelle preuve que les événements que vit le pays font partie d'un plan de déstabilisation. Il évite, en attendant la fin des enquêtes, de porter des accusations précises. Alors, les extrémistes ? Le premier ministre admet que les slogans entendus ces derniers jours sont « troublants », mais il n'en dira pas plus. L'allibi ? Soucieux sans doute de préserver au moins une façade de bon voisinage, il se meut dans le silence lorsque nous lui faisons remarquer que, dans le Sud, des manifestants arrêtés ont reconnu avoir été entraînés dans des camps libyens. Il ne dément pas et se borne à répondre que la justice se prononce.

M. Mzali reconnaît aussi que le colonel Kadhafi lui a téléphoné en début de semaine pour lui proposer son aide et qu'il a reçu, mercredi, une délégation venue de la Libye. Il remettra un message du président égyptien Hosni Moubarak à M. Mitterrand, qu'il devait rencontrer ce vendredi. M. Bourros Ghali a souligné à son arrivée que sa visite à Paris était notamment motivée par « la récente visite au Caire de Yasser Arafat, qui marque un rapprochement politique entre l'Egypte et les Palestiniens ». « Mes conversations seront l'occasion d'une meilleure coopération diplomatique franco-égyptienne, notamment sur le problème palestinien », a-t-il ajouté.

• Secours aux victimes du séisme en Guinée. - Nous avons indiqué par erreur, dans nos éditions du 6 janvier, que les dons en faveur des victimes du tremblement de terre en Guinée sont à adresser au Secours populaire français, 106, rue du Bac, 75007 Paris. L'adresse exacte du Secours populaire français est la suivante : 9, rue Froissart, 75003 Paris, C.C.P. 634 57 H.

aussi plusieurs envois poussés aux premiers rangs des émeutiers, selon la technique des martyrs. -

Quant aux structures du parti socialiste destituées qui ont su, pendant si longtemps, encadrer la population, M. Mzali, qui admet qu'il y a peut-être eu « quelques défaillances », tient à rappeler que, depuis trois ans, « le régime de la malice est révolu ». Il affirme que beaucoup de militants ont fait, auprès des Russes, un grand travail d'explication. Lui-même plaide vigoureusement son dossier en soulignant que la hausse du prix du pain était annoncée depuis longtemps, que le gouvernement avait maintes fois proclamé que les catégories sociales les plus déshéritées recevaient des compensations et que des discussions étaient en cours avec les syndicats pour établir la répartition.

Il souligne que l'économie réalisée par le doublement du prix des produits céréaliers s'élève à 140 millions de dinars. En revanche, si de nouvelles taxes avaient été instaurées sur les voitures, l'alcool, le tabac, l'essence, etc., tous les prix auraient flambé, comme en 1982, et le gouvernement n'aurait pas dégagé le cinquième de cette somme. En outre, de telles taxes auraient accéléré l'inflation qui a été maintenue à 4,5 % en 1983, contre 14 % en 1982. Enfin, 30 millions ont été dépensés sur les économies réalisées pour venir en aide aux plus défavorisés. « Celles, il fallait s'asseoir au poteau, moi je l'ai fait. Il faut avoir le courage de dire la vérité au peuple. Nous l'avons eu. Mais il y a eu cette exploitation politique. -

PAUL BALTA  
et MICHEL DEURE.

### VOS SANITAIRES REMIS À NEUF

en totalité, bâches ou tous coloris au choix. Admettez, en un jour, sans démontage.

• SAMOTEC •

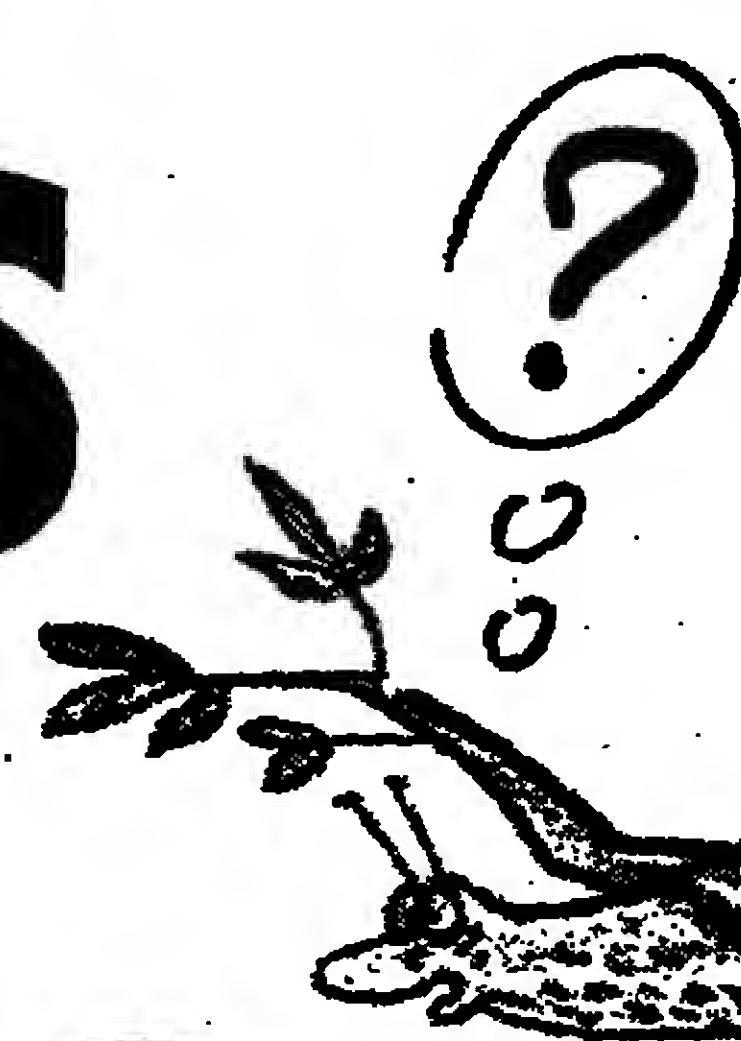
NICE 93/07.33.11  
PARIS 1/603.62.90

108 r. de la Reine Boulogne

## TEST-VÉRITÉ

# ÊTES-VOUS HOMME OU FEMME ?

LE NOUVEL  
**observateur**



Ils exagèrent au Nouvel Observateur ! Tout avait commencé par « Etes-vous de droite ou de gauche ? » (Quoi, le camembert serait de droite et le gruyère de gauche ?) Et puis, ils nous avaient fait mourir d'angoisse avec « Calculez vos névroses ». Et voilà que cette semaine, dans la torpeur des lendemains de fête, l'Obs nous pose la question fatale : Etes-vous homme ou femme ?

Un test redoutable qui vous permettra de mesurer si vous êtes véritablement femme ou homme dans votre tête, dans votre corps, dans votre cœur, dans votre comportement social. Mais où vont-ils chercher tout ça ? Et en plus du test-vérité, le Nouvel Observateur a enquêté sur l'androgynie, la misogynie, la bisexualité, le transsexualisme. Non mais je vous le demande un peu, quelle époque vivons-nous !

مدى من العجل

## EUROPE

### Turquie

#### Les partis exclus des élections législatives pourront participer aux consultations locales

De notre correspondant

Ankara. — Le Parti de la mère patrie, du premier ministre M. Ozal, majoritaire au Parlement, voté le jeudi 5 janvier en faveur de l'ouverture des élections locales à tous les partis, y compris à ceux qui n'avaient pas été autorisés à participer aux élections législatives du 6 novembre dernier. Le Parti de la juste voie, le Parti de la social-démocratie et le Parti du bien-être pourront donc présenter des candidats aux élections locales, dont la date a été fixée au 25 mars prochain, aux côtés du Parti de la mère-patrie, et des deux formations de l'opposition représentées au Parlement : le Parti populaire, et le parti de la démocratie nationaliste.

Les dirigeants des trois partis qui n'ont pas été autorisés par les généraux à participer aux élections législatives ont fait connaître leur satisfaction, tout en remarquant que la décision du Parlement ne constitue

A. U.

## AMÉRIQUES

### Cuba

#### Les autorités françaises s'efforcent d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill

Les autorités françaises ont engagé des négociations discrètes avec les dirigeants cubains, pour tenter d'obtenir la libération de M. Ricardo Bofill, détenu à La Havane, et très mauvaise santé, selon ses proches. Mais ces démarches n'ont pas abouti, jusqu'à présent, et il semble que le gouvernement de La Havane, qui estime que ses adversaires ont déclenché une campagne antisabotage à la suite de la libération de M. Armando Valladares — libération déjà obtenue par la France, — ne soit pas très réceptif.

Le gouvernement français a une responsabilité particulière dans le cas de M. Ricardo Bofill. Cet ancien vice-doyen de la faculté des sciences humaines de La Havane, déjà détenue pendant plusieurs années pour avoir, selon les autorités, appartenir à un groupe « dissident » au sein du parti communiste cubain, s'était, en effet, réfugié à l'ambassade de France, de La Havane le 19 avril 1983 (Le Monde du 29 septembre 1983). L'ambassadeur de France ayant obtenu des autorités cubaines — très concrètement de M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du gouvernement et numéro trois du régime — l'assurance que M. Bofill ne serait pas inquiété et qu'il pourrait librement partir de Cuba, ce dernier avait quitté les locaux de l'ambassade.

Le 21 septembre, M. Bofill revenait, à son domicile de La Havane, deux journalistes français venus expressément pour l'interviewer. Brève rencontre. La police, alertée, appréhende les deux Français, les interroge, les maintient neuf jours en détention, puis les expulse. Ils étaient munis de visas de tourisme. M. Bofill est arrêté, à son tour, le 24 septembre. Depuis sa sortie de l'ambassade de France, il n'a pas réussi à obtenir le visa nécessaire pour rejoindre sa femme qui se trouvait, à cette époque, à Miami.

En octobre, M. Bofill fait savoir à l'Organisation internationale de la résistance (Le Monde du 8 octobre 1983) que son mari a été interné contre le port de Potosi.

### Nicaragua

#### LE PORT DE POTOSI

#### A NOUVEAU BOMBARDÉ

Managua (A.P.F., A.P., Reuters). — M. Richard Stone, envoyé spécial du président Reagan en Amérique centrale, a terminé le jeudi 5 janvier sa nouvelle et brève tournée dans la région par une rencontre, à Managua, avec le chef de la junte sandiniste, M. Daniel Ortega, et le ministre nicaraguayen des affaires étrangères, le Père Miguel d'Escoto. M. Stone avait également eu des entretiens avec des représentants de l'Eglise catholique, du patronat et de l'alliance démocratique, l'union des partis d'opposition.

Cependant, alors que l'émissaire américain se trouvait à Managua, le port de Potosi, dans le nord du pays, était bombardé à la roquette et au mortier par deux avions et deux avions probablement venus du Honduras tout proche, ont annoncé les autorités sandinistes. Cette attaque a fait un mort et huit blessés. Mardi déjà, une attaque avait été lancée contre le port de Potosi.

### Tchécoslovaquie

#### L'Académie des sciences a établi un rapport alarmant sur la situation écologique

La demande du gouvernement, l'Académie des sciences tchècoslovaque a préparé un rapport intitulé *« Analyse de la situation écologique de la République socialiste tchècoslovaque »*. Ce rapport est tellement alarmant que les autorités ont décidé de ne pas le rendre public. La « Charta 77 », mouvement pour les droits civiques, a réussi à obtenir une copie de ce document dont elle a envoyé le texte intégral au président du conseil tchècoslovaque, M. Ludvík Svoboda.

« Lorsqu'il y a déchets de toute sorte cilets en Tchécoslovaquie dès fois l'ovra par exemple) en raison de la pénurie d'eau. Les négligences dans l'entretien du réseau de distribution d'eau potable et industrielle exigent dans l'avenir immédiat des investissements énormes, alors qu'on déplore une pollution grande-surface... »

« Nous sommes un des Etats du monde ayant les plus grosses émissions d'anhydride sulfureux. Le volume des émissions produites ne cesse de croître à la suite de l'augmentation de la teneur en soufre et de la baisse de la puissance calorifique de la lignite brûlée. »

« Les interventions effectuées et les substances introduites par l'homme dans l'environnement se cumulent de façon à entraîner l'extinction de certaines espèces d'animaux ou de plantes, et le bouleversement de certains écosystèmes représente un grave danger pour l'homme lui-même. »

« La situation dans notre pays permet régulièrement de prévoir la disparition non seulement d'espèces animales isolées, mais de classes dans leur totalité. Même les réserves et les parcs nationaux sont victimes de la pollution. La situation dans le domaine de l'économie forestière nous paraît être particulièrement grave. Vers la fin du siècle, de 45 à 60 % de nos forêts seront très probablement dégradées par la présence de polluants. »

« En ce qui concerne l'eau, on voit apparaître, dès maintenant, les situations-limites du développement

### Italie

#### LE JOURNALISTE GIUSEPPE FAVA

#### SPECIALISTE DE LA MAFIA

#### A ÉTÉ ASSASSINÉ

(De notre correspondant.)

Rome. — Journaliste et écrivain, Giuseppe Fava, auteur de plusieurs livres sur la Mafia, a été assassiné, jeudi 5 janvier, à Catane, où il résidait. Il a été tué à bout portant de plusieurs balles dans la tête ; son corps a été retrouvé dans sa voiture en plein centre de la ville.

Très connu à Catane et dans les meilleurs journaux pour ses enquêtes sur la Mafia, mais aussi pour ses écrits sur les couches les plus défavorisées de la population sicilienne, notamment les immigrés, publiés dans plusieurs quotidiens et hebdomadiers, M. Fava était aussi l'auteur d'un roman à succès *Genre di risotto*, dont a été tiré un film. Il dirigeait le revue mensuelle *I Siciliani*, qui publiait depuis plusieurs mois des informations sur les liens entre les clans de la Mafia de Palerme et ceux de Catane.

À cours d'une récente émission télévisée, Giuseppe Fava avait insisté sur la présence parmi les membres de la Mafia « de personnes importants et de dirigeants politiques ». Dans son dernier livre, il mettait en cause le pouvoir démocrate-chrétien en Sicile. Giuseppe Fava est le quatrième journaliste tué en Sicile par la Mafia depuis le début des années 70.

Ph. P.

### Pologne

#### Le général Jaruzelski et Mgr Glemp ont eu un long entretien

Le général Jaruzelski et le cardinal Glemp, primat de Pologne, ont eu un entretien de plus de quatre heures, jeudi 5 décembre, à Varsovie : leur précédente rencontre remontait au mois de juin dernier, à la veille de la visite du pape Jean-Paul II.

Comme d'habitude, l'épiscopat s'est abstenu de publier un communiqué ou de commenter l'entretien, laissant ce soin à l'agence officielle PAP, dont le texte est évidemment en tous points conforme à l'image que le pouvoir veut donner de ses relations avec l'Eglise : les deux interlocuteurs, écrit PAP, « ont discuté de certains problèmes importants, touchant aux relations entre l'Etat et l'Eglise, et procédé à un échange d'opinions sur la situation dans le pays, dans le contexte des tensions internationales actuelles. [...] Le premier ministre et le primat ont exprimé leur inquiétude face à l'escalade des armements et ont estimé que la Pologne, pays particulièrement éprouvé par la deuxième guerre mondiale, a des raisons particulières d'essayer pour sauver la paix mondiale. [...] Une telle action peut être favorisée par le développement ultérieur des contacts entre les autorités de la République populaire de Pologne et la capitale apostolique ». Ainsi, des phrases rituelles sur la paix et les tensions internationales, est évocée, à demi-mot, la possibilité d'une évolution conduisant, à terme, à l'établissement

J. K.

### Finlande

#### Le président Koivisto ne répond plus...

De notre correspondant

Helsinki. — Rien ne va plus entre le président Koivisto et la presse finlandaise. Dans une interview, le mardi 3 janvier, le président traitait les journalistes de moutons de Panurge et déclarait qu'il n'entendait plus fournir d'explications sur sa politique. Motif de cette mauvaise humeur : l'insistance avec laquelle les journalistes s'étaient permis de demander des explications sur l'attitude de la Finlande lors des deux votes de l'ONU, un vote condamnant l'intervention américaine à la Grenade et une abstention à propos de la présence des Soviétiques en Afghanistan.

Le climat s'était déjà dégradé en novembre dernier lorsque le président, renouant avec les méthodes de son prédécesseur, avait fait parvenir à une trentaine de journaux une lettre « confidentielle », les mettant en garde contre la publication d'articles « irresponsables » ayant trait à la politique étrangère et les appelant à la discréption. Craignait-il que la presse, qui s'était quelque peu dégourdi les jambes depuis son accession au pouvoir, ne pût un malavis pif et ne chercherait peut-être à entrer dans le vif du sujet pour savoir les relations de la Finlande avec l'Union soviétique ?

Ces frictions montrent que la presse n'est pas vraiment « finlandaise ». En toute justice, il faut rappeler certains gestes « irresponsables » de l'épiscopat officiel publié à l'issue de la visite du président Koivisto à Moscou, en juillet, ne comportait plus le passage tristement célèbre où était évoquée, dans les occasions précédentes, « l'importance de la responsabilité des journaux », expression digne d'Orwell pour désigner ce qui ailleurs se nomme la censure ou l'autocensure. P. P.

### ARMAND THIERY

## SOLDE

### LES GRANDES MARQUES.

PIERRE CARDIN.  
MARCEL LASSANCE.  
MCGREGOR.  
YVES SAINT-LAURENT.\*  
LANVIN.  
FACONNABLE.\*  
ARROW.\*  
DORMEUIL.\*

— uniquement à Paris.

### ARMAND THIERY

## SOLDE

### ARMAND THIERY

CERGY-VELIZY  
JUSQU'AU 14 JANVIER 84.  
MASSY  
JUSQU'AU 15 JANVIER 84.  
PARIS  
JUSQU'AU 21 JANVIER 84.

ARMAND THIERY

15/17, RUE AUBER - 75009 PARIS.  
PLACE DE FRANCE - CENTRE COMMERCIAL - 91300 MASSY.  
CENTRE COMMERCIAL LES 3 FONTAINES - 95003 CERGY-PONTOISE.  
CENTRE COMMERCIAL DE VELIZY II - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

VENDREDI 6 SAMEDI 7 LUNDI 9 MARDI 10 Janvier

4 DERNIERS JOURS DE PRIX FANTASTIQUES SUR TOUTE LA HI-FI CHEZ CIBOT MAISON FONDÉE EN 1948

MINI-CHAINES à partir de 1200F

136, bd Diderot et 12, rue de Reuilly PARIS 12<sup>e</sup> Tel : 346.63.76 Ouvert de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ELECTRONIQUE 38-40 RUE JACOB 75006 PARIS Tel : 260.28.01

VOIR TOUS LES HALOGENES

DES LAMPADAIRES QUI ÉCLAIRENT TOUTE UNE PIÈCE. INTENSITÉ VARIABLE

READY MADE

SPECIALISTE DE L'ELECTRONIQUE 38-40 RUE JACOB 75006 PARIS Tel : 260.28.01

## DIPLOMATIE

A PARIS ET A WASHINGTON

### Le président Kyprianou va proposer un plan de règlement de la question chypriote

Nicosie. — Le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou, prend une nouvelle initiative visant à promouvoir un règlement du problème de l'île. Il rencontrera ce vendredi à Paris, le président Mitterrand, qui se rendra aux Etats-Unis, où il s'entretiendra avec le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, ainsi qu'avec le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz. Le double objectif de ce voyage est, d'une part, d'obtenir le retrait de la proclamation unilatérale d'indépendance dans la zone nord de l'île occupée par l'armée turque et, d'autre part, de chercher à proposer un règlement global. Le gouvernement chypriote est convaincu, en effet, que, paradoxalement, depuis la proclamation unilatérale d'un Etat indépendant par le leader chypriote, M. Denktash, le 15 novembre

De notre correspondant dernier, un climat favorable a été créé pour une solution globale sur la base des résolutions votées par les Nations unies.

— Avec le président Mitterrand, déclare le président Kyprianou, nous discuterons non seulement du problème politique de Chypre, mais aussi de celui de l'adhésion au Marché commun. Je suis persuadé que la France peut jouer un rôle essentiel dans ces deux questions, parce que c'est un grand pays, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et aussi parce qu'elle préside actuellement la Communauté.

A propos de Etats-Unis, le président Kyprianou a souligné que, « mieux que quiconque, Washington est en mesure de persuader la Turquie de mettre un terme à sa po-

litique d'expansion et de partage de Chypre, afin que soit trouvée une solution pacifique, viable et raisonnable au problème. Cela ne signifie pas que nous changeons de politique et que nous sortons du cadre des Nations unies. Mais j'estime que le rôle de l'ONU et les efforts personnels du secrétaire général seront bien plus efficaces s'ils sont renforcés par les Etats-Unis ».

Selon une source gouvernementale à Nicosie, M. Kyprianou présentera à M. George Shultz un plan concret. Ces efforts aboutiront-ils ? Le président Kyprianou estime en tout cas que « le climat est tel qu'une initiative de ce genre est justifiée », même si, selon lui, la Turquie n'a encore donné aucun signe d'un changement d'attitude.

DIMITRI ANDREOU.

### Première visite à Washington d'un chef de gouvernement chinois

(Suite de la première page.)

que, des deux superpuissances, celle qui se trouvait en offensive était l'Union soviétique, tandis que les Etats-Unis paraissaient condamnés à la défensive, voire au déclin. Un rapprochement avec le plus faible des deux impérialismes était donc dans la logique de la politique chinoise. Or, à l'évidence, ce n'est plus tout à fait ainsi que l'on voit les choses à Pékin. La fermeté du président Reagan envers Moscou, lors de son voyage au Japon, faisait planer une menace sur le voyage à venir de M. Zhao Ziyang pour que le président Reagan se décide, le 30 novembre, à réaffirmer que les Etats-Unis avaient « une attitude plus offensive ». « Washington est apparu agressif tandis que Moscou était passif », écrivait l'agence Chine nouvelle, le 1<sup>er</sup> janvier, dans un bilan de la situation internationale en 1983.

Une telle évolution, si elle se confirmait sur une longue durée, rendrait évidemment plus facile, à terme du point de vue de Pékin, non pas nécessairement un rapprochement, mais une normalisation des relations avec l'Union soviétique. Encore que l'on ne se fasse ici sur la Chine considère toujours, ainsi que M. Zhao l'a déclaré mardi, que « la sécurité est sujette à une évolution le long des frontières ». Et, en ce sens, il ne lui est pas possible de placer l'URSS et les Etats-Unis sur le même plan. Il n'empêche que, tout en s'opposant à l'« hédonisme soviétique », la Chine, M. Zhao Ziyang l'a répété, est « désireuse d'engager un dialogue » avec Moscou. Plus largement, la Chine ne souhaite « ni guerre chaude ni guerre froide » et elle va même jusqu'à « espérer une amélioration des relations américano-soviétiques ». Après avoir pendant des années semé la détente sur tous les tons, Pékin parle comme il en était devenu aujourd'hui l'unique héritier.

#### La question de Taiwan

C'est évidemment encore et toujours la question de Taiwan qui est au cœur du malaise sino-américain. Les dernières semaines ont apporté une nouvelle illustration du genre d'école : que les deux gouvernements devraient sans cesse éviter à ce propos. L'appui donné en novembre par les deux Chambres du Congrès américain à l'appartenance de Taïwan à la Banque asiatique de développement et l'adoption par le comité des affaires étrangères du Sénat d'une résolution sur l'<sup>1<sup>e</sup></sup> avén-

de Taiwan», faisant de l'accord de la population de l'île une condition à la réunification, ont été interprétés à Pékin comme une relance par Washington de la politique des « deux Chinas ».

Il a fallu deux « vigoureux protestations » de Pékin et une « grève » — peut-être calculée — de M. Hu Yaobang, le secrétaire général du parti communiste chinois, lors de son voyage au Japon, faisant planer une menace sur le voyage à venir de M. Zhao Ziyang pour que le président Reagan se décide, le 30 novembre, à réaffirmer que les Etats-Unis considéraient la République populaire « comme le seul gouvernement légal de la Chine ».

Ainsi, l'année 1983, qui avait commencé, entre Pékin et Washington, par une brouille à propos des ventes de textiles chinois aux Etats-Unis se terminait-elle par une dispute sur Taiwan. Dans l'intervalle, d'autres querelles, dans les domaines commercial, culturel et politique, avaient émaillé les rapports entre les deux pays. Il n'empêche que ceux-ci — et ce n'est pas là le moindre paradoxe — ont continué de se situer à un niveau très élevé. Au cours des douze derniers mois, quelques-uns des plus hauts responsables de l'administration américaine — M. Shultz, secrétaire d'Etat, M. Baldridge, secrétaire au commerce, M. Weinberger, secrétaire à la défense — ne se sont-ils pas rendus à Pékin, tandis que M. Wu Xueqian, le ministre chinois des affaires étrangères, effectuait, de son côté, une longue visite aux Etats-Unis, en octobre, où il était reçu, entre autres, par le chef de la CIA.<sup>(1)</sup>

La prochaine visite de M. Zhao Ziyang aux Etats-Unis, qui sera suivie, en avril, par celle de M. Reagan en Chine, démontre, en tout cas, que l'existence de frictions entre les deux nations n'entame finalement pas la poussante entre les deux pays d'un dialogue au niveau le plus haut. Tant il est vrai que, fondamentalement, tant pour sa sécurité que pour l'objectif lointain de la réunification, Pékin voit toujours dans Washington l'interlocuteur le plus apte à la défense de ses propres intérêts.

MANUEL LUCBERT.

(1) A Washington, la Maison Blanche a indiqué, mercredi 4 janvier, qu'il était « très probable » que la Chine et les Etats-Unis signent, lors de la visite de M. Zhao Ziyang, un accord-cadre de coopération industrielle et technologique intéressant les domaines pétrolier, minier, hydroélectrique et des métaux non-ferreux.

## ASIE

Timor

SELON DES SOURCES CATHOLIQUES

La disette sévit dans diverses régions de l'île

Djakarta (A.R.P.). — La situation alimentaire, déjà précaire dans la partie orientale de l'île de Timor, s'est fortement déteriorée à la suite des récentes opérations militaires contre les guérilleros indépendantistes de la Fretilin, et une forte disette sévit dans plusieurs régions, a-t-on appris de sources catholiques et diplomatiques à Djakarta.

Depuis août dernier, l'armée indonésienne a lancé de vastes opérations de ratissage dans l'ancienne colonie portugaise annexée par la force à l'Indonésie, en décembre 1975. Les troupes indonésiennes sont estimées entre dix mille et douze mille hommes. Les combattants du Fretilin (Front révolutionnaire de libération de Timor-Est) ne sont que quelques centaines, mais bénéficiant d'un soutien plus ou moins actif dans la population, notent les observateurs.

Les opérations militaires ont complètement désorganisé l'approvisionnement, déjà précaire, du territoire. Beaucoup de récoltes ont été détruites et les paysans ne peuvent plus se déplacer pour aller travailler ou faire la cueillette dans les forêts indigènes ou de sources catholiques à Djakarta. Trois mille réfugiés sont regroupés actuellement aux alentours de la ville de Viqueque.

Dans une lettre confidentielle datée de fin décembre, parvenue à Djakarta, l'administrateur apostolique de Dili, capitale du Timor Oriental, Mgr Carlos Filipe Ximenes Belo, paraît très inquiet et fait état de « la disette » qui sévit en différentes endroits.

#### Afghanistan

Un officier afghan exécute par la résistance. — Des résistants ont passé par les armes, la semaine dernière, un capitaine de l'armée afghane après l'avoir traduit devant un « tribunal islamique » qui a « établi ses liens avec l'URSS », action armée, jeudi 5 janvier, à Ismailabad, de sources proches de la résistance. Le capitaine Mohammed Naim Hafiz avait suivi un entraînement à tir au mortier en URSS, a-t-on indiqué de mêmes sources. Il avait été capturé au mois d'octobre dernier.

**du vendredi 6 janvier  
au 28 janvier**

# SOLESSES

# FOURRURES DU NORD

*Que des affaires extraordinaire!*

**SERVICE APRES-VENTE**

**LES PLUS LARGES FACILITES DE PAIEMENT**

**2 ADRESSES**

115, 117, 119, rue La Fayette  
PARIS 10<sup>e</sup>

PRES GARE du NORD

MAGASINS OUVERTS TOUS LES JOURS DE 9H30 A 19H  
SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

100, Av. Paul Doumer  
PARIS 16<sup>e</sup>

ANGLE RUE de la POMPE

ملا مصطفى عاصي

Aux Trois  
on

BLU

Aux Trois

VIVE

DIM

**LES TRAVAUX DU COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.****Pouvoir d'achat, emploi, mutations industrielles**

Le comité directeur du parti socialiste qui se réunira le samedi 7 janvier à Paris sera consacré à la politique économique et sociale. Le débat s'engagera à partir de deux rapports sur l'emploi et le pouvoir d'achat, présentés respectivement par MM. Jean-Paul Bachy, membre du secrétariat national chargé des secteurs entreprises, et Dominique Strauss-Kahn, membre adjoint du secrétariat (secteur études et plan, particulièrement économie).

Cette réunion devrait être consacrée, à l'origine, à la constitution de la liste que présentera le parti

« tout-social » ou « tout-économique ». La politique industrielle, pour les socialistes, doit être à mi-chemin entre ces deux extrémités contradictoires. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., l'avait déjà dit à la fin de l'hiver 1983 (*le Monde* du 21 décembre 1983), et le comité directeur devrait le renforcer au terme de ses travaux, le 7 janvier.

Premier écueil : éviter le « tout-économique ». L'affaire Talbot est, pour le P.S., la représentation même d'une situation où la menace sur les emplois est due aux erreurs de gestion d'une entreprise privée, qui n'a pas fait à temps les efforts nécessaires. Dans ce cas de figure, le gouvernement est confronté à la nécessité de gérer une situation dont il n'est pas responsable. La priorité est alors de refuser des mesures bruitantes, sans prise en compte du volet social d'ajustements devenus inévitables.

Deuxième écueil : le « tout-social » dans les secteurs en mutation industrielle : sidérurgie, charbon, construction navale... Dans ces secteurs, pour la direction du P.S., il ne peut être question de refuser, par principe, les mutations en argument de leur coût social, que la politique menée doit précisément minimiser.

Le gouvernement et le parti se situent, selon cette analyse, dans deux registres différents.

Pour la direction du P.S., le discours « volontariste » de M. Laurent Fabius est normal de la part d'un ministre de l'Industrie. Le P.S., pour sa part, a une autre obligation : d'une part, intégrer ce discours, le « gérer » par rapport à sa base sociale. D'autre part, fournir au

gouvernement un « éclairage », en amont et en aval, sur l'application la moins traumatisante possible de cette politique, en fonction du tissu social existant et compte tenu des choix du 10 mai. Ce qui explique que les socialistes puissent parfois apparaître comme en retrait par rapport aux orientations définies par le ministre de l'Industrie.

M. François Mitterrand affirme mardi, lors de la cérémonie des vœux à l'Elysée (le Monde du 5 janvier), que le pouvoir, en matière de politique industrielle, est soumis à deux tentations contradictoires : « *Ralentir les mutations afin d'en atténuer les brusques ; les accélérer pour faire le désert, pour réduire le temps nécessaire* ».

Il existe en effet deux visions de la motion de Bourg-en-Bresse sur ce point, l'une majoritaire, l'autre minoritaire au sein de la direction du P.S.

D'où la nécessité pour les socialistes de ne pas « restucturer pour le plaisir de restucturer », sauf à courir le risque de voir les mutations industrielles se transformer en repoussoirs pour une partie de l'opinion.

**Un test**

Ainsi les socialistes sont-ils décidés à expliquer les conditions dans lesquelles il est possible, pour un pouvoir de gauche, d'assurer la transition entre la phase du « travail social » du chômage, celle que M. Pierre Mauroy l'a conduite en 1982 et en 1983, et celle du « travail économique », dont les résultats ne seront perceptibles qu'à long terme. Ils estiment nécessaire de souligner le caractère positif de la première phase sans laquelle, selon eux, la France compterait cinq cent mille à sept cent mille chômeurs de plus, mais aussi d'analyser ses limites. Les contrats de solidarité de préférence ne sont, par nature, pas renouvelables, et il n'est plus question de créations importantes d'emplois publics comme en 1981 et 1982. Le comité directeur débatera donc de la marge de manœuvre dont dispose la gauche d'ici aux élections législatives de 1986 (réduction du temps de travail, cumuls emplois-retraite, aide au retour pour les tra-

**JÉAN-LOUIS ANDRÉANI.**

• Au comité central du P.C.F. — M. Georges Marchais présentera au comité central du P.C.F., réuni les 17 et 18 janvier, un rapport sur « les conditions de l'action pour le changement en 1984 » et M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central, un rapport sur la situation internationale.

• Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

Le sondage commandé par l'U.D.F. à la Sofres, le 3 décembre dernier, sur les intentions de vote des électeurs de l'opposition lors du scrutin de juin 1984, devrait être connu au milieu de la semaine prochaine.

## POLITIQUE

### LES PROLONGEMENTS DE L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

**Les enseignements pour l'avenir seront tirés et les mesures nécessaires prises»**

déclare le président d'ELF-Aquitaine

Dans une lettre adressée le 4 janvier aux cadres supérieurs d'Elf-Aquitaine, M. Michel Pecqueur, président du groupe, s'exprimant sur la première fois sur l'affaire des « avions renifleurs », justifie silencieusement jusqu'ici par la action du groupe que l'« obligation de réserve » liée à fait que le rapport de la Cour des comptes visant à l'affaire « était entre les mains du premier ministre », la section n'ayant « eu accès à ce rapport que lors de la communication à la presse du livre blanc du premier ministre ».

Soulignant qu'il s'agit de faits « anciens (1976-1979) et que la pièce essentielle du dossier ne lui est connue que depuis quelques mois », M. Pecqueur rappelle que cette affaire concerne essentiellement Elf-Aquitaine sous son aspect technique, dont le suivi lui a été confié et pose trois questions fondamentales :

► « Lorsque le procédé de détection a été présenté par ses promoteurs, fallait-il l'expérimenter ou le tester d'emblée sans chercher à en savoir plus ? » Le P.D.G. du groupe répond par l'affirmative, précisant que « l'importance de l'enjeu était, sans aucun doute, que l'on s'y intéressait ».

► « Y a-t-il eu duplicité ? » Interrogé, il ensuite, distinguant deux phases de l'opération, la première, d'expérimentation, « qui a été réalisée sans chercher à en savoir plus », et la seconde, a rendu possible l'accès aux aérialages. « Les expériences cruciales furent alors [au cours de cette dernière phase] révélées à la ont de tromper des promoteurs ».

► « Pourquoi n'a-t-on pas réussi à voir clair plus tôt ? » A cette sième question, M. Pecqueur se tente de répondre que « le texte dans lequel se sont déroulées les expériences n'a pas permis bout à bout une conclusion formelle et des délais rapides ».

Le P.D.G. du groupe, replacant l'affaire dans « un cadre plus étroit : celui des détails et des difficultés de la recherche pétrolière et des réalisations et des succès du groupe », détaille ensuite les sites à l'actif d'Elf : « devenu la mère entreprise française et la plus rentable et souligne qu'il a attiré l'attention du premier ministre sur l'importance capitale préserver [sa] réputation et [son] image ». Il précise néanmoins que, devant la demande de ce dernier, il entend « avec lucidité et terminaison, apporter des conseils aux questions posées ». « Les enseignements pour l'avenir seront tirés et les mesures nécessaires prises », ajoute-t-il.

La force d'un grand groupe ne vise pas seulement à savoir tirer profit de ses succès, mais aussi à voir reconnaître ses échecs et en

tirer les leçons. Cette attitude est indispensable pour la bonne marche intérieure de l'entreprise. Elle l'est aussi en raison du devoir qu'a un groupe national de maintenir les garanties d'efficacité et de sérieux que les pouvoirs publics et la communauté nationale sont en droit d'attendre », conclut M. Pecqueur, qui appelle ses cadres à « poursuivre leur tâche avec calme, rigueur et confiance », bien que le groupe « traverse actuellement des moments difficiles ».

M. Jean Menu, président de la C.G.C. et membre du conseil d'administration de l'ERAP, holding public qui gère les participations de l'Etat dans Elf-Aquitaine, déclare pour sa part dans la « lettre confédérale » de la C.G.C. : « Je comprends l'inquiétude et l'irritation de nos amis d'Elf-Aquitaine qui voient planer une menace sur leur honorabilité et leur compétence », et rappelle qu'à aucun moment, ni le conseil d'administration de l'ERAP (...) n'a encadré d'Elf-Aquitaine sans chercher à en savoir plus ». Le P.D.G. du groupe répond par l'affirmative, précisant que « l'importance de l'enjeu était, sans aucun doute, que l'on s'y intéressait ».

► « Y a-t-il eu duplicité ? » Interrogé, il ensuite, distinguant deux phases de l'opération, la première, d'expérimentation, « qui a été réalisée sans chercher à en savoir plus », et la seconde, a rendu possible l'accès aux aérialages. « Les expériences cruciales furent alors [au cours de cette dernière phase] révélées à la ont de tromper des promoteurs ».

► « Pourquoi n'a-t-on pas réussi à voir clair plus tôt ? » A cette sième question, M. Pecqueur se tente de répondre que « le texte dans lequel se sont déroulées les expériences n'a pas permis bout à bout une conclusion formelle et des délais rapides ».

Le P.D.G. du groupe, replacant l'affaire dans « un cadre plus étroit : celui des détails et des difficultés de la recherche pétrolière et des réalisations et des succès du groupe », détaille ensuite les sites à l'actif d'Elf : « devenu la mère entreprise française et la plus rentable et souligne qu'il a attiré l'attention du premier ministre sur l'importance capitale préserver [sa] réputation et [son] image ». Il précise néanmoins que, devant la demande de ce dernier, il entend « avec lucidité et terminaison, apporter des conseils aux questions posées ». « Les enseignements pour l'avenir seront tirés et les mesures nécessaires prises », ajoute-t-il.

La force d'un grand groupe ne vise pas seulement à savoir tirer profit de ses succès, mais aussi à voir reconnaître ses échecs et en

### La carrière d'alchimiste du « professeur Aldo Bonassoli »

De notre envoyé spécial

Vintimille. — « Aldo Bonassoli, professeur de nuclear physics ; cette carte de visite romptante est celle que découverte le visiteur à l'entrée de la maison de l'« inventeur », enfant retrouvé, des « avions renifleurs ». Une villa coûteuse, entourée d'un jardin fleuri, à Grimaldi Supérieure, hameau de Vintimille (Italie), surplombant le bain de Menton-Garavan. L'ancien collaborateur du comte Alain de Villegas, un petit homme rieur et cheveux, âgé de quarante-neuf ans, s'est installé en location avec sa femme il y a trois mois. Il rapporte avec courtoisie et une visible satisfaction les journalistes qui le sollicitent.

L'entrepreneur qu'il nous accorde dans une grande salle de séjour lumineuse, peu meublée, et dont les baies ouvrent sur la mer, commence par une question sans réponse. D'où lui vient ce titre de professeur de physique nucléaire ? On croit comprendre qu'il se l'est attribué à honores pour avoir suivi, anciennement, certaines études aux Etats-Unis.

Avant de rencontrer M. de Villegas, il y a quinze ans, il assure avoir obtenu des diplômes d'ingénieur électronicien à l'Institut industriel, puis dans un établissement technique spécialisé de Bergame, ville près de laquelle il est né, à Lurano. Il a ensuite travaillé pendant plusieurs années, et successivement dans trois sociétés fabriquant du matériel de télévision et une filiale de l'entreprise de téléphones d'Amérique.

Dans un communiqué publié le 3 janvier, enfin, les cadres C.G.C. du groupe « s'indignent de la façon dont l'affaire dédiée des « avions renifleurs » est traitée sur la place publique et du préjudice porté à l'image de marque de l'entreprise, au personnel qui n'en peut mais à l'industrie pétrolière française ».

Dans les années 60, M. Bonassoli serait parvenu à mettre au point un système d'écoutes et d'observation des premiers satellites artificiels en utilisant un télescope monté sur le

toit de sa maison... Le comte de Villegas aurait en vent de cet exploit, et quelque temps après, ils auraient fait connaissance à Milan. Une collaboration scientifique de quinze ans commençait entre les deux hommes, qui se lanceraient dans des recherches électriques de dessalement de l'eau de mer, puis de récupération des sels minéraux marins et, enfin, de détection de nappe d'eau souterraines et de pétrole, voire de sources minières nucléaires. M. Bonassoli a été « fort contrarié » par les échos qui lui sont parvenus de France sur l'affaire des « avions renifleurs ». Contrarié mais pas effusif, parce que, enfin, « les Français ont raison de leur volonté ». Il fait face à la suspicion générale avec sérénité.

#### La « boîte à malices »

M. Bonassoli ne s'explique pas le phénomène de défillement inverse : des images, constaté notamment lors d'une mission d'observation aérienne à Léso, en mai 1977, puis au Gabon, en février-mars 1978, et enfin au Maroc au cours de l'été suivant. « Il s'agissait d'un défaut très grave », concède-t-il, mais nous n'avons pas eu le temps de démontrer les raisons ». Selon lui, les techniques d'Elf-ERAP n'ont, de toute façon, jamais compris comment se formaient ces images. Non pas « des photographies relatives du sous-sol », précise-t-il, mais une transposition de signaux obtenus électroniquement à partir d'un détecteur.

### Calendrier

La deuxième remarque vise l'actual gouvernement. A l'évidence, le choix des moyens, pour révéler le scandale, avant de divulguer le scandale, afin de « faire une opération politique », dirigée notamment contre M. Raymond Barre ? Cette thèse, développée par l'opposition, appelle plusieurs remarques.

La première, sans doute, est qu'il est paradoxal de reprocher en même temps au gouvernement d'une part d'avoir mis ce dossier sur la place publique, risquant ainsi de porter préjudice à l'image du groupe Elf, et d'autre part de ne l'avoir pas fait plus tôt, alors même qu'il n'avait, semble-t-il, pas tous les éléments lui permettant de juger du fond de l'affaire.

Il faudrait aussi, selon ce raisonnement, admettre que les responsables de l'affaire, au gouvernement de l'époque, et à l'état-major d'Elf-ERAP, seraient absous de leurs fautes successives — légères, puis redoublées — et leur donner des sanctions optimistes pour faire disparaître les traces de cette légèreté — simplement parce que le gouvernement actuel n'aurait pas révélé l'affaire quand il a appris son existence, mais seulement quand il a connu — au moins partiellement — son contenu...

La dernière remarque a trait à cette logique fiscale, par rapport à ce fameux délai de dix-huit mois. M. Pierre Mauroy, dans son compte-rendu de presse du 2 janvier, puis M. Emmanuel, dans son interview au Nouvel Observateur du 6 janvier, se sont expliqués sur ce point, déclarant : « Le premier ministre, comme le secrétaire d'Etat, ont expliqué que, mis au courant de l'existence d'appareils dans le combinat d'Elf-ERAP en septembre 1982, après un bref contrôle fiscal mené pendant l'été, les pouvoirs publics avaient, cette date, déclenché le mécanisme qui devait aboutir en décembre à l'éclatement de l'affaire.

Vintimille a donc été dédiée à ce fameux délai de dix-huit mois.

M. Emmanuel, dans son interview au Nouvel Observateur du 6 janvier, se sont expliqués sur ce point, déclarant : « Le premier ministre, comme le secrétaire d'Etat, ont expliqué que, mis au courant de l'existence d'appareils dans le combinat d'Elf-ERAP en septembre 1982, après un bref contrôle fiscal mené pendant l'été, les pouvoirs publics avaient, cette date, déclenché le mécanisme qui devait aboutir en décembre à l'éclatement de l'affaire.

Le deuxième résultat, c'est que le délai de dix-huit mois n'a pas été précisé, était intervenu vers l'automne 1982 et non plus « il y a dix-huit mois » ; et que, au tout début de cause, celle-ci était postérieure au premier contrôle fiscal effectué à l'ERAP.

Le « professeur » laisse entendre que les jeunes ingénieurs de la société pétrolière l'ont un peu pris pour un magicien. Pour les contacter, il a fait sortir de sa « boîte à malices » belles images en couleurs, alors qu'il aurait été préférable, selon lui, de tenir d'améliorer les appareils de la première génération permettant une vision seulement en noir et blanc, moins esthétique mais plus fidèle.

#### Fiasco, courtoux et duplicité

Les échecs répétés des forages ? « Les gens d'Elf-ERAP se sont beaucoup trop pressés, branche le « professeur ». Tout le monde savait qu'il se produisait des déviations importantes de cause inconnue. Il aurait fallu tout d'abord trouver une solution à ce problème ?

Le dispositif aéroporté fonctionnait beaucoup mieux que celui de détection terrestre. Mon intention était de concevoir un appareillage unique, en collaboration avec les ingénieurs français. J'avais commencé à leur expliquer mon projet. Vous pouvez leur demander. Mais ils étaient trop impatients... »

M. Bonassoli ne doute pas un instant qu'il y avait bien des hydrocarbures là où il l'a indiqué, notamment en Camargue. Avec un peu moins de précipitation, on aurait certainement trouvé.

Reste le fiasco des tests des

24 mai et 25 juin 1979 : la règle consiste qui apparaît droite sur l'écran et la mise de vérification « ferme » restera sans avoir été pourtant mise en place pour l'expérience. L'« inventeur » italien ne songe pas à nier qu'il y a eu supercherie, mais une supercherie délibérée de sa part. Pour préserver le secret ? C'est cette hypothèse qu'examine M. François Giquel dans son rapport de la Cour des comptes, mais sans la tenir pour vraisemblable.

« C'est donc, affirme M. Emmanuel, dans une interview au Nouvel Observateur, au terme de dix-huit mois d'enquêtes, d'investigations, d'auditions, que nous avons été en mesure d'apprécier l'étendue et la nature de l'affaire (...). Pourquoi avoir attendu tout ce temps (...) ? Pour être sûr. Et puis, le moment est arrivé où il fallait bien arrêter les comptes de la société Elf-ERAP le 21 décembre : donc indiquer la position de l'administration fiscale à son président. C'est pour cela que je lui ai adressé une lettre en lui demandant de la lire à son conseil d'administration, qui n'avait jamais été informé de ce redressement fiscal de 547 millions de francs. » La suite est connue...

Reste à savoir ce que M. Mitterrand, pour sa part, savait.

Le président de la République a laissé entendre, lors de la cérémonie des voeux, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

révolution de 1979 à l'Elysée, qu'il n'a pas été celui de la

مكتبة اهل العلم

Le Monde

# société

\*\*\* LE MONDE - Samedi 7 janvier 1984 - Page 9

A Paris.  
UN COMMISSAIRE DE POLICE  
EST ÉCRUÉ  
POUR AVOIR « PROTÉGÉ »  
DES BOÎTES DE NUIT

Érror : la préfecture de police de Paris : le commissaire de police des Champs-Elysées et un « empereur de la nuit » parisienne faisaient équipe ! Ménée par l'Inspection générale des services (I.G.S.) - la « police des polices », une enquête a permis de confondre MM. Rémy Leclair, cinquante-trois ans, commissaire divisionnaire du 2<sup>e</sup> arrondissement, et Michel Ammel, un ancien breveté de pilotes d'établissements nocturnes de la capitale. Ils ont été placés sous mandat de dépôt, jeudi 5 janvier, par M. Bruno Laroche, juge d'instruction à Paris qui a inculpé le policier de corruption passive de fonctionnaire et le financier de corruption active.

M. Leclair est accusé d'avoir touché plusieurs dizaines de milliers de francs de pots-de-vin de M. Ammel pour la « protection » de luxueuses boîtes de nuit proches des Champs-Elysées. Les deux hommes avaient été présentés l'un à l'autre, il y a environ un an, par le propriétaire d'un établissement du 7<sup>e</sup> arrondissement, secteur où M. Leclair était américanément affecté. Ce dernier demanda à l'un de ses subordonnés, le brigadier-chef André Le Bars, de se rendre avec ses hommes en civil, deux fois par nuit, à la discothèque Le garage, 41, rue de Washington, propriété de M. Ammel, et d'y exercer une mission de surveillance et de dissuasion : l'« regard d'éventuels « loubards ».

En décembre 1983, M. Ammel glissa dans la poche du brigadier-chef un « petit cadeau », sous la forme d'une enveloppe contenant cinq mille francs. Mais, lassé de ces missions particulières, le destinataire la remit à la « police des polices ». Interpellé le 4 janvier, M. Ammel a reconnu des fonds fréquents à son ami commissaire. Aveux semblaient du commissaire Leclair : la comptabilité de M. Ammel prouve des versements d'un montant de trente mille francs pour le dernier trimestre 1983.

Le commissaire a été suspendu de ses fonctions. Son cas n'est pas sans précédent. Dans le même arrondissement, le commissaire divisionnaire Claude Pillon fut révoqué, le 21 novembre 1979, pour diverses activités immobilières troubles.

## L'EFFECTRATION AU CLUB 89

### A qui profitera le « crime » ?

Simple fric-fac ou mission d'espionnage ? La trêve de fin d'année au Club 89, dit d'« opposition », a été violée. C'est ce qu'a découvert au soir du 1<sup>er</sup> janvier l'un de ses fidèles, venu y déposer un document. Un placard de bois vient d'être forcé au pied-de-nuit. Ici, un coffre brisé, là une porte fracturée. Le coffre est entrebâillé : il a été ouvert, mais sans effraction. Il contient toujours les fichiers des adhérents et même l'enveloppe de la caisse pour les dépenses courantes.

L'homme court au téléphone pour donner l'alerte. M. Michel Aurillac, président du Club 89, conseiller d'Etat et membre du comité central R.P.R. est absent de son domicile. M. Maurice Robert, un des trois vice-présidents, ancien ambassadeur de France aux États-Unis, pour la « protection » de luxueuses boîtes de nuit proches des Champs-Elysées. Les deux hommes avaient été présentés l'un à l'autre, il y a environ un an, par le propriétaire d'un établissement du 7<sup>e</sup> arrondissement, secteur où M. Leclair était américanément affecté. Ce dernier demanda à l'un de ses subordonnés, le brigadier-chef André Le Bars, de se rendre avec ses hommes en civil, deux fois par nuit, à la discothèque Le garage, 41, rue de Washington, propriété de M. Ammel, et d'y exercer une mission de surveillance et de dissuasion : l'« regard d'éventuels « loubards ».

Les premiers constats éliminent en effet l'hypothèse d'un fric-fac crapuleux. Magnétophone, machines à écrire, caisse, n'ont visiblement pas intéressé le « ou les » visiteurs. Mais les dossiers à sanglots, les fichiers, ont tous été compulsa-

tion. Pour quels documents précisément ? Nul ne le sait. Seul pour le moment M. Aurillac se plaint de la disparition des feuilles préparatoires à une réunion prévue sur la politique internationale.

Qu'est-on venu faire, entre le 30 décembre à 14 h 30 et le 1<sup>er</sup> janvier à 21 h 30 ? À quelle heure et pour quel motif est née cette opération que le club n'hésite pas à qualifier de « Watergate à la française » ? Mystère. « Les cambrioleurs acrobates », déclare un consommateur du Club le 4 janvier, se sont introduits depuis un appartement voisin par une fenêtre mansardée. Suivent les divers constats. « Ces cambrioleurs d'un genre très

particulier ont pris soin de laisser des traces apparentes et grossières d'effraction, mais sans empreintes. »

Voilà bien le plus bizarre de la situation. Pas d'empreintes, mais des placards maladroitement fracturés. Un coffre intact, mais ouvert. Ce dernier, un Sisal acheté il y a trois mois, dispose d'une combinaison complexe, comme de cinq permanences seulement. Vraisemblablement, dit-on au Club, « ils » disposaient de la combinaison.

Mille deux cents adhérents

Pour qui ont bien pu agir ces spéculistes ? Cherchez à qui profite le crime : lance un des permanents. Le Club 89 groupe depuis mai 1981 l'opposition venue du R.P.R., mais aussi de l'U.D.F., de Perspectives et Réalités et d'autres associations. 1 200 adhérents cotisant en moyenne 400 francs par an préparent une stratégie de gouvernement qui sera présentée à l'automne 1984. Sans plus attendre, certains partis de la majorité pourraient souhaiter en connaître les dessous. C'est une hypothèse.

Les résultats constats éliminent en effet l'hypothèse d'un fric-fac crapuleux. Magnétophone, machines à écrire, caisse, n'ont visiblement pas intéressé le « ou les » visiteurs. Mais les dossiers à sanglots, les fichiers, ont tous été compulsa-

tions. Pour quels documents précisément ? Nul ne le sait. Seul pour le moment M. Aurillac se plaint de la disparition des feuilles préparatoires à une réunion prévue sur la politique internationale.

Qu'est-on venu faire, entre le 30 décembre à 14 h 30 et le 1<sup>er</sup> janvier à 21 h 30 ? À quelle heure et pour quel motif est née cette opération que le club n'hésite pas à qualifier de « Watergate à la française » ? Mystère. « Les cambrioleurs acrobates », déclare un consommateur du Club le 4 janvier, se sont introduits depuis un appartement voisin par une fenêtre mansardée. Suivent les divers constats. « Ces cambrioleurs d'un genre très

Autre scénario : le pouvoir actuel pourrait s'intéresser aux fichiers du Club. Qui, dans la haute administration publique ou privée, participe aux travaux du Club ? Le savoir n'est pas sans valeur. Enfin, l'opération serait-elle le fait d'une officine spécialisée dans la vente et l'achat de secrets et fichiers ?

Nous n'accusons personne. Tient à souligner M. Aurillac. Le Club a porté plainte, s'est constitué partie civile. Nous ne laisserons pas la prescription engager la recherche de la vérité. Car nous sommes tenu.

L'opération visait-elle à discréder le Club, ou, plus simplement, à percer ses secrets et, surtout, ses contacts ? Elle a en partie raté une de ses cibles. Le coffre ne contenait que les fiches des adhérents les plus récents, en instance d'information. Les autres sont sur ordinateur. Celui-ci ne se trouvait pas au 45 de l'avenue Montaigne. La liste des quelque cent mille adhérents du Club 89, dont les deux derniers sont quelque chose de très hauts cadres de pays adhérents est encore plus secrète. C'est ce que l'on assure au Club.

DANIELLE ROUARD.

## Trois Français sur quatre se marient à l'église

Plus de trois Français sur quatre se mariant pour la première fois optent pour un mariage religieux. Mais, si M. le maire voit de moins en moins de couples dans son bureau, M. le curé est encore plus mal loti que lui. C'est ce qui ressort d'une étude sur « les mariages catholiques en France », faite par l'Institut national d'études démographiques (INED) et publiée, en résumé, dans le bulletin mensuel *Population et Sociétés* de décembre 1983.

En comparant le chiffre global des unions civiles avec celui des unions religieuses, il apparaît

## BAISSE DU TABAGISME CHEZ LES 12-18 ANS

### Au pays sans fumée

Les jeunes Français fument de moins en moins. Alors que 46 % des 12-18 ans déclaraient consommer du tabac en 1977, il n'en reste plus aujourd'hui que 32 %. Le Comité français d'éducation pour la santé, commanditaire du sondage qui révèle cette évolution (1) en juge les résultats « encourageants ».

La régression du tabagisme concerne toutes les classes d'âge correspondant à la scolarité de second degré, mais l'on fume toujours intensément, plus en préparant le bac (un jeune sur deux parmi les 16-18 ans) qu'en entrant en sixième (15 % chez les 12-14 ans). L'âge moyen de la première cigarette, qui n'a pas été établi dans ce sondage, avait été fixé à 13 ans dans une étude réalisée en 1979 et n'a pas sensiblement évolué depuis lors. Cependant cette première expérience du tabac se révèle sans doute moins concluante qu'à auparavant puisque les 12-14 ans sont proportionnellement les plus nombreux à avoir abandonné le tabac durant les dernières années.

Ces résultats assez spectaculaires sont à rapprocher des campagnes anti-tabac menées par les pouvoirs publics. « Sans tabac, prenons la vie à pleins poumons » fut le premier slogan lancé à l'assaut de la forteesse « cigarette » après la loi du 9 juillet 1976. Engagés dans une tâche ardue d'information médicale sur les dangers du tabac, les organismes spécialisés (2) cherchent

PHILIPPE BERNARD.

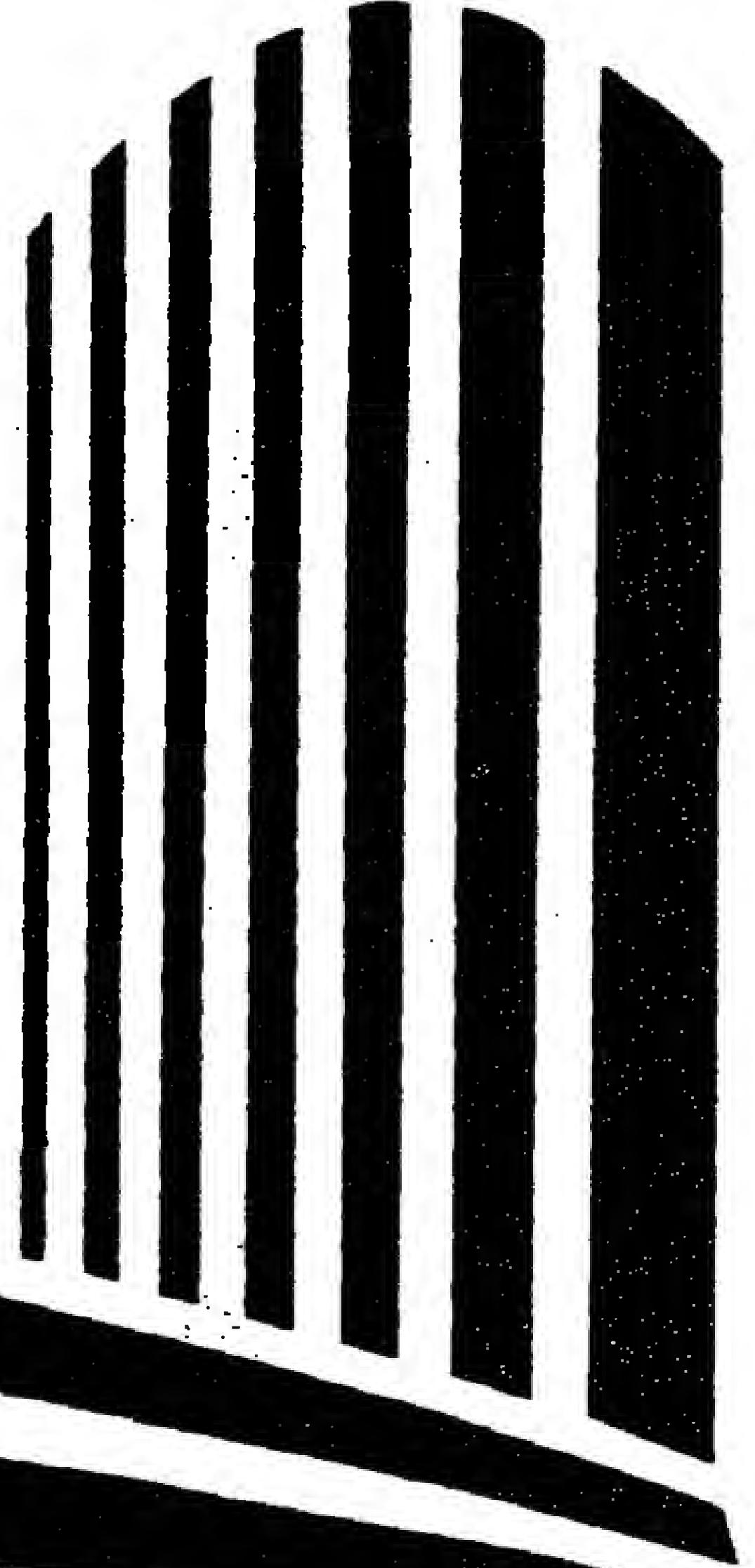
(1) Sondage de l'Institut français de démographie réalisé entre le 14 octobre et le 4 novembre 1983 auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 jeunes âgés de 12 à 18 ans.

(2) Comité national contre le tabagisme, Comité national contre les maladies respiratoires, Ligue nationale française contre le cancer, Fédération nationale de cardiologie et Comité français d'éducation pour la santé.

\* Comité français d'éducation pour la santé, 9, rue Newton, 75116 Paris. Tel. 723-72-07.

# Soldes

Palais des Congrès  
du jeudi 5 au  
samedi 14 janvier



Le tour de Paris en 80 boutiques. Porte Maillot, parking 1500 places.

## JUSTICE

### LA RENTRÉE JUDICIAIRE

#### Place aux « magistrates » !

On parle peu de l'entrée en force des femmes dans la magistrature. C'est un tort, et Mme Suzanne Martzloff, conseillère à la cour d'appel de Paris, l'a noté judicieusement, jeudi 5 janvier, à l'occasion de l'audience solennelle de la Cour, devant le président du Sénat, M. Alain Poher. Le garde des sceaux, M. Robert Badinter, le procureur général, M. François Vasselin, et le procureur général, M. Pierre Arapoglou. « En 1984, a-t-elle dit, lorsque un justiciable vient s'exprimer devant son juge, c'est de plus en plus souvent devant une femme qu'il va comparer, et nous nous rendons compte que ce sont les femmes qui vont désormais, dans une proportion considérable, donner l'image de la justice. »

C'est vrai à la « base ». Mme Martzloff a précisé qu'environ 50 % des postes de juge, de juge d'instance, de juge des enfants et 26 % des postes de juge d'instruction sont pourvus par des femmes. Ce n'est pas faux pour ce qui concerne la hiérarchie. Dans une proportion de 37 %, et allant jusqu'à 43 % en région parisienne, elles occupent des postes de premier vice-président, de premier juge et de juge, au siège ou à l'instruction (...).

Elles sont donc là, et bien là, ces femmes juges. En robe rouge ou noire selon leur titre. Et le justiciable a tendance de la femme qui est son juge, et parce qu'elle est une femme, qu'elle l'écoute d'une façon qui ne soit point méprisante, qu'elle lui parle simplement, qu'elle ait la patience de lui expliquer le problème de droit, qu'elle humanise le débat judiciaire par quelques remarques où se révèlent ses facultés d'intuition et de compréhension

LAURENT GREILSAMER.

#### Admissions à l'Ecole nationale de la magistrature

##### • PREMIER CONCOURS

Mme et MM. Thierry Verheyde, Jean-Pierre Laffite, Thierry Leon, François Vaissète, Charles Pinarel, Fabrice Adam, Benoît Jobert, Gérard Joly, François Taïse de Mulet, Philippe Delmotte, Claude Ambanel, Eric Maillaud, François Martin, Philippe Coulangue, Yves Le Norme, Henri Genin, Annie De fontaine, Colette Fort, Béatrice Jean, Régis Lafargue, Jean-François Bohmer, Béatrice Vassal, Corinne Sautour, Françoise Filloux, Eric Manzel, Béatrice Radus, Hugues Fournier, Catherine Le Couvre de la Porte, Chantal Mamont, Frédéric Paris, Laure Beccari, Marc Gouda, Franck Landau, Philippe Metzger, André Dutif, Laurent Ricaudi, Isabelle Chailaut, Catherine Broud, Jean Richard de la Tour, Corinne Prunier, Alain de Kermorcho, Didier Blanguenou, Catherine Matrat, Danièle Eocardi, Eric Planchette, Anne-Marie Woll, Isabelle Seurin, Marine Ros, Christine Guengard, Chantal Guipal, Catherine Jason, Michel Sonneville, Guy Pisani, Martine Mazzas, Catherine Zagali, Xavier Bousquier de Bertrand, Bruno Sansen, Thierry Drack, Michel Soray, Marie-Paule Durand, Savinien Grignon-Dumoulin, Elisabeth Le Coz, Pierre Semzes, Paul Roux, Catherine Clerc, Marie-Germaine Ordonneau, Pierre Lecat, Michel Huette, Pascale Dorion, Luc Leblanc, Bénédicte Pruyot, Françoise Gilly, Anne-Catherine Le Gall, Hélène Cazaux, Catherine Boursin, Françoise Kirby, Laurent Chataigné, Sylvie Gaillard, Pascal Bougy, Dominique Anduze, Xavier Puel, Philippe Jean, Eric Ollat, Thierry Brunet, Lucile Laurier, Catherine Konstantinovitch, Christine Fourel, Dominique Voglimacci-Stéphanoï, Anne Camus, Christian Laugue, Sylvie Leyrat, Isabelle Raimbaud, Paule Dubois, Marie-Pierre Gaber, Patrick Krief, François Bœys, Gérard Pons, Sylvie Blume, Nathalie Carnaval, Sylvie Leroy, Alain Cannial, Catherine-France Rechter, Isabelle Parmentier, Marie-Odile Fabre, Florence Clerc, Brigitte Peltier, Michèle Verneau, Françoise Priot, Dominique Jéhui, Hélène Gianni, Anne Bihou-Nabera, Anne-Hussenet, Agnès Lalande, Marie-Christine Petit, James Juan, Corinne Balan, Vincenzo Totaro, Dominique Dagognet, Nelly Polides, Christian Rothbart, Marie-Annick Prigent, Valérie Michel, Françoise Normant, Jacques Rousseau, Gilles Accamando, Isabelle Hubac, Nicole Pintale, Christine Khanzadi, Michèle Curzari, Isabelle Seynave, Georges Domergue, Christophe Rode, Marie-Antoinette Houvet, Isabelle Le Potier, Marie-Pierre Stines, Guillaume Rousset, Pascal Bouvier, Béatrice Champeau, Pascal Bridet, Jean-Marc Desfosses, Josée Marchesini, Caroline Béguignol, Jean-Michel Gentil, Ariane Raymond, Isabelle Lambert, Virginie Renaud, Corinne Cheminal, Christine Lefebvre, Marie-Catherine Marchioni, Yves Benhamou, Anne-Marie Volante, Isabelle Gaillard,

**LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC**  
course avec entraînement en français  
Documentation anglaise  
EDITIONS DISQUES BBC  
8, rue de Bern - 75008 Paris

Sophie-Hélène Chateau, Michel Defix, Sandra Viet, Pascale Koch, Chantal Mennevier, Béatrice Théiller, Pierre Wagner, Thierry Jouve, Christian Bury, Anne Maquin, Marie-France Magnin, Olivier Poulet, Geneviève Soachiki, Florence Frissart, Yvan Auriel, Elisabeth Merlin, Lucette Leblanc, Sabine Leblanc, Josiane Ardouin, Frédérique Chovet, Anne-Véronique Bitar-Chamou, Véronique Lebreton, Catherine Alexandre, Marguerite Lebrun, Catherine Robert, Nathalie Monin, Françoise Pierré, Rozeen Le Goff, Pierre Filliard, Catherine Leroy, Françoise Ballez, Sylvie Pérez, Patrick Matthié, Eric Raymondeau-Castanet, Michelle Salvan, Hervé Lhomme, Vincent Pellegrino, Marie-Christine Breda, Elisabeth Fabry, Parice Lemouller, Christine Milon, Sandra Orus, Dominique Bayot, François Lorrot, Aude-Marie Layé, Sylvie Tournon.

##### • SECOND CONCOURS

Mme et MM. Jenny Chomienne, Bruno Debols, Monique Maumus, Gilbert Flami, Jean-Claude Vuache, Denis Sales, Patrick Arthur de la Villarmois, Yves Picot, Jean-Luc Quinio, André-Noël Saguenay, Thierry Jean-Pierre, Emanuelle Baret, Philippe Clody, Anne Lecomte, Gérard Connard, Patrick Mandrini, Jean-Louis Moës, Marie-Thérèse Poissonnier, Françoise Dufour, Michel Autant, Marie-Thérèse Rix, Annie Ledru, Arièle Baillet, Philippe Leconte, Jean-Claude Clément, Pierre Goudard, Patrick Lévy, Catherine Mangeron, Sylvie Lagarde, Catherine Mignot, Jacqueline Chambord, Marie-Louise Daubière.

### Faites des étincelles en anglais!

COUPES TRIMESTRIELLES  
le 2 février 1984  
INSCRIPTION IMMEDIATE



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
20 passage Dauphine  
75006 Paris - Tel. 325.41.37

**UNE ANNÉE SCOLAIRE AUX USA**  
Etudiez dans une HIGH-SCHOOL Américaine en 1984-1985

Si vous êtes né(e) entre le 1<sup>er</sup> juin 1966 et le 31 décembre 1967, nous pouvons vous inscrire pour l'année scolaire dans une HIGH SCHOOL pour l'équivalent de l'Américain interculturel Student Exchange (A.I.S.E.), une association pour non-lucratif dont le siège social est en Californie. 100 étudiants français seulement seront acceptés dans ce programme. Vous pouvez nous procurer notre brochure en téléphonant au 031.43.65.19 Ou en envoyant le coupon ci contre à STS/BF, 29, av. Maréchal Juin, 06400 CANNES

Adresser à : STS/BF, 29, av. Maréchal Juin, 06400 CANNES

### AU TRIBUNAL DE PARIS

#### Le président débouté

Les cordonniers sont toujours les plus mal chaussés. M. Pierre Esquevin, président du tribunal de grande instance de Troyes, vient d'éprouver à ses dépens la véracité du vieil adage. Il a perdu, jeudi 5 janvier, devant la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal de Paris, un singulier procès en diffamation pour avoir mal rédigé — en dépit de sa qualité et de son journalisme supposé — une assignation contre le mari d'une de ses collègues qui l'avait dénoncé auprès de Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, comme un homme « particulièrement grossier », en d'autres termes sexistes, comme on se devrait plus en connaître.

Quelle histoire ! Le palais de justice de la capitale champenoise n'a pas fini d'en être agité. M. Pierre Esquevin, dans sa soixantième année florissante, est un homme de belle prestance, avec sa haute taille et sa moustache à la Maupassant. On ne s'ennuie pas, parfois, à ses audiences où il a le sens de la répartie et de ces bons mots à l'ancienne qui font les tribunaux comiques d'autan. C'est justement une de ces réparties, à une audience correctionnelle du 1<sup>er</sup> mars 1983, qui fut à l'origine de l'affaire.

Ce jour-là, M. Esquevin avait à juger, par défaut, l'auteur d'un attentat à la poudre, âgé de vingt-sept ans, dont la victime avait été une dame de soixante-cinq ans. « Eh bien ! avait dit alors M. Esquevin, vous voyez, il ne faut jamais désespérer. » Le journal local relève le propos dans son compte rendu.

Or quatre mois plus tard, le 16 juillet 1983, M. Johnny Bowie, gendre de son état, mais surtout époux d'une collègue de M. Esquevin, vice-présidente au tribunal de Troyes, adressa ce compte rendu à Mme Roudy. Il l'accompagnait d'une lettre dans laquelle il présentait M. le président comme « un homme particulièrement grossier et indélicat envers les femmes-magistrats de son tribunal (...). Un grossier personnage qui méprise la femme ». Il conclut : « Pouvez-vous informer le ministre de la justice de la morale douteuse et honnête de M. Esquevin ? »

#### Réputation

Ainsi fut fait. De la place Vendôme, la fumeuse lettre devait aboutir au premier président de la cour d'appel de Reims, dans le ressort de laquelle se trouve le tribunal de Troyes et où M. Esquevin, convocation, découvrit soudain ce coup sournois. Il répliqua aussitôt par une citation assignante, devant le tribunal de Paris, M. Bowie pour diffamation publique.

C'est à M. Esquevin refuse haïvement le portrait tracé de lui-même, il a bien dit à la vieille dame : « Il ne faut jamais désespérer », mais ce n'était là qu'une amabilité, une galanterie, une façon de dire, qu'en dépit de son âge, cette personne « pouvait encore allumer des passions ». Quant à cette réputation de magistrat frêle qu'on voudrait lui faire, il la rejette de la même manière. A Troyes, dira-t-il, les collègues femmes qu'il a interrogées ne tiennent pas du tout pour un homme grossier ou incorrect.

Alors, quelle mouche a bien pu piquer M. Bowie ? Sa femme n'aurait-

elle pas été satisfaite des notes données par son président ? M. Esquevin suppose. Comme supposée, après lui, à la recherche des mobiles, son avocat, le bâtonnier Claude Lüssan, qui demande condamnation au franc symbolique de dommages et intérêts.

Malheureusement, les choses ne sont pas aussi simples. La loi sur la presse, qui réprime la diffamation, est un texte truffé d'embûches. La diffamation suppose en effet l'imputation d'un fait précis. Or, à bien lire la lettre incriminée, les appréciations portées sur M. Esquevin ne visent pas des faits, mais suscitent (...).

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## DÉFENSE

« Il faut examiner de près l'exacte utilité du service militaire » déclare M. Mitterrand aux chefs d'état-major

A l'occasion de la traditionnelle cérémonie des voeux des armées à l'Elysée, le président de la République, chef des armées, a déclaré, en 1984, aux chefs d'état-major français d'examiner de près l'exacte utilité de service militaire.

D'autre part, M. Mitterrand, parlant de la nécessité pour la France de disposer d'un budget de la défense conforme à la réalité économique, a convenu qui tout choix, en matière d'armement, représente des sacrifices regrettables.

— Nous ne faisons pas tout ce que nous aimerais faire, a ajouté le chef de l'Etat. Si telle ou telle arme, ou à l'intérieur des armées tel ou tel secteur, se trouve embarrassé, gêné, inquiet même pour son avenir, il faut se rendre compte que cela résulte d'une réflexion consciente sur les sacrifices demandés, sur le sentiment d'injustice que cela peut provoquer (...).

Cette réflexion est généralement interprétée comme une volonté du président de la République de profiter du passage sous les draperies, des appels du contingent à l'occasion, notamment, du service long pour des volontaires — pour les stabiliser à certaines techniques nouvelles ou formations professionnelles, comme ce fut le cas précédemment pour l'informatique et la protection civile des populations.

## SPORTS

### AUTOMOBILISME

#### Le rallye

Paris-Alger-Dakar

#### ICKX ET BRASSEUR CASSENT REPARTENT ET REPARTENT

L'équipage Larigue-Djaoui (Lada), dans la catégorie auto, et le pilote Serge Bacon (Yamaha), dans la catégorie moto, ont gagné le 5 janvier la deuxième étape spéciale Dakar disputée dans les gorges d'Arak (sud de l'Algérie) sur 202 km au cours de la quatrième étape la plus difficile de l'épreuve. Paris-Alger-Dakar.

Un cours de cette étape, l'équipe Ickx-Brasseur (Porsche), qui avait terminé par égalité au classement de statut privé financé par l'Etat, et conservant leur caractère propre.

Jamais la Fédération de l'éducation nationale n'acceptera que soit transférée aux collectivités locales une responsabilité en matière éducative, tant que demeureront un conflit majeur si le gouvernement ne mettait pas fin au dualisme entre l'enseignement privé et l'enseignement public.

Si un gouvernement tentait de mettre en place de telles mesures de décentralisation dans l'éducation nationale sans que soit engagée de manière concrète l'unification du système éducatif, il faudrait qu'il saache qu'il en résulterait inévitablement un conflit majeur avec la FEN et que nous mettrions tout en œuvre pour stopper un processus que nous considérons, alors, comme le plus grave coup qui ait jamais été porté à l'enseignement public.

### EN BREF

#### Les policiers de Nantes en colère

Après la mort de Gilles Rio, trente-quatre ans, brigadier de police tué pendant la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 janvier à Nantes par un repris de justice — arrêté le lendemain matin — l'émotion reste très vive dans les rangs de la police locale. A l'appel du Syndicat national des policiers en tenue (S.N.P.T.), affilié à la FASP, une centaine de policiers ont déposé, jeudi, une gerbe sur les lieux de la fusillade. La plupart des organisations syndicales policières ont réagi par des communiqués, mais c'est surtout la réaction de M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux, député (R.P.R.) du Maine-et-Loire, qui retient l'attention : « Je persiste à penser que la peine de mort était la seule sanction qu'un certain nombre de truands de cette espèce redoutent. Maintenant, ces malfrateurs n'ont plus rien à redouter. » Neuf policiers ou gendarmes ont été tués en service en 1983. Le brigadier Gilles Rio est le premier de l'année 1984.

M. Gilles Rio a été cité le même jour à l'Ordre de la Nation par le premier ministre.

• Arrestation des ravisseurs des Bulgars. — Les policiers italiens ont arrêté, le 4 janvier, cinq des ravisseurs d'Anna Bulgari et de son fils Georgia, enlevés le 19 novembre 1983 à Rome. Il s'agit de Francesco Pili, trente ans, de son frère Giovanni, trente-neuf ans, de Mario Obiani, quarante-deux ans, de Francesco Mafia, soixante et un ans, et de Giuseppe Strifidi, quarante-six ans, tous d'origine sarde. Deux autres complices détenant la rançon n'ont pas été retrouvés.

La police italienne avait localisé l'endroit — une cabane dans une forêt de 300 hectares non loin de Rome — où M. Bulgari et son fils étaient retenus. Les enquêteurs étaient sur le point d'intervenir quand les ravisseurs ont envoyé à la famille Bulgari l'oreille coupée de Georgia. L'intervention avait été alors annulée pour ne pas mettre en péril la vie des otages. — (A.F.P.).

#### Naissance de quadruplés-éprouvette en Australie

Une femme de trente et un ans a mis au monde par césarienne quatre garçons à Melbourne (Australie), à la suite d'une fécondation en éprouvette. Les « nouveaux-nés, extrait deux semaines avant terme, ont atteint le poids remarquable de 2 kg (1,775 pour un d'eux).

L'intervention a été conduite au Royal Hospital for Women, dont les médecins détiennent la plus grande statistique mondiale de fécondation in vitro, les équipes australiennes, qui ont déjà vu, en juin dernier, la naissance de « triplets-éprouvette ». En effet, pour accroître les chances de réussite des implantations après fécondation in vitro, les équipes australiennes, qu'anime le docteur A. Spies, procèdent systématiquement au placage dans la matrice de plusieurs embryons.

### Aux Trois Quartiers on fête le

#### BLANC B4

Des exemples :

En 65% polyester, 35% coton,

fond blanc pois roses ou bleus

La NUIT longue 95 F

Le DESHABILLE croisé 170 F

DOUILLETTE courte 220 F

#### Aux Trois Quartiers

17 Bd de la Madeleine, Paris - Tel. 220.39.30 - Retrouvez le plaisir d'acheter

Hôtel Martinez

# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

DANS LA POUDREUSE DU GRAND MASSIF

### La neige à prix coûtant

ES « fondeurs » paient. Les adeptes du ski de fond sont, en effet, invités avec de plus en plus d'empressement, à participer à l'ascension des pentes en achetant des cartes de « libres randonnées » dont le prix a été fixé à 50 F.

Cette carte, dénommée par Savoie Haute-Savoie, Isère, Drôme et Doubs, serait également proposée, à la fin de cette année, aux skieurs du Jura, de l'Arôche et des Hautes-Alpes. Lancée au cours de la saison dernière, peu l'Isère et la Drôme, elle ne coûte alors que 30 F. Elle n'est facultative. Elle le reste. Mais la « loi montagne » qui viendra en discussion au Parlement donnerait aux mairies la possibilité de percevoir des recettes pour « service rendu ». Le ski de fond « pépége » serait alors créé.

Il est vrai qu'avec le développement de ce sport (1500 000 « fondeurs ») et 9000 kilomètres de pistes), les stations, bien souvent des petites communes de moyenne altitude, se sont équipées et entretiennent, pour accueillir les « fâches » des randonneurs dans la poudreuse. Il a fallu acheter des engins de déneigement (40000 à 70000 F), créer des parkings de stationnement et améliorer l'accès. A lui seul, l'entretien des pistes coûte 3000 à 5000 F le kilomètre. Les subventions allouées par les conseils généraux demeurent insuffisantes. Bref, selon les élus locaux, la participation des usagers est désormais nécessaire et l'on vaut conserver un bon domaine skiable.

Mais l'évolution du coût de cette carte suscite des remous. Son prix, en effet, est passé en un an de 30 F à 50 F (entre 55 F Haute-Savoie). Il sera probablement porté à 60 F au début de la saison prochaine. La direction de la concurrence et de la consommation s'inquiète de ces dérapages des prix dans le secteur associatif alors que ceux de l'hôtellerie sont bloqués.

Les skieurs devront également mettre le main au portefeuille pour financer un meilleur accès aux stations de sports d'hiver de la Tarentaise. A la suite d'un accord intervenu récemment entre le ministère des transports et le conseil général de Savoie, il est prévu de lancer d'importants travaux routiers dans cette région. L'Etat et les collectivités locales participeront aux dépenses occasionnées par ces opérations de « décanalisations ». Mais il sera également fait appel à une contribution financière des sociétés de remontées mécaniques. Résultat : il faudra donner quelques sous de plus pour gagner les cimes. « Décision absurde », estime M. Jean Sarrion, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports. « Un skieur sur deux utilise le train pour se rendre en Tarentaise », nous écrit M. Sarrion qui précise : « Cette validé se trouve aujourd'hui grâce à la mise en service du T.G.V., à moins de cinq heures de Paris et la SNCF a augmenté, cet hiver, sa capacité de transport de 50 %... sans aménagements » il conclut : « On s'étonne que le gouvernement ait accepté un mode de financement aussi injuste et aussi contraire à sa loi d'orientation sur les transports. »

JEAN PERRIN.

**FORFAIT SOLEIL A CANNES**  
7 jours / 6 nuits  
en 1/2 pension  
2.100 F S.C.  
par personne en ch. double  
supplément chambre individuelle 780 F S.C.  
offre valable  
du 21/1 au 20/4/84



Hôtel  
Martinez

Renseignements et réservations  
(33) 83.51.21  
13, la Croquette - 06-04 Cannes Cedex  
à Paris - Tél. : (1) 75.51.25

### Samoëns-Flaine : l'ancien et les modernes

Désormais tout au long de la chaîne alpine, les stations de sports d'hiver sont naturellement conduites à se réunir... par leurs sommets et à constituer de vastes domaines skiables. Val-d'Isère et Tignes, puis les trois vallées (Courchevel, Méribel, les Ménuires) et Val-Thorens se sont, au début des années 70, lancées dans cette nouvelle forme de conquête de l'or blanc. Seuls, semble-t-il, des obstacles financiers et écologiques ralentissent aujourd'hui des projets qui permettraient, par exemple, à un skieur parti du centre de Val-d'Isère de se trouver au coucher du soleil à Val-Thorens après avoir traversé successivement les stations de Tignes, Peisey-Nancroix, les Arcs, Montchavin, La Plagne, Champagny, Courchevel, Méribel et les Ménuires. Techniquement, en effet, aucun obstacle majeur ne s'oppose à un tel succès sur un domaine aussi étendu qu'offrirait à ses clients plus d'un millier de kilomètres de pistes desservies par quatre centaines de remontées mécaniques.

Quelques grands espaces skiables se sont toutefois déjà constitués, comme les Trois Vallées, le Grand Massif (Flaine, Samoëns, Carroz-d'Araches et Morillon), les Portes du soleil (douze stations françaises et suisses, dont Avoriaz), la Voie lactée (Montgenèvre, San-Sicario, Sestrières). Des domaines exceptionnels que nous envoient les étrangers habitués, chez eux, à « skier » trop souvent la même piste.

PARTIES chacune à la conquête des pentes qui les surplombent, les stations de Flaine, de Samoëns, de Carroz-d'Araches et de Morillon ont uni, en 1981, leurs domaines pour former ensemble le Grand Massif, l'un des complexes de ski les plus originaux et les plus prestigieux des Alpes françaises.

Deux cent cinquante kilomètres de pistes, soixante-cinq remontées mécaniques, une capacité d'hébergement de trente mille lits : au fil des ans, les petits villages savoyards du massif Arve-Giffre sont devenus de puissantes stations de sports d'hiver.

Rejetant le bois comme matériau de construction, ce qui aurait conduit l'architecte à édifier des chalets « à la suisse ou à l'autrichienne », Marcel Breuer a préféré, pour mieux fondre ses immeubles dans le rocher et la neige, avoir recours au béton laissé brut après son décoffrage, ce qui donne à cette cité des neiges l'apparence de l'austérité et de la rigueur.

Le développement rapide et déordonné du village de Carroz-d'Araches, station familiale,

### UN PROMOTEUR ESTHÈTÉ

#### Pour l'amour de l'art

FLAINE semble avoir été conçue pour l'art. Cela pour le ski. Seule station de Haute-Savoie réalisée dans un site vierge, Flaine est ainsi le reflet des conceptions pronées, au début des années 70, par les aménageurs de la montagne française : immuables disposés en front de neige, urbanisation regroupée évitant le « mitage » de la montagne, remontées mécaniques installées à la porte des habitations et circulation interdite aux voitures.

Le « style » moderne qui traverse en permanence Flaine porte la marque du promoteur de la station, Eric Boissonnas, et de son épouse. Ils ont voulu que l'art soit partout présent dans l'univers humain de leur cité des neiges, dessiné par l'architecte américain Marcel Breuer. Des œuvres de Vasarely, Topor, Nasar... ornent ainsi les immeubles de la station qui portent des noms d'artistes : Bérelgeuse, Aldebaran, Véga, Capella... Même recherche pour désigner les pistes de ski qui se nomment Faust, Méphisto, Tourmaline, Géhenne, Walpurgis, Styx.

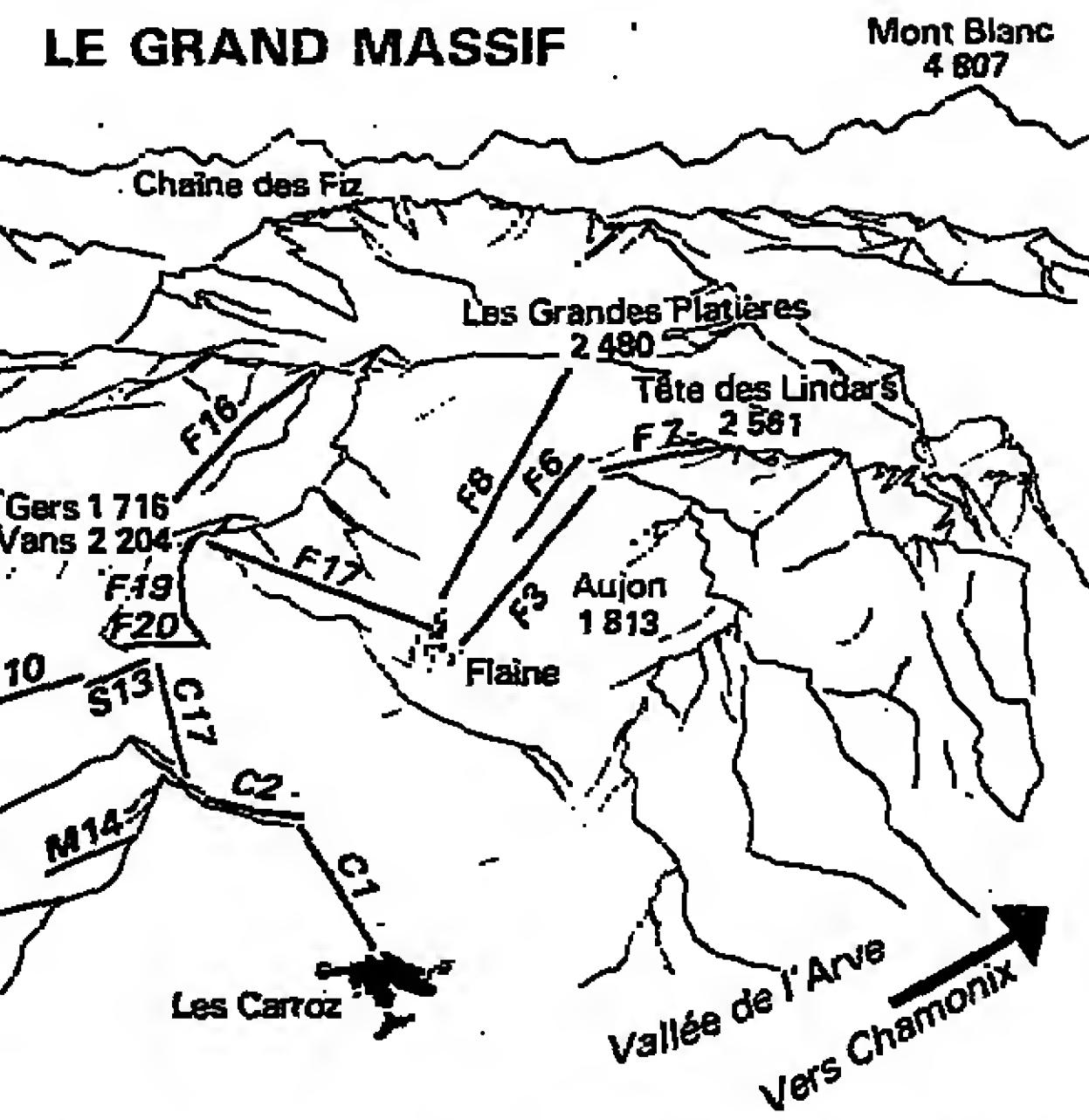
A l'intérieur de la station, Sophie Daloisay a dessiné et orné la vaisselle de l'hôtel le Tora, nom d'une œuvre de Picasso représentant une tête de femme vue sous différents angles, et que l'artiste, peu avant sa mort, a laissé à la station. Sophie Daloisay a dessiné et orné la vaisselle de l'hôtel le Tora, nom d'une œuvre de Picasso représentant une tête de femme vue sous différents angles, et que l'artiste, peu avant sa mort,

avait accepté de voir figurer au cœur de la station haut-savoyarde. Haute de 12 mètres, elle prendra place, dans quelques mois, à Flaine-Forum.

Pour Eric Boissonnas, « l'harmonie et le plaisir des yeux ne doivent être nulla part sacrifici » dans sa station. Ici, tout a été pensé, organisé, installé pour profiter de toute la variété des pistes proposées. Les promoteurs du Grand Massif, habilement conseillés par l'ancien champion Emile Allais, ont conquis de très vastes espaces qui s'étendent de 800 mètres à 2560 mètres d'altitude. Ils y ont dessiné par endroits de larges boulevards, tandis qu'ailleurs ils ont su respecter les obstacles naturels du terrain pour permettre aux skieurs les plus chevronnés de s'élanter sur quelques pentes vertigineuses dominées par d'impressionnantes murailles.

Flaine pourrait également construire prochainement un auditorium de 550 places pour plonger la station et ses hôtes dans un bain permanent de musique. Enfin, dernier projet imaginé par le promoteur : la création d'une forêt par le peintre-sculpteur Jean Dubuffet. Dans ce site peu boisé, cette forêt viendrait rappeler aux skieurs qui si les sapins renoncent généralement, dans les Alpes, à investir les pentes situées au-dessus de 1600 ou 1800 mètres, l'art peut, en revanche, conquérir tous les espaces, même les plus stériles.

C. F.



LE GRAND MASSIF

Mont Blanc 4 807

Chaines des Fiz

Les Grandes Platières 2 490

Tête des Lindas 2 581

F. 6

F. 16

F. 19

F. 20

F. 21

F. 22

F. 23

F. 24

F. 25

F. 26

F. 27

F. 28

F. 29

F. 30

F. 31

F. 32

F. 33

F. 34

F. 35

F. 36

F. 37

F. 38

F. 39

F. 40

F. 41

F. 42

F. 43

F. 44

F. 45

F. 46

F. 47

F. 48

F. 49

F. 50

F. 51

F. 52

F. 53

F. 54

F. 55

F. 56

F. 57

F. 58

F. 59

F. 60

F. 61

F. 62

F. 63

F. 64

F. 65

F. 66

F. 67

F. 68

F. 69

F. 70

F. 71

F. 72

F. 73

F. 74

F. 75

F. 76

F. 77

F. 78

F. 79

F. 80

F. 81

F. 82

F. 83

F. 84

F. 85

F. 86

F. 87

F. 88

F. 89

F. 90

F. 91

F. 92

F. 93

F. 94

F. 95

F. 96

F. 97

F. 98

F. 99

F. 100

F. 101

F. 102

F. 103

F. 104

F. 105

F. 106

F. 107

F. 108

F. 109

F. 110

F. 111

F. 112

F. 113

F. 114

F. 115

F. 116

F. 117

F. 118

F. 119

F. 120

F. 121

F. 122

F. 123

F. 124

F. 125

F. 126

F. 127

F. 128

F. 129

## CUISINES ÉTRANGÈRES

**L'exotisme au supermarché**

**A**ILLEZ donc rêver d'exotisme quand le kiwi pousse du côté de la Dordogne et que le chocolat suisse est fabriqué chez nous sous licence... C'est vrai, l'exotisme n'est plus ce qu'il était ! Il est la couleur de nous, presque ordinaire, puisque les supermarchés eux-mêmes, se le sont approprié et nous proposent toutes sortes de produits étranges et étrangers...

Voilà trois ou quatre ans, le taboulé prêt à servir faisait une apparition spectaculaire. Hédiard lançait cette petite merveille de fraîcheur que quelques initiés seulement savaient alors préparer. Un plat d'une autre terre dont on situait l'origine quelque part entre le Liban... et l'Afrique ! Tout

auréolé de secret, il permettait aux maîtresses de maison d'étonner leur monde.

Les temps ont changé. Tout le monde reconnaît à ce plat de blé concassé macéré dans le citron sa source moyen-orientale, et possède, dans sa réserve d'épicerie, la boîte miracle. Une heure au réfrigérateur, et le voilà sur la table.

Voyage, information, nécessité de repas rapides, aidant de rai-sons qui poussent commerçants et clients vers des produits nouveaux et faciles à préparer. Les supermarchés, vitrines des désirs du plus grand nombre, ne pouvaient rester indifférents à cette évolution. Dans les grandes villes, tous — quelle que soit leur taille ou leur localisation — s'offrent une part d'exotisme, évocatrice ou totalement banalisée, suivant sa place et son importance dans le magasin.

**● Des fruits et des légumes**

Si nos grands-mères ont raconté leur première orange (quel cadeau de Noël extraordinaire !), Saint-Simon, le chocolat espagnol de Louis XIV, nous, nous remplissons notre panier d'ananas, d'avocats, de citrons verts et de kiwis. Selon les statistiques d'une mar-que israélienne, nous avons ainsi consommé, pour la saison 1982-1983, c'est-à-dire d'octobre à mai, quelque cent millions d'avocats !

Les habitudes d'un Suma du quarzième arrondissement ont l'odorat formé à la goyave fraîche. Plus mûr est ce fruit et plus l'odeur vous prend à la gorge. Les plus téméraires ont passé outre, pour découvrir, paraît-il, un fruit délicieux. Tout comme le kiwi, petite souris brune qui semble pourtant bien acide la première fois. Mais on nous a tant vanté ses vertus hypervitaminiques.

Le papaye a également ses fervents, mais personne n'a encore constaté une augmentation de la vente depuis que circule la rumeur selon laquelle elle serait excellente pour soigner les sciatiques ! A noter que, si kiwis, goyaves, papayes et fruits de la Passion ne sont pas toujours présents à l'étalage, on est sûr de les trouver au rayon des sorbets.

Et le soja ? Encore un phénomène ! On le voit figurer avec les légumes frais, mais aussi avec les surgelés et les conserves, au naturel ou assaisonné. A des prix complètement anarchiques d'ailleurs. On le savait utilisé dans la fabrication de certaines huiles et bon pour la santé et les artères. Nous

l'avons goûté des dizaines de fois dans les restaurants asiatiques, et voilà maintenant que la nouvelle cuisine s'en empare. Comment ne pas suivre le mouvement ?

**● L'Extrême-Orient**

C'est d'ailleurs un des produits pilotes de la marque Suzi Wan, le grand nom de l'alimentation asiatique dans les supermarchés. Avec des articles uniquement asiatiques, dans un espace presque toujours bien limité, Suzi Wan propose un assortiment assez varié de potages, plats cuisinés, sachets de champignons séchés et autres galettes de riz, si blanches, tressées et rigides qu'on les prendrait volontiers pour des sets de table. Toute une gamme, dont le plus appréciable reste la matière première vierge plutôt que les préparations. Cette marque a d'ailleurs la sagesse d'offrir parfois — malheureusement pas partout — des fiches de recettes. « Exotisme pas mort », dit-on avec fierté chez Suzi Wan où la vente a augmenté de 30 à 35 % en un an.

De tous les exotismes gastronomiques, celui d'Extrême-Orient est à coup sûr le plus connu. Des biscuits apéritifs japonais (une des rares denrées de ce pays, les autres étant d'un prix trop élevé pour ce type de distribution) aux lychees vietnamiens, en passant par les pâtes impériales et les riz cantonnais, ces cuisines ont su conquérir un public que les plus fameuses des marques de produits traditionnels tentent aujourd'hui de toucher. Knorr avec une soupe chinoise et une préparation réussie — pour riz cantonnais ; Maggi avec une salade chinoise et une préparation pour riz à l'indochine.

**● Le cas Ménès**

Toutes les grandes surfaces l'affirment, le chaland s'attache de plus en plus à la qualité. C'est peut-être ce qui explique le succès des stands Albert Ménès, qui jouent résolument cette carte pour les produits importés : anglais, suisses, allemands, indiens, chinois... Feuilles de vigne farcies du Péloponèse, riz indien basmati merveilleusement parfumé (un peu cher, mais tellement bon), sauce anglaise à la menthe, thés, biscuits, pains traditionnels de Bavière, miel et sirop d'érable canadiens et taboulé libanais... dont la vente a doublé en un an.

Dans les Prisons, où Ménès est bien implanté, il ne représente que 2 à 3 % de l'alimentation dans son ensemble, mais fait une présence régulièrement ascendante. Contrairement à ce que l'on croit trop souvent, le consommateur des grandes surfaces est averti, et Ménès est bien placé pour le savoir, qui fait avec lui 80 % de son chiffre d'affaires.

**● La chaîne du froid**

Un rayon des surgelés, c'est la surprise. Chez Picard, la tête vous en tourne ! A l'autonne, le filet vient d'Argentine, le chevreuil d'Autriche, le faisan d'Ecosse, le filet de sole du Sénégal, les poivrons d'Espagne, le gigot de Nouvelle-Zélande, le saumon de Norvège et du Canada, les noix de Saint-Jacques d'Australie, et le soja... Surprise, mais pas dépaysement.

Voyons plutôt du côté des plats cuisinés : paella, couscous, pizza de toutes sortes et un petit chapitre « spécialités chinoises et exotiques ». Les samoussas indiens, sortes de petits pâtes épices en croûte, sont fort bons et consi-

ment, pour quelque temps encore, une entrée peu répandue. La preuve : en promotion mensuelle, il ne se vend que 2 000 boîtes de samoussas pour 7 000 de pâtes impériales.

Pour M. Brégé, une des têtes chercheuses de Picard, l'exotisme correspond véritablement à une demande, mais difficile à satisfaire. Il faut à la fois la savonnerie et des moyens techniques pour confectionner les plats selon les meilleures recettes et les adapter à la surgélation. Guerre pour éliminer les bactéries, guerre pour sauvegarder le goût authentique. Deux combats qui ne vont pas toujours de pair. Un problème à l'échelle de la grande industrie que l'artisanat ne peut résoudre.

Par la difficulté de ce genre pour les blinis Fanchon à la russe ou les rostis, cet émincé de pommes de terre à la suisse. Elles sont nature, simplement pré-décoffées. A vous de les bien poeler.

**● A boire, à boire !**

Si tout cela vous a donné soif, le choix est vaste. Vin de Californie en carafe (un succès malgré son prix), maxi-bouteilles de vin d'Espagne pour préparer les sangrias, des dizaines de punchs, plus de vingt bières étrangères, toute l'Europe centrale (ah ! ce tokay, de Nord, le Portugal, le Grand Nord). Et le whisky ! Il a balayé tous les apéritifs — sauf le pastis, — et bien des supermarchés n'en proposent pas moins d'une trentaine...

S. MERLINE-MERLONNIER

## Hôtellerie

« **V**a dire merci à la dame... Rires. Cet ancien employé de l'Hôtel du Commerce vient d'évoquer courtoisement, mais sans ambiguïté, la poigne de fer de la maîtresse des lieux, Bernadette Oger. Ici, ce n'est pas un palace, mais le personnel, de la plonge à la salle, se doit d'être stylé.

Aujourd'hui, ce sont presque des surnaturels : toute la famille Oger (enfants, gendres, nièces, neveux) est « réquisitionnée » pour servir... le personnel ! Celui de maintenant, mais aussi celui d'hier. Tel M. Durand, ci-devant palefrenier et homme toutes mains, de l'Hôtel Oger-Filiolle au temps des voitures à cheval. La « réception » du personnel avec musique, discours, cadeaux et accolades, fait suite à celle des notables et précède le bal ouvert à tout le village. Mme Rousseau, quarante-neuf ans, ancienne lingère, dansera toute la nuit après avoir chanté au micro la *Vie en rose*.

Le centenaire de l'hôtel ! Une apostrophe pour M<sup>e</sup> Oger, qui, suite de la porte, écoute la fanfare de Vairos (Mayenne), centaine elle aussi. Sobrement vêtue de noir, Marie, décrite par Yves Courrière dans son livre sur une famille hôtelière de Corrèze, *les Aubardé*. Ici, ce ne sont pas les sentes du Caussé qui parviennent à travers les portes embûchées ou s'engouffrent les portières mais les brouillards et l'odeur de Prairie de la Mayenne.

Chacun visite l'exposition qui occupe le rez-de-chaussée. Dans le hall, entourant l'arbre généalogique, les photos de famille. Le long des couloirs, les cartes postales anciennes du village. Aux murs, des zénuts à rallonge de la Belle Epoque, avec leurs cortèges de bœufs, friandise et châpous gris suivis de frangipanes et de « jésuites glacées », dessert peut-être inspiré par les convictions radicales de la famille Oger. Dans le salon, les archives relatives aux travaux entrepris, à partir de 1881, par Joseph Filiolle père et fils, pour transformer l'ancien cabaret-perroquier du village en une auberge digne de ce nom.

Quant aux relais de poste, on ne sait souvent en dater exactement l'origine : celui de la Crois-Blanche, à Causse, dans le Lot, aurait deux cent quatre-vingts ans ! A Pont-de-Vaux (Ain). La Reconnaissance fait partie du paysage urbain depuis plus d'un siècle. Le relais d'Artcau,

nom. Du salon de coiffure, on a gardé plats à barbe et coupe-chou. De la salle à manger, le bouillier servant à marquer les points.

Il y a vingt-sept cafetiers ou personnes vendant de l'eau-de-vie, ce qui donne la proportion formidable d'un cafetier pour cinquante-deux habitants », écrit — pour s'en désoler — l'instituteur de Vilages en 1899. A cette date, Joseph Filiolle, fils d'un colporteur du Massif Central et d'une fille du pays, a déjà réussi à faire de son établissement autre chose que l'un de ces cabarets horribles pour l'instituteur. On y trouve le *Petit Journal*, les annonces légales, un billard et un salon de coiffure.

C'est Marie, sa petite-fille, fine cuisinière, et son époux Marcel Oger, qui supprimeront le coiffeur, installeront une salle de restaurant et transformeront les écuries en garage. A leur fils, l'actuel propriétaire de l'hôtel, ils donneront la meilleure éducation : apprentissage au Fouquet's, au Pré Catelan, et à l'Hôtel Oger-Filiolle au temps des voitures à cheval. La « réception » du personnel avec musique, discours, cadeaux et accolades, fait suite à celle des notables et précède le bal ouvert à tout le village. Mme Rousseau, quarante-neuf ans, ancienne lingère, dansera toute la nuit après avoir chanté au micro la *Vie en rose*.

Le centenaire de l'hôtel ! Une apostrophe pour M<sup>e</sup> Oger, qui, suite de la porte, écoute la fanfare de Vairos (Mayenne), centaine elle aussi. Sobrement vêtue de noir, Marie, décrite par Yves Courrière dans son livre sur une famille hôtelière de Corrèze, *les Aubardé*. Ici, ce ne sont pas les sentes du Caussé qui parviennent à travers les portes embûchées ou s'engouffrent les portières mais les brouillards et l'odeur de Prairie de la Mayenne.

Chacun visite l'exposition qui occupe le rez-de-chaussée. Dans le hall, entourant l'arbre généalogique, les photos de famille. Le long des couloirs, les cartes postales anciennes du village. Aux murs, des zénuts à rallonge de la Belle Epoque, avec leurs cortèges de bœufs, friandise et châpous gris suivis de frangipanes et de « jésuites glacées », dessert peut-être inspiré par les convictions radicales de la famille Oger. Dans le salon, les archives relatives aux travaux entrepris, à partir de 1881, par Joseph Filiolle père et fils, pour transformer l'ancien cabaret-perroquier du village en une auberge digne de ce nom.

Quant aux relais de poste, on ne sait souvent en dater exactement l'origine : celui de la Crois-Blanche, à Causse, dans le Lot, aurait deux cent quatre-vingts ans ! A Pont-de-Vaux (Ain). La Reconnaissance fait partie du paysage urbain depuis plus d'un siècle. Le relais d'Artcau,

## Les grandes familles

sur la route de Pau à Luchon, était assidûment fréquenté par les Britanniques, d'où son nom d'Hôtel d'Angleterre. C'est le « fief » de la famille Antibes. A Morescq, une dynastie est construite autour de l'ancien relais : la famille Cotzé, dont l'aîné, Armand Cotzé, raconte que, dès l'âge de cinq ans, il s'occupait des bouillottes destinées aux voyageurs de diligences.

Dans le Vaucluse la Bégude de Cousteller était tenue par M. Bonnans, premier du nom. Mais son fils ne voulait pas devenir hôtelier. La légende raconte que le fantôme de son père lui apparut un jour, le somma de faire revivre la « bégude ». Aujourd'hui, l'hôtel s'appelle Lou Révenant.

Si les Hôtels de la Poste évoquent aisément leurs racines, la plupart des dynasties hôtelières sont issues de la vie rurale. A Saint-Brisson, dans le Loiret, lors des foires de septembre, on se bousculait chez Prudent. Le grand-père de Mme Huguette Carreau était à la fois facteur, boucher et sabotier. Il recevait noces et banquets, et son café était déjà le rendez-vous des amateurs de cartes et de billard. A l'Auberge de la Croix-Blanche, à Marcilly-en-Villette (Loiret), qui appartient à la même famille depuis 1913, la mère de la proprietaire actuelle, Mme Crespin, allait, jusqu'en 1982, l'art culinaire à l'art culinaire.

Près de l'étang de l'Innthal, dans les Vosges du Nord, le mari de l'aubergiste faisait commerce de bois et de jantes. Sa femme, elle, faisait la tarte flambee pour les marcheurs dans la plaine d'Alsace, ce sont les épouses de vignerons qui ont commencé à servir des casse-croûtes dans les caves. Le dinatoire des Meyer, à Pont-Aven, dans la ferme familiale de la Bollenberg, près de Colmar, est de cette « cuvée ». Et quelle dynastie ! Le patriarche, Denis Meyer, a six enfants, vingt petits-enfants de vingt-trois à trois ans. L'hôtel, issu d'une exploitation agricole, fondée en 1880 à Orenchamps-Vennes, est dirigé aujourd'hui par la quatrième génération de Meyer. Le mari de l'aubergiste fait de l'écritage au gaz, des cuisières neuves, des nappes blanches. Et cette passion dynastique et bâtieuse dont l'âge plus passionnel que calculateur, aboutit à des sortes de « diplomates » hôteliers, pleins de charme, mais aussi faits de brio et de brio, au fil des mises et des générations, en un mot : ingouvernables.

Sous son air rayonnant, Mme Oger est inquiète. Samuel, son fils, sorti de l'école hôtelière, jeune marié, prendra-t-il le relais ? Il hésite encore. Là, des jeunes gens, pourtant mordus d'hôtellerie et héritiers d'ateliers interposés, le futur président. C'est à ce moment que l'art culinaire imagine de subtiles synthèses entre la grande cuisine et la simplicité agreste de la cuisine maternelle.

Avec eux commence l'ère des cuisières abusives, de l'eau chaude à tous les étages, de l'éclairage au gaz, des cuisines neuves, des nappes blanches. Et cette passion dynastique et bâtieuse dont l'âge plus passionnel que calculateur, aboutit à des sortes de « diplomates » hôteliers, pleins de charme, mais aussi faits de brio et de brio, au fil des mises et des générations, en un mot : ingouvernables.

Sous son air rayonnant, Mme Oger est inquiète. Samuel, son fils, sorti de l'école hôtelière, jeune marié, prendra-t-il le relais ? Il hésite encore. Là, des jeunes gens, pourtant mordus d'hôtellerie et héritiers d'ateliers interposés, le futur président. C'est à ce moment que l'art culinaire imagine de subtiles synthèses entre la grande cuisine et la simplicité agreste de la cuisine maternelle.

Très souvent, ce sont les mères et grands-mères (et pas seulement dans la région bohème) qui ont fondé les dynasties. Chez Prudent, la cliente venait déguster les jours de foire, le veau au vin rouge de la patronne. A l'Hôtel du Lac (Côte-

MADELEINE DUPUY.

## LE MEURICE EST AUSSI UN RESTAURANT

Déjeuner d'affaires 160 F service non compris - Dîner à la Carte

RESTAURANT LE MEURICE  
230, rue de Rivoli - 75001 Paris - Tel. 260.38.60

UN HÔTEL INTERCONTINENTAL

## Côte d'Azur

## 06600 ANTIBES

700 m plage, MOTEL MERCATOR\*\*\*, 18 studios, cuisine, s.d.b., w.c., 16, park, jardin, salon télé, prov. golf, tennis, bus, train, 15 déc.-1<sup>re</sup> mars, 2 pers. 8 jours : 1 000 F, 3 pers. : 1 300 F. Tel. : (93) 33-50-75.

## 06600 MENTON

HOTEL DU PARC \*\*\*  
Tél. 57-66-66. Près mer, Centre-ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliant sur demande.

## HOTEL PRINCE DE GALLES\*\*

Bord de mer - Jardin - Parking. Environnement rénové. 68 chambres avec bains et w.c. RESTAURANT LE PETIT PRINCE 4, avenue du Général-de-Gaulle Tél. : (93) 28-21-21 OUVERT TOUTE L'ANNÉE

## Montagne

05400 ST-VERAN (Hautes-Alpes)  
LE VILLARD - Tél. : (92) 45-82-08 Studios + cuisines 2 à 6 pers. Piste, fond, fonds de ski janvier. Tarif spécial mars.

## 38520 BOURG-D'OISANS

HOTEL OBERLAND\*\*\*  
30 ch., tél. conf. (32 mn l'Alpe d'Huez). B.P. 18, 38520 BOURG-D'OISANS. Park, parking, téléph. direct, cui et serv. soignés. 1/2 pension (132 à 140 F), pena. (182 à 190 F). Tél. (76) 80-34-24.

## Provence

ROUSSILLON - 84220 GORDES MAS DE GARRIGON\*\*\*  
Roussillon 84220 Gordes. Tel. : (90) 75-63-22. Accueil : Christiane RECH.

## ET DU TOURISME

### Plaisirs de la table

#### Bonnes adresses

**E**N 1983, la clientèle de *Pruiner-Madeleine* a augmenté de près de 30 %. C'est un critère qui souligne à la fois le dépouillement de la maison, les efforts d'Alain Fumaro, les progrès du chef et la qualité incontestable de tout ce qui vient, ici, de la mer. Poissons, crustacés et coquillages que l'on retrouve au dernier étage, si gentiment douillet l'hiver. *Pruiner-Madeleine* (9, rue Duphot, 1<sup>er</sup>, Tél. : 260-36-04) et *Pruiner-Elysées* (26, av. des Champs-Elysées, 8<sup>e</sup>, Tél. : 562-26-51).

Ne quittons pas la rue Duphot sans citer *la Table de Jeannette* (12, rue Duphot, 1<sup>er</sup>, Tél. : 260-05-64), le feu de bois dans la cheminée de cette salle à manger pourgeoisement cachée, la cuisine gentiment régionaliste, la « soupe du son et le foie gras » maison.

J'ai parlé récemment de l'*Auberge de France* (1, rue du Mont-Thabor, 1<sup>er</sup>, Tél. : 260-60-26), providence des touristes étrangers qui veulent retrouver la simple et vraie cuisine de chez nous. De même, j'ai signalé au *Monde des Chimères* (69, rue Saint-Louis-en-l'Ile, 4<sup>e</sup>, Tél. : 354-45-27) l'arrivée au « piano » du jeune chef Guthier et la persévérance d'une carte intelligente, originale, honnête, de la bouteille basse froide en gelée de l'œuf à la Champenoise en cette saison.

La grande déconverte, pour petites bourses, a été celle de *Salut l'Artiste* (22, rue Cujas, 5<sup>e</sup>, Tél. : 354-01-10), où sa salle pimpante et de sa cuisine à l'ancienne modernisée. Très achalandé, banc

d'autres, vin à prix honnêtes, ambiance quartier Latin au bon sens du terme. Petit prix aussi ceux du *Sybarite* (6, rue du Sabot, 6<sup>e</sup>, Tél. : 222-21-56), avec son plat de chaque jour, robuste et sain.

A ceux qui apprécieront la cuisine des « mamans » cuisinier « comme l'oiseau chante » et sans souci des modes de l'onglet poêlé et des œufs meunière jusqu'à la tarte maison dorée comme du bon pain, je recommande le *Petit Tonneau* (20, rue Sarsouf, 7<sup>e</sup>, Tél. : 705-09-01). Et la version masculine de cette cuisine restée « provinciale » au bon sens du mot, l'assiette de charcuterie (et quel bondin !) et quelle andouillette !, le jambon à la crème, le gâteau de pommes de terre, les bons fromages fermiers et des pâtisseries savoureuses, qu'il se trouve dans la cuisine du bon Morvanais René Marin (*la Ferme des Maturins*, 19<sup>e</sup>, Tél. : 742-17-20).

Un ton au-dessus, le *Mazagran* reste, à la Madeline, un des bons restaurants d'hôtel (6, rue Chauveau-Lagarde, 8<sup>e</sup>, Tél. : 525-57-00), avec un cuisine qui sait que Nignon fut un « grand » d'autrefois et sait encore apprécier sa bouchelle. Respect du produit et de sa qualité, un merlan fait tartare est, ici, un « vrai » merlan frais.

J'alimairai citer aussi, dans cette liste, la pâtisserie du *Relais* (12, av. George-V, 8<sup>e</sup>, Tél. : 722-39-58), la gentillesse du *Clos Saint-André* (21, rue de Turin, 8<sup>e</sup>, Tél. : 522-65-34), le *Comme chez soi* (20, rue Lamartine, 9<sup>e</sup>, Tél. : 878-00-02), et son pot-au-feu appétissant le cahou de Vigouroux, les andouillettes « mai-

gnacines » de *la Reynière*.

N° 1825

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires  
① 51190 Hallecourt (salle annexe du Co-tec), les 4-5 février. - 10<sup>me</sup> anniversaire du club philatélique.  
② 83590 La Seyne-sur-Mer (mairie), les 4-5 février. - 1<sup>er</sup> concours philatélique.  
③ 44690 Le Mans (mairie), les 4-5 février. - Concours philatélique.  
④ 84700 Sarreguemines (maison des jeunes), les 16-19 février. - 1<sup>er</sup> cours des collections.  
⑤ 71380 Meistratz-les-Mines (centre d'animation), les 25-26 février. - Exp. philatélique internationale.  
⑥ 33090 Bordeaux (foire Internationale), du 6 au 8 mars. - Salons de l'électronique professionnelle.  
⑦ 64220 Ciboure (salle des sports, av. A. Brizard), le 11 mars. - 20<sup>me</sup> anniv. de l'amicale philatélique.  
⑧ 96360 Villers-Bretonneux (salle de ping-pong, rue du Général-Leclerc), le 5 mars. - Jumelage avec Rohanville, exp. philatélique.

⑨ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi, la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑩ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑪ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑫ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑬ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑭ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑮ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑯ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑰ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑱ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑲ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

⑳ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉑ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉒ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉓ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉔ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉕ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉖ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉗ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉘ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉙ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉚ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉛ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉜ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉝ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉞ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

㉟ 83190 Le public ayant condamné le sujet du timbre de 2,00 F, ainsi le 17 février dernier (signe zodiacal), la Vierge au-dessus du glacier Aletsch et les Alpes ont été remplacées par deux autres sujets du timbre : un autre sujet du Vaisseau. C'est ainsi,

## Jeux

## échecs N° 1054

## LE RETOUR DE LARSEN

(Tournoi international de Nîmes, 1983)

Blancs : B. IVANOVIC  
Noirs : B. LARSEN  
Dame : scieuse  
Attaque : Velimirovic

1. d4	c5	17. Fxg3 (1)	g5
2. c3	Cd5	18. f4	f5
3. Cd3	d5	19. Td1 (1) Dg5 (2)	
4. d4	exd4	20. Fxg5	dxg5
5. Cxg4	Cf6	21. Dh1 (1)	g4
6. Fc4 (e)	d6	22. b4 (m)	a5 (n)
7. Fd3	Fd7	23. Fxa5 (o)	g3
8. Df2	a6	24. Fd4 (p)	Txa7
9. Fd3	b4	25. Rb1 (q)	Fxa7+
10. 0-0-0	Dc7 (b)	26. Fxc2 (s)	Df7 (t)
11. Tb1 (c)	Cxf7 (d)	27. Fxd4 (t)	Rd7
12. Dxf7 (e) Cxd4 (f)	28. Fxd4+ (g)	29. Rd2	Fxd4
13. Fxg4	b5	30. Dxf4	Fxd4
14. g3	Cf6 (g)	31. g6	Cg6
15. Dh4 (h)	Cxg4	32. Df6	Txf1+
16. g5		33. b1 (i)	abandon.

## NOTES

a) Voici qui empêche la variante du Dragon : si 6... g5 ; 7. Cxg5, bxg5 ; 8. e5 ?; 9. Fxg7+.

b) Telle est la position caractéristique de l'attaque Velimirovic : tant analysée depuis 1960, dont la puissance offensive sur l'aile-R est redoutable ; la rapidité de l'avance des pions blancs h et g, conjuguée avec de nombreuses menaces de sacrifice de Cx3 ou d5, oblige les Noirs à un jeu très prudent. Or, il est bien connu que Bent Larsen est un joueur d'attaque qui préfère diriger les opérations. Cependant, cette position qu'il connaît particulièrement bien — on se souvient de sa victoire en 1970 contre Fischer — n'est pas pour lui

déplaire ; en effet, l'existence des roques opposées engendre souvent des combats vifs.

c) Les Blancs ont le choix entre 11. f4? ; 11. Th1-g1 ; 11. g4 et 11. Rb1. Le coup du texte est dû à Matulovic.

d) Le transfert du C-R en c5, via d7,

est considéré aujourd'hui comme la meilleure idée. La suite complexe, issue de la partie Matulovic-Nikolic de 1966, reste jouable pour les Noirs mais exige beaucoup de sang-froid : 11... b5 ; 12. g4, b4 ; 13. Cxg5, Dxg5 ; 14. Dc5, 6x5 ; 15. g5, Cxg5 ; 16. Fd2, Dg4 ; 17. Fxa5, Cg5 ; 18. bpxg5, Fg6 ; 19. Fd4, Dc3+ ; 20. Ra2, Dg6 ; 21. Fd5, Dxg5 ; 22. Fd4, Txf1+. Naturellement, si 21. Txg5, Dxg4+.

e) Malgré leur pion de moins, les Blancs ont encore une concentration de force inégalée sur le K noir.

f) Menace 20. Txg5.

g) Le style de Larsen : se défendre au maximum.

h) Se déclençant sans perdre de temps, en raison de la menace 22. Fxg5 et 22. Txg5. Naturellement, si 21. Txg5, Dxg4+.

i) Menace h5 et g6.

j) Mais au moment où les Blancs,

après avoir regroupé leurs forces, tentent de donner un nouveau souffle à leur

offensive, Larsen empêche immédiatement l'initiative grâce à ce simple sacrifice du pion à la 18. Fd4, avec des

effets défensifs pour le R noir. Qui croitait ici à l'absurdité des Blancs dans leur coup ? Peut-être failait-il éviter le cataclysme en enrouant en finale par

22. Fb4, Dxh4 ; 23. Dxb4, Fxb4 ;

23. Txh4 avec un pion de moins mais aussi des F de couleur différente et une

pression sur le pion f7. Le pion passé 64

suffle (Joksic-Langeweg, Plovdiv, 1975).

g) Profitant de ce que la Dh5 ne peut plus revenir en g2.

h) Un sacrifice de pion discutable mais les Blancs ne perdent pas de 15. Dh5, 65 qui leur donnerait une situation plus confortable.

i) Malgré leur pion de moins, les

Blancs ont encore une concentration de

force inégalée sur le K noir.

j) Menace 20. Txg5.

k) Les Noirs ont toutes leurs pièces en place.

l) Si 26. Rxg2, Fxg3+ ; 27. Rxh3,

Dxg3+ ; 28. Rxh3, Txg3 ; 29. Dxg3+ suivira du mat.

m) Si 27. Fg3.

n) Les Blancs sont perdus. Si

29. Dxb4, Tg8! Le retour de Bent Lar-

sen, qui se classe second à Nîmes derrière Kasparov, est remarquable.

restait néanmoins un atout capital dans les mains de Larsen.

o) Si 23. a3? b4.

p) Si 24. a3, 62 maintenant cette possibilité, offerte au vingt-deuxième coup, est magnifiquement écartée par Larsen.

q) Si 25. Fxg5, Tg1 mat et si

25. Fxa3, Dxg2 mat.

r) Les Noirs ont toutes leurs pièces

en place.

s) Si 26. Rxg2, Fxg3+ ; 27. Rxh3,

Dxg3+ ; 28. Rxh3, Txg3 ; 29. Dxg3+ suivira du mat.

t) Si 27. Fg3.

u) Les Blancs sont perdus. Si

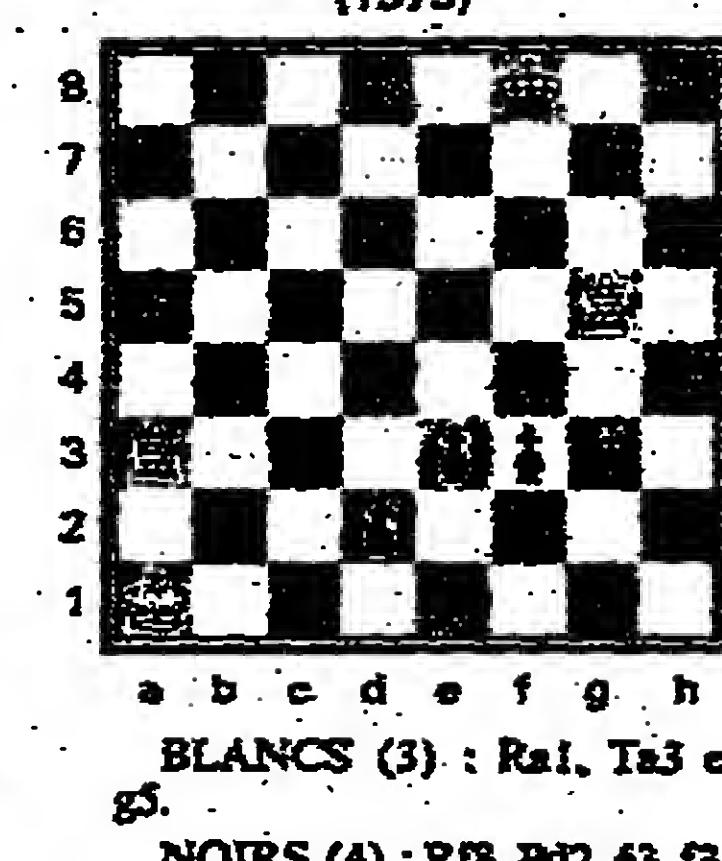
29. Dxb4, Tg8! Le retour de Bent Lar-

sen, qui se classe second à Nîmes derrière Kasparov, est remarquable.

Après le déplacement forcé de la D en d7, les Blancs obtiennent une jolie po- sition de zugzwang.

## ÉTUDE

## D. GURGUENIDZE (1979)



## SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1053 (Rémi Blinck, 1909)

Blancs : R61, T81, Ff6, P62, P2, g4.

Noirs : R64, Dg7, Dg1, g6, g5.

1. Td4+, Rf3 ; 2. Td4!, Dg5 ;

3. Tg3+, g5 ; 4. Fg5, g4 ; 5. g3 et les

Blancs gagnent.

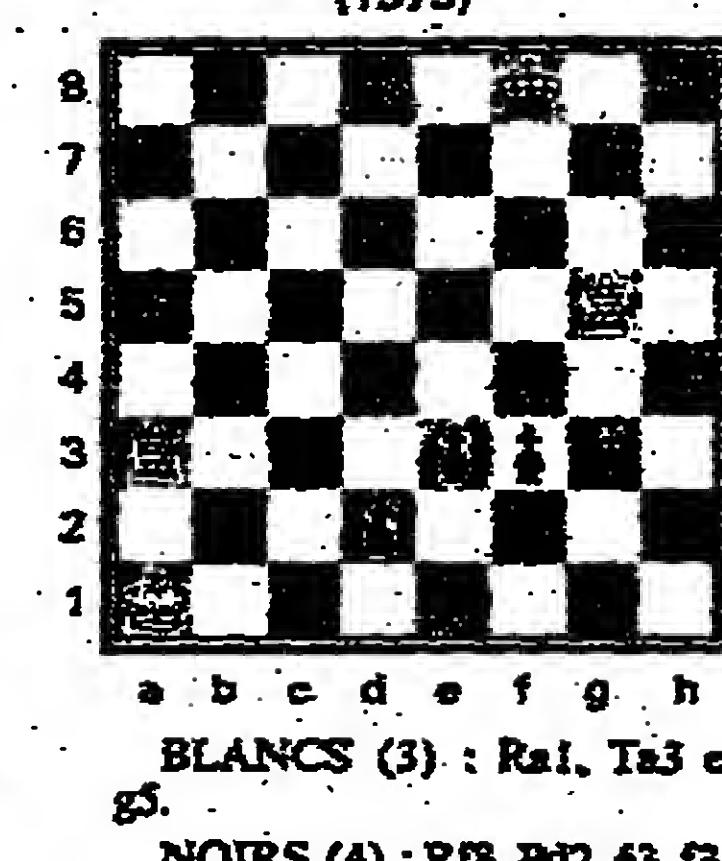
S1. Rf2 ?, g5.

S2. Tg4+, Dg5 ! ; 3. Fg3, Da2 !

S3. Tg3 ?, Rf4.

S4. Td4 ?, Da2 et si 4. Fg4 ?, Rf4.

## D. GURGUENIDZE (1979)



## COURRIER DES LECTEURS

## France calculé (1007)

Il est exact, écrit P. Boutron, que le gain sur l'impasse est extrêmement de 50%, alors qu'il n'y a que 24% avec l'autre ligne de jeu. Mais si celle-ci permet de faire une tente de mat, faut-il faire en tournoi par pairs ?

Tout dépend si d'autres contrôles meilleurs ont pu être déclarés. De toute façon il faut faire coup de file d'autres éléments et, pour cette raison, certains auteurs ont conservé des ouvrages importants au tournoi par paire. Ainsi cette amie, J.-M. Rouleau a publié aux Editions Belclic deux livres. Le premier, le Bridge en tournoi par paire (170 pages, 79 F), analyse les nombreux moments, le psychologique et la stratégie dans ce genre de discipline, dont il explique que l'instantané, la deuxième chance... Ces deux derniers gagnent en couvert par paire (400 pages, 149 F) est consacré de façon très complète aux systèmes d'annonces et aux conventions utilisées par tous les initiés.

## PHILIPPE BRUGNON.

## NOTES

(a) EXPURGE, 15 D. 60. (b) Comp

amicalisable : ANHIELONS, 4 H. 76.

(c) ou IMPURE, 3. J. (d) ou

TURBONEE.

1. Râche, 825 ; 2. Grandin, 851 ; 3. Con-

lon, 844.

• Tournois homologués de

France : 1.12. Valenciennes. Tel. :

(27) 46-58-57. — 1.19. Chalon-

sur-Saône, (35) 46-65-26.

SALS et CAUSAUX, EMPO-  
SIEUS et EMPOSEUX, ENFEUX  
et ENFEUX. Deviennent inva-  
riables : COGITO, GO, JOUAL,  
TAGAL, SIAL.

## Féminas autorisées : MALINE,

## SALICYLÉE, DÉFATIGANTE,

## SUISSESE, RÉCHAPPÉE,

## KLAXONNÉE, DÉMANGEÉE.

## NOTES

(a) EXPURGE, 15 D. 60. (b) Comp

amicalisable : ANHIELONS, 4 H. 76.

(c) ou IMPURE, 3. J. (d) ou

TURBONEE.

1. Râche, 825 ; 2. Grandin, 851 ; 3. Con-

lon, 844.

• Tournois homologués de

France : 1.12. Valenciennes. Tel. :

(27) 46-58-57. — 1.19. Chalon-

sur-Saône, (35) 46-65-26.

## MICHEL CHARLEMAGNE.

## Prêtre d'adresser toute correspon-

## dance concernant cette rubrique à

## M. Charlemagne, F.F.Sc., 96, bd

## Perrine, 75017 Paris.

## et MICHEL DUGUET.

## MICHEL CHARLEMAGNE

# Le Monde

## CINÉMA

« RUE BARBARE », de Gilles Béhat

### Caniveaux de nos banlieues

Jean-Jacques Balmès a réalisé *La Lune dans le caniveau* d'après un roman de Daniel Goodis écrit en 1953. Voici maintenant un film de Gilles Béhat adapté d'un autre roman de Goodis, *Epaves*, écrit en 1952 (1). Est-ce un hasard si deux jeunes réalisateurs français se sont brusquement intéressés à ce mystérieux auteur américain, disparu, une bonne vingtaine d'années après François Truffaut qui fut, en somme, un précurseur avec *Tirez sur le pianiste*, tourné en noir et blanc ? ou bien le désespoir profond des œuvres du romancier (totalement plus original, plus fort, plus angoissant que nos scénaristes de « polar ») jouant aux flots et aux flots, cristallise-t-il un nouveau « mal de vivre » ?

La rue est le déminimateur commun des deux films : rue du crime, des dangers, des amours étranges, de la solitude, de l'entêtement dans une chienne de vie, que-frontière de deux mondes. Pour l'avoir traversée, un soir, fin de venir en aide à une petite chinoise violée dans un terrain vague, Daniel Chermann, Chet, va re-plonger dans l'univers des délinquances d'où il est sorti ; il va affronter Mathias Hagen, chef de bande qui a un vieux compte à régler avec lui.

Cette rue, Gilles Béhat l'a trouvée dans la banlieue parisienne, c'est un décor réel et non, comme chez Béhat, celui d'un « port de nulla part » construit, à grande frais, en studio. Le metteur en scène de *La Lune dans le caniveau* investissait son propre imaginaire dans le récit emprunté à Goodis. Avec des moyens plus modestes et une esthétique différente, Gilles Béhat transpose l'imaginaire

de Goodis dans une réalité en fait extrêmement insolite.

Chez qui s'était établi du côté tranquille de la rue de misère, refuse d'être un « perdant », après son fau. Il lutte contre sa famille de dégénérés (dont Michel Auclair et Jean-Pierre Kalfon, baignant dans la déchéance), et contre le règne de la peur instauré par Hagen. Bernard Giraudeau tient ce rôle avec une force et une fermeté qui fut, en somme, un précurseur avec *Tirez sur le pianiste*, tourné en noir et blanc ? ou bien le désespoir profond des œuvres du romancier (totalement plus original, plus fort, plus angoissant que nos scénaristes de « polar ») jouant aux flots et aux flots, cristallise-t-il un nouveau « mal de vivre » ?

La rue est le déminimateur commun des deux films : rue du crime, des dangers, des amours étranges, de la solitude, de l'entêtement dans une chienne de vie, que-frontière de deux mondes. Pour l'avoir traversée, un soir, fin de venir en aide à une petite chinoise violée dans un terrain vague, Daniel Chermann, Chet, va re-plonger dans l'univers des délinquances d'où il est sorti ; il va affronter Mathias Hagen, chef de bande qui a un vieux compte à régler avec lui.

JACQUES SICLIER

(1) Ces deux romans sont restés longtemps médisés en France. *Epaves* a été publié en 1980 aux éditions Clancier/Guenand/Bolat, *La Lune dans le caniveau*, en 1981, aux éditions Fayard, collection « Fayard/Noir ».

\* Voir les films nouveaux.

## EXPOSITIONS

### UN BILAN DE L'ART CINÉTIQUE A MILAN

### L'adoration des lumières

Le grand escalier du Palazzo Reale de Milan, maintes fois détruit et reconstruit au cours de son histoire, a aujourd'hui un sinistre aspect carcéral. Tout en haut, une petite porte ouvre sur les anciens appartements princiers, qui servent aujourd'hui aux manifestations temporaires de la ville. Des fastes du passé reste l'escalade de petits salons qui convient fort bien à l'exposition-démonstration de ce que *La Vierge, l'organisatrice, appelle : l'ultime mouvement d'avant-garde* de l'art contemporain. Elle le situe dans la décennie 1953-1963, moment où des artistes internationaux se sont, pour la dernière fois, regroupés autour d'un programme commun, à l'instar des futuristes italiens du début du siècle, des révolutionnaires russes d'Octobre, des maîtres du Bauhaus de Weimar et des missionnaires de l'abstraction constructiviste de l'école de Mondrian.

Rendons hommage à la ville qui n'hésite pas, avec le support financier de sociétés privées, à favoriser, au-delà du spectacle de l'exposition, l'examen d'un problème critique de l'art d'aujourd'hui. L'opération est d'autant plus justifiée que Milan a joué un rôle notable dans la montée et la chute de l'*arte programmata e cinetica*, qui a bâti de toutes ses lumières pendant dix ans avant de s'extinguir avec premières rumeurs de mai 1968. Il est normal que ce bilan ait lieu ici à Milan, ville de grandes industries, de beaux magasins où le design industriel et artisanal règne le goût dans le vêtement, le meuble, les objets d'art décoratifs qui renouvelent inlassablement l'environnement quotidien.

Tenter de rationaliser la création artistique, de supprimer les aléas de l'inspiration par une programmation à partir d'une mise en code numérotique des couleurs et des formes, c'était vouloir faire la lumière sur l'ombre qui enveloppe naturellement l'art. Un rêve d'alchimiste, une pierre philosophale qui permettrait de trouver à coup sûr une œuvre au bout d'un processus habituellement semé de doutes et d'incertitudes.

Les racines de ce mouvement remontent loin pour *La Vierge*, pionnière de l'avant-garde à Milan. Elle illustre par des *Iridescenze géométriques* le futurisme (1914), par les *Etoiles-reflets* de Duchamp, les compositions mécaniques de Lisitzky, Kubo, Benlewi... Elle a déniché dans les réserves du musée de Lodz, en Pologne, des dessins géométriques, inconnus en Occident, de Szapkowski (1924).

Partout dans le monde, en France avec Herbin, en Suisse avec Lohse, aux Etats-Unis avec Albers, des artistes entendaient renoncer à la représentation visuelle des choses. Pendant cette décennie 1953-1963, les œuvres d'art se mirent à cliquer, à jouer sur les nerfs optiques, à se conformer au caractère de la géométrie statique, puis au mouvement variable des machines. Des créateurs comme Tinguely et Burri mettent un moteur dans leurs tableaux pour mixer, le mode du vêtement étant ses motifs, le design des meubles et des objets décoratifs son esthétique moderne. L'art cinématique entre d'autre part dans le système de consommation de masse qu'il se présente tout naturellement à la multiplication industrielle.

Les artistes italiens — dont beaucoup s'associent aux industriels — recourent au design sophistiqué, comme Olivetti, ou officiel Umberto Eco, et comme Danese — jouent un rôle prépondérant dans le phénomène de banalisation. On voit des peintures et des sculptures aller indifféremment des cinémas des galeries d'art aux chaînes des usines et déboucher sur la confusion entre l'œuvre d'art, qui cherche conceptionnellement une esthétique de l'anonymat, et l'objet décoratif industriel en qualité de son crâneau économique, comme sous-produit artistique.

La participation de l'école de Paris, à l'époque menée de main de maître par Denise René, est une des plus brillantes avec Soto, Cruz-Diez, Agam, Demarco, Rosai, Yvaré, Stein, Sobrino, Morelet... En tête bien sûr, Vasarely, l'ainé, la locomotive avec ses inépuisables variations de figures géométriques programmées et ses facultés de théoricien.

Ce n'est pas une coïncidence si l'art cinématique se développe parallèlement au cinéma de toutes les œuvres de l'école de Paris (GRAV), qui s'étaient donné rendez-vous pendant l'été 1961, dans l'exposition de Zagreb où fut baptisée la Nouvelle Tendance de l'art. On y retrouve Pistoletti (Yougoslavie), les Moholy (Hongrie), Magavignier (Brésil), Steele (Angleterre)...

#### Le paradis perdu

La participation de l'école de Paris, à l'époque menée de main de maître par Denise René, est une des plus brillantes avec Soto, Cruz-Diez, Agam, Demarco, Rosai, Yvaré, Stein, Sobrino, Morelet... En tête bien sûr, Vasarely, l'ainé, la locomotive avec ses inépuisables variations de figures géométriques programmées et ses facultés de théoricien.

Ce n'est pas une coïncidence si l'art cinématique se développe parallèlement au cinéma de toutes les œuvres de l'école de Paris (GRAV), qui s'étaient donné rendez-vous pendant l'été 1961, dans l'exposition de Zagreb où fut baptisée la Nouvelle Tendance de l'art. On y retrouve Pistoletti (Yougoslavie), les Moholy (Hongrie), Magavignier (Brésil), Steele (Angleterre)...

# culture

## MUSIQUE

### Charles Spaak, le dramaturge

Le centre culturel Wallonie-Bruxelles présente à Paris, jusqu'au 10 mars 1984, une rétrospective de films dont Charles Spaak fut scénariste, adaptateur, dialoguiste.

Né à Bruxelles le 25 mai 1903, mort à Venise le 4 février 1975, Charles Spaak, fils d'un dramaturge belge, frère d'un politicien célèbre, Paul-Henri Spaak, était aussi le père de deux actrices, Catherine et Agnès Spaak. Il a peut-être bien écrit pour le cinéma plus que Jacques Prévert et même que Henri Jeanson, auteur résonnant de *Tirez sur le pianiste*, et même que Charles Spaak baptisa soudain un de ses personnages Noblet...

Il fut un excellent dramaturge. Il savait organiser une histoire, typer des caractères par les situations et les dialogues. A ses adaptations, conscientieuses mais surtout concues pour les acteurs, de Dos-toi-ki : *l'Idiot* de Georges Lampin (1946), et *l'Homme au chapeau rond*, de Pierre Billon (1946), on peut, et de beaucoup, préférer la version modernisée de *Thérèse Raquin*, de Zola (1953), un des grands films de Marcel Carné à cette époque. Mais, dans le cinéma français des années 50, où Charles Spaak n'eut à son actif aucun équivalent de *la Belle Equipe*, *la Grande Illusion* ou *Le ciel est à vous*, c'est avec les films « à thèse » de Cayatte (*Justice est faite, Nous sommes tous des assassins, le Dossier noir*) qu'il s'accorda le mieux.

Pendant la même période, Charles Spaak travailla plusieurs mois avec Jean Grémillon, Julien Duviplier et Jean Renoir. Beau tableau d'honneur, même s'il n'y a pas de point commun entre ces cinéastes qui avaient du réalisme des conceptions différentes. D'où le reproche souvent fait à Charles Spaak d'avoir été un

homme de métier exécutant des « commandes » et non un créateur spécifique comme Prévert et Jean-

et-même, adaptateur, dialoguiste.

On devrait rééditer, pour que sa personnalité soit mieux comprise, la suite de chroniques que Spaak publia dans *Paris-Cinéma* sous le titre « Mes trente et un mariages ». Il expliquait comment se firent des alliances très diverses (il y eut aussi Christian-Jaque, Georges Lacombe, Roland Tuai et d'autres), d'où naquirent des œuvres non moins diverses. Petit clin d'œil à *Tirez sur le pianiste*, auquel Charles Spaak baptisa soudain un de ses personnages Noblet...

Il fut un excellent dramaturge. Il

savait organiser une histoire, typer des

caractères par les situations et les dia-

logues. A ses adapta-

tions, conscientieuses mais surtout

conçues pour les acteurs, de Dos-

to-ki : *l'Idiot* de Georges Lampin

(1946), et *l'Homme au chapeau*

rond

de Pierre Billon (1946), on peut,

et de beaucoup, préférer la ver-

sion modernisée de *Thérèse Raquin*

de Zola (1953), un des grands films

de Marcel Carné à cette époque.

Mais, dans le cinéma français des

années 50, où Charles Spaak n'eut

à son actif aucun équivalent de *la Belle*

*Equipe*, *la Grande Illusion* ou *Le ciel*

est à vous

, c'est avec les films « à thèse » de

Cayatte (*Justice est faite, Nous*

*sommes tous des assassins, le Dossi-*

*er noir*) qu'il s'accorda le mieux.

Charles Spaak fut scénariste, adaptateur, dialoguiste.

## MUSIQUE

### Rencontre

### Pavarotti, le ténor fétiche

Luciano Pavarotti chante pour deux soirs, à Paris, aux côtés de la soprano Julia Verdú, de Nadine Denizé, mezzo-soprano, et de Robert Loyd, basse, à brillante distribution pour *le Requiem*, donné par l'Orchestre de Paris et ses choeurs, sous la direction de Daniel Barenboim. Pavarotti viendra à Paris pour représenter *l'Opéra de Paris*. Ses fervents inconditionnels, tout comme ses juges les plus sévères, l'attendent.

Lui, le comble du ténor italien, dit : « Je suis né au mois d'octobre. Et c'est très bien. Très bon, à cause du signe astrologique : balance. La balance, c'est l'équilibre. » Un sévère passant au sourire, il dit aussi : « J'ai eu la chance est avec moi. J'ai eu la chance d'abord de naître dans une famille simple où il y avait beaucoup d'amour. Notre maison se trouvait non loin de la campagne. Ainsi, j'ai été élevé comme un animal gentil, capable de bonheur, vous comprenez. J'ai vite appris qu'il ne faut rien exiger de la vie, ne pas lui demander quoi que ce soit, jamais. Plutôt prendre ce qui vient. Je suis comme ça. »

Le mastodonte au regard modeste et à la barbe en collier noir serre deux mains par-ci, effable, embrasse trois jolies par-là, attendrissant : merci encore M. Jacques Chirac qui, après le long discours de louanges qu'il vient de lui adresser lui remettant la médaille de vermeil de la Ville de Paris, s'est approché à nouveau, comme aimanté par le héros. Echange de paroles de circonstances, mais légères, guillotines, comme si la douceur de notre Gargantua du bel canto se communiquait.

Lorsque les officiels le complimentent, Pavarotti baisse humblement les yeux, ses petits yeux marqués par des sourcils de souris de jais, aussi fournis que bien dessinés. Dans ce salon doré de l'Hôtel de Ville, il ressemble à ces premiers communians d'autrefois, sur les photos solennelles. Adolescents à l'expression si conscientieusement empruntée qu'on leur donnait, bien sûr, le Bon Dieu sans confession. Mais Pavarotti ne porte pas de brassard de dentelle blanche ; si un instant ses mains blanches et potelées ont l'air un peu ballantes au bout de ses bras puissants, elles redeviennent italiennes, volubiles, quand M. Bogliani, directeur de l'Opéra de Paris, vient à son tour féliciter le comédiate, la comédie. Ils se parlent dans leur langue. Avec tous les autres, Pavarotti s'exprime en anglais, uniquement. Il n'a pas séjourné quinze ans aux Etats-Unis pour rien. Harcelé, Pavarotti sait donner l'impression qu'il donnerait tout son temps s'il en avait. Avant de s'emmêler d'une écharpe tricotée main et d'un inénarrable

De la côte est à la côte ouest, et dans tous les États à cause de

la télévision où il apparaît plus que souvent y compris dans des publicités pour American Express, Pavarotti a l'Amérique à ses pieds. Son nom est connu, dans la plus modeste et la moins méromane, des familles, comme celui d'Evin Presley. Il accueille sa popularité de champion avec un contentement d'enfant.

Son énormité amuse, ou rassure. Combien pèse Pavarotti ? Cent vingt, cent trente kilos ? Nul ne le dit. Si de temps en temps il observe des régimes, il adore faire la cuisine, manger... Alors on vente sa soupe, sa force musculaire, on raconte qu'il joue au tennis, et bien, et qu'il conduit à 180 à l'heure des Mercedes ou des Ferrari, les voitures de sa ville, Modene. Modene où entre les voyages il retourne voir sa femme, ses trois filles et ses bons amis.

Emblème de T. shirt, Pavarotti ? Commercial ? Mais récemment dans *Ernest*, à New-York, il a fait pleurer les plus exigeants.

MATHILDE LA BARDONNIE.

\* Salle Pleyel, le 7, à 16 heures.

Palais des Congrès, le 8, à 20 h 30.

## POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

Stanley KUBRICK a donné au genre des films d'horreur, un de ses chefs-d'œuvre... Stupéfiant !

Le Figaro Magazine

Une effrayante réussite du film d'épouvante.

Le Nouvel Observateur



### SHINING

AVEC

UN FILM DE STANLEY KUBRICK JACK NICHOLSON SHELLEY DUVALL

Distribué par WARNER-COLUMBIA FILM

Disponible dans les salles à 12 francs

**MAISON DES ARTS ANDRÉ MALRAUX CRÉTEIL**  
DIRECTION JEAN MORLOCK  
mardi 10 janvier 20 h 30  
JAZZ A CRÉTEIL  
**TOOTS THIELEMANS**  
Place Salvador Allende (tél. 899.94.50)  
M° Crétel Préfecture

## SPECTACLES

### théâtre

#### LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE PRINCE ETERNEL - Tourteau (887-82-17), 20 h 30.  
LE SUICIDAIRE - Espace Marais (884-09-31), 20 heures.  
SOURIRE OBLIGÉ - CME-Galerie (389-38-69), 20 h 30.  
LOISETAIL VERT - T.E.P. (797-96-06), 20 h 30.  
QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOG - (anglais). Galerie 35 (326-63-51), 20 h 30.  
ALBATROS - Cartoucherie, Temple (328-36-36), 20 h 45.  
IMAGES DE KAFKA - Plaine (250-15-65), 20 h 30.  
LARCHE DE POCHÉ - Ly-Montparnasse (327-38-61), 20 h 30.  
ANGELO TYRAN DE PADOUÉ - Rosé-Poin (356-70-80), 20 h 30.  
MÉMOIRES D'ISLES - Théâtre 18 (226-47-47), 20 h 30.  
LE ROI VICTOR - Boutique, T.R.B. (603-44-44), 20 h 30.  
LA SORCIÈRE - Évry, Agora (077-93-50), 20 h 30.

**A PARTIR DU 10 JANVIER**  
En raison de son énorme succès  
prolongation au  
**THEATRE FONTAINE**  
de  
**BATAILLES**  
de Jean-Michel RIBES  
et Roland TOPOR  
21h45  
JEAN-PIERRE SACRI,  
PHILIPPE KHORASSAN,  
TONIE MARSHALL  
Une seule escapade, le feu me On s'y  
jetta à corps perdu.  
P. MARCABRU  
Location 874.74.40 et Agences

**MAISON DES ARTS**  
ANDRÉ MALRAUX  
**CRETEIL**  
DIRECTION JEAN MORLOCK  
du 10 au 28 janvier

O'Neill **Une Lune D pour les Désérités**  
mise en scène: Laurence Février  
Place Salvador Allende (tél. 899.94.50)  
M° Creteil Préfecture

Le Théâtre Antoine annonce  
qu'en raison de la participation de Rufus à l'émission Champs-Elysées de Michel Drucker la représentation de RIRE A PLEURER le 7 janvier de RIRE A PLEURER ne débuteira exceptionnellement qu'à 21 h 30.

**THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS**  
Charles DENNER  
**LE MARIONNETTISTE DE LODZ**  
écrit par Gilles SEGAL  
Jean-Paul ROUSSILLON  
833.16.16 Une création de la Comédie de St-Etienne

**A PARTIR DU VENDREDI 6 JANVIER**

**ALBATROS**  
de la tempête  
cartoucherie  
328.36.36

**MOUNE DE RIVEL**

EN 1984

**Horizons créoles**, son dernier disque (\*), nous emmène en croisière au rythme de la bénigine, la mazurka, la calindia, sur des musiques qu'elle a composées. On y retrouve toute la joie, la nostalgie, la poésie des îles.

Moune de Rivel part aux Antilles. Vous pourrez la voir et l'entendre chaque soir à LA CANNE A SUCRE, 4, rue Sainte-Beuve, au cœur de Montparnasse, dès février prochain.

\* édité chez Ventury (en reproduction sur la pochette le portrait de Moune de Rivel, par Edith Denner), disque VS 1300, cassette VES 1300, en vente chez tous les disquaires et à la FNAC.

**SORTIE MERCREDI 11 JANVIER**

**LION D'OR**  
FESTIVAL DE VENISE  
**PRENOM CARMEN**  
UN FILM DE JEAN-LUC GODARD

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Récit d'amour à l'élysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (726-08-24), 20 h 45 : Chanson à vérifier.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : la Marie de la ville-garante.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : les Eaux et Forêts.

EDOUARD-VI (742-57-49), 21 h : Mademoiselle Julie.

ESPACE KIRON (373-30-25), 20 h 30 : le Sixième Jour.

ESSAON (278-46-42), 11 : 21 h : Agatha.

GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Grand-père.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Léopold.

IMAGES DE KAFKA - Plaine (250-15-65), 20 h 30.

LARCHE DE POCHÉ - Ly-Montparnasse (327-38-61), 20 h 30.

ANGELO TYRAN DE PADOUÉ - Rosé-Poin (356-70-80), 20 h 30.

MÉMOIRES D'ISLES - Théâtre 18 (226-47-47), 20 h 30.

LE ROI VICTOR - Boutique, T.R.B. (603-44-44), 20 h 30.

LA SORCIÈRE - Évry, Agora (077-93-50), 20 h 30.

MARAS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se

MATHURINS (265-90-00), 21 h : le Bonheur à Romenay.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera, as tu.

MOGADOR (285-55-30), 20 h 30 : Cy-

MONTPARNASSE (320-89-90), 20 h 30 : une histoire d'un homme de trop.

NOUVEAUTÉS (70-52-76), 20 h 30 :

l'Entomophage.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 :

la Fille sur la banquette arrête.

PALAIS DES SPORTS (828-40-60), 20 h 30 : Un homme nommé Jésus.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 45 : la Pierre de la folie.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), 21 h : K 2.

POTTINERIE (261-44-16), 20 h 45 : Il suffit d'agripper.

RADAUD DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h 30 : Don Juan aux enfers.

RENAISSANCE (208-18-50), 20 h 30 :

Vincent et Margot.

SAINTE-GEORGES (378-63-47), 21 h :

Tâche de broder.

TAI THI D'ESSAI (278-10-79), 11 :

20 h 30 : l'essai des jours ; 21 h 30 : Huile chinoise.

TEMPILLEURS (278-91-15), 20 h : Mizan.

THÉÂTRE D'EYGAR (322-14-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait ce qu'il faut de faire.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-45), 20 h : Naïves Hirondelles ; 22 h 15 : Au secours papa, mamie veut me tuer.

THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : boutique.

THÉÂTRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Médée.

TOUTOUROU (887-82-48), 18 h 30 : Un bouton.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : la Mort à la porte.

TRISTAN-BERNARD (522-08-40), 21 h : les Drs Petits Négritos.

LES AUTRES salles

A. DEJAZET (887-97-34), 20 h 30 :

Scène française.

ARTS-HERBETOT (367-23-23), 18 h 30 :

Spectacle La Fontaine ; 21 h : Oncle Véna.

CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-45-55), 20 h 30 : Zod, zod, zod... inique.

CARTOUCHERIE, Epée de bois (808-39-74), 20 h 30 : Rue noire.

CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 45 : Hippie.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-45-03), 21 h : Gérard, D. Hamer, J.-F. Jeany Clark, D. Schmitz.

CINÉMA (357-99-26), 20 h 15 : Dorian Express.

CIRQUE (245-85-85), 20 h 30 :

Festival mondial du cirque de demain.

CIRQUE MASSILIA (878-15-12), 20 h 30 :

Y. Cheval, 24 h : McPherson.

PETIT OPORTOUN (238-01-36), 23 h :

Step Seal.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. Gassouros, L. et M. Haquet, S. Mugnier.

SALE GAVAN, 20 h 45 : A. Constantini, I. Da-Rosa, M. G

## COMMUNICATION

### A LA MAISON DE LA RADIO

#### Les alchimistes du huitième art

Le 5 janvier, se terminait l'exposition organisée par Radio-France à l'occasion des vingt ans de la Maison de la radio. Les nombreux documents, photos, maquettes, matériaux vont donc rejoindre leurs collections respectives en attendant la vingt-cinquième ou le trentième anniversaire de fameux Collège de verre et de bétône. L'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) récupérera nombre d'enregistrements sonores issus du tout trésor, tandis que les studios 104 et 105 fermeront dans leurs portes, ouvertes ces derniers temps au public.

La fête, toutefois, devait être épiphénomène... et les familles du hall représentant fièrement « sortants radios » ne pourront plus masquer le malaise actuel de cette maison, trahi par les sondages et menacé par un budget de pâture. Auteurs et réalisateurs s'inquiètent pour la création. La rencontre organisée le 3 janvier par l'association Espaces radiophoniques autour du thème « De la radio comme huitième art », témoignait pourtant de sa vitalité encore récente.

*La vie est à portée de main*  
*Le son vient de loin*  
*La voix explique*  
*Le son parle de mystère*  
*La voix est vérifiable*  
*Le son est légendaire*

ROBERT MURRAY SCHIFFER.

Placez-en entier du programme de la rencontre entre le public, les réalisateurs, les auteurs et les comédiens, cette phrase ne fut plus citée au cours de la journée. A quoi bon ? Elle ne fut pas davantage développée, commentée. Que donc lui ajouter ? Prolonger au-delà la comparaison avec le petit écran ? Evocer encore une fois la magie et le pouvoir du son ? Décrire la gamme des émotions qu'un simple trait sonore, le stimulus sonore qui met en branle la mémoire et fait naître des images ? Parler d'encouragement à la réflexion participative de l'auteur qui achève lui-même ce que l'artiste esquisse ou habilement suggère ? Et puis, passer à l'offensive en dénonçant l'imperialisme télévisuel ? Inutile.

Le public, mardi, était déjà tout entier accapré à la radio. Une radio de qualité, une radio sophistiquée, une radio « pour s'évader ». « Le huitième art », pour comprendre le théâtre de la rencontre, le théâtre de la dimension artistique.

Un travail d'alchimiste, en fait, et l'art de « mettre en ondes », comme l'on met en scène, de choisir sous combien d'autres posent un décor et se mêlent, grâce à la stéréophonie, à l'architecture sonore, comme certains, au théâtre par exemple, disposent et organisent l'espace scénique. On s'adresse à l'intuition de l'auteur, à son imagination et à sa mémoire, à sa sensibilité aussi.

Création ? Bien sûr, création. Un mot que les réalisateurs de France-Culture craignent, faute de moyens, de ne plus pouvoir revendiquer, mais dont ferait bien de s'inspirer nombre d'animateurs de radio libres, qui, s'ils prenaient la peine de fouiller dans les archives de l'O.R.T.F. à la recherche des travaux de Pierre Schaeffer, de Jean Tardieu, de Paul Gismon, de Jean Chouquet, d'Alain Tratat et de quelques autres, consentraient sûrement à plus de modestie... et prendraient en tout cas une magistrale leçon de radio.

L'AGENCE FRANCE-PRESSE A

INTERROMPU SES SERVICES

VERS LE MAROC

L'Agence France-Presse (A.F.P.)

a interrompu depuis le 1<sup>er</sup> janvier la livraison de ses informations au Maroc, à l'exception de l'ambassade de France et de son propre bureau. Selon l'agence officielle marocaine Maghrib arabe press (MAP), qui commercialise les informations de l'A.F.P. auprès d'une vingtaine de clients (médias et administrations), c'est un refus de la MAP, en raison d'une « situation financière difficile », d'accepter une augmentation de 32% et de payer en devise, qui a provoqué la décision de l'agence française. Le contrat entre la MAP et l'A.F.P. date de 1959 et a fait l'objet de plusieurs avancées depuis.

On indique, à la direction de l'A.F.P., que le différend commercial existe depuis plusieurs années et que les deux agences sont en négociation pour « trouver un compromis de nombreux mois ». La direction de l'A.F.P. a averti la MAP depuis « plus de six mois » qu'elle pourrait être amenée à interrompre ses services, mais elle estime « ne plus avoir d'interlocuteur », ni à la MAP ni à la direction de l'information du royaume. L'agence française espère « trouver un interlocuteur pour reprendre les négociations rapidement ». Quant aux chiffres d'augmentation indiqués, ils ne sont pas confirmés, mais considérées comme possibles, compte tenu des demandes successives depuis plusieurs années.

Hélo-France — dont les installations ont été réalisées en route lundi 2 janvier — souffre néanmoins de conséquences si une solution n'est pas trouvée au différend. D'une part, elle ouvre la voie à une pénétration des autres agences internationales (l'américaine Associated Press et la britannique Reuters ont des services en français et sont déjà sur les rangs), ce qui affaiblirait la présence française et la position commerciale de l'A.F.P. dans cette région. D'autre part, elle risque d'être interprétée par les tenants du « nouvel ordre mondial de l'information » comme une vision « affairiste » des rapports Nord-Sud sur l'information. La presse marocaine a d'ailleurs réagi vivement dans ce sens à la décision de l'Agence France-Presse.

### Dans l'imprimerie lourde

#### HÉLIOPRINTURE DE FRANCE A REPRIS SON ACTIVITÉ

Le tribunal de commerce de Compiegne (Oise) a confirmé vendredi 30 décembre 1983 l'imprimerie Hélioprinture de France, à Noyon, en location-épreuve, pour deux ans à une S.A.R.L. Hélio-France, constituée par le personnel et l'ancien directeur de la société, M. Patrick Grumelart. Le licenciement de ce dernier par M. Yvan Ginioux, P.-D.G. d'Hélioprinture de France, en octobre 1983, avait provoqué une vive mobilisation du personnel qui avait exigé le départ de M. Ginioux. Le conflit se termine à la fin novembre.

L'offre de reprise faite par M. Serge François, dirigeant d'une autre grande entreprise d'héliogravure, qui prévoyait le licenciement d'une partie importante des deux cent trente-sept employés et ouvriers a été repoussée par le tribunal de commerce. La proposition conjointe du personnel et de M. Grumelart bénéficiait du soutien de la municipalité de Noyon, qui aurait garanti un prêt bancaire de 1,2 million de francs.

Hélo-France — dont les installations ont été réalisées en route lundi 2 janvier — souffre néanmoins de conséquences si une solution n'est pas trouvée au différend. D'une part, elle ouvre la voie à une pénétration des autres agences internationales (l'américaine Associated Press et la britannique Reuters ont des services en français et sont déjà sur les rangs), ce qui affaiblirait la présence française et la position commerciale de l'A.F.P. dans cette région.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE

(A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1<sup>er</sup> (508-94-14).

ALDO (A. v.o.) : Ciné-Bamboing, 3<sup>me</sup> (522-22-35).

LE SEPTIÈME SCEAU (Snd, v.o.) : Studio Bertrand, 7<sup>me</sup> (783-64-66).

SOUÐAIN L'ÉTÉ DERNIER (A. v.o.) : St-Amour, 11<sup>me</sup> (700-89-16), 21 h 45.

TAX DRIVEN (A. v.o.) : Boîte à Film, 17<sup>me</sup> (622-44-21), 22 h.

TRAQUENARD (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6<sup>me</sup> (633-97-77), 24 h.

THE BOCKY HORROR PICTURE SHOW (A. v.o.) : Studio Galande, 2<sup>me</sup> (334-27-11), 22 h 30, 0 h 20.

VOYAGE AU BOUVEAU DE L'ENFER (A. v.o.) : Calypso, 17<sup>me</sup> (380-30-11), 21 h.

### Vendredi 6 janvier

#### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Variétés : Porte-bonheur, de P. Sabatier et R. Grumbach. Avec Jane Birkin, Francis Huster...

#### CE SOIR SUR TF1

#### Un grand roman de Jeanne Bourin

#### La chambre des dames

Editions de La Table Ronde

après être devenu modéliste de haute couture. La guerre de 1914 éclate. La jeune femme meurt en mettant une fillette au monde, tandis que son mari est au front. Drama humain d'un amour brisé et de la vie d'un homme marqué par le souvenir. Grande intensité lyrique, sentimentale, émotionnelle. On appréciera particulièrement le jeu de Fernand Gravey et de Micheline Preste, celle-ci dans deux rôles.

#### TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Que sont mes camarades d'avant ? Magazine d'A. Campagne.

Les réalisateurs Serge Avedikian et Jacques Kehadian présentent leurs travaux de mise en mémoire de la période soviétique, travers les exils du vingtième siècle. Ici, un voyage en Arménie soviétique, une photo de classe, vingt ans plus tard, où Avedikian désormais français montre son pays d'origine.

21 h 30 Journal. Quatuor n° 14 de Mozart, par le Quatuor Rossamonde.

#### FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : du Plomb dans la neige.

17 h 10 Un regard s'arrête. (Les techniques de l'âge.)

17 h 35 Le monde à Paris. (Culture africaine.)

17 h 40 Les Six de Bourgogne chez M. Lorrain.

18 h 5 Au-delà de l'ombre : Evaristo.

18 h 30 Le monde des médecines différentes. (Les incroyables.)

19 h 55 Dessin animé : les Misérables.

19 h 10 Informations.

19 h 15 Infos régionales.

19 h 35 Les Indiens dans le monde contemporain.

#### FRANCE-CULTURE

20 h, Documentaire : l'Amérique de Reagan, par E. Laurent.

21 h 30, Musique : black and blue (la Caraïbe).

22 h 30, Notes magiques : Arrêts fréquents.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (…), donné au Théâtre des Champs-Elysées en novembre 1983 : le Bol masqué de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes, Hélène Parmelin, t. Darnacard Jaccard (L'amie est un vase paisible), M. P. de Séjourné.

21 h 30, Concert (…), donné au Théâtre des Champs-Elysées en novembre 1983 : le Bol masqué de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes, Hélène Parmelin, t. Darnacard Jaccard (L'amie est un vase paisible), M. P. de Séjourné.

22 h 30, Concert (…), donné au Théâtre des Champs-Elysées en novembre 1983 : le Bol masqué de Verdi, par l'Orchestre national de France et les chœurs d'hommes, Hélène Parmelin, t. Darnacard Jaccard (L'amie est un vase paisible), M. P. de Séjourné.

23 h, Fréquence de nuit : Ouverture sur le Grand Nord.

### Samedi 7 janvier

#### PREMIÈRE CHAINE : TF 1

9 h 30 Vision plus.

10 h 30 La maison de TF 1.

12 h Bonjour, bon appétit. Magazine culinaire de M. Olivier.

12 h 30 La séquence du spectateur.

13 h Journal.

13 h Amuse-gueule, de C. Anglade.

14 h 5 La petite maison dans la prairie.

15 h Le grand ring dingue.

15 h 40 C'est super.

16 h 35 Dessin animé : Capitaine Flam.

17 h 35 Casseaux et bottes de cuir, cheval.

Série : Joëlle Mizart.

Trente millions d'amis.

18 h 30 Magazine auto-moto.

19 h 5 D'accord pas d'accord.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Les petits drôles.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Julien Fontanès.

Un coup de bluf, réal. J. Morel, R. Mirmont, S. Amidou, C. Barbier, M. Marie...

Un inconnu se fait passer pour l'amie d'enfance du magistrat Julien Fontanès. Qui est-ce ?

21 h 15 Droit de réponse : l'esprit de contradiction.

Emission de Michel Polak : A quoi sert la télévision ?

Avec J. Cluzel, sénateur, J.-L. Godard, P. Bosteller...

23 h 45 Journal.

#### DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 35 Journal des sourds et des malentendants.

10 h 50 Sport : Skid.

Descente messieurs, en direct de Morzine.

12 h A nous deux.

12 h 45 Journal.

13 h 35 Série : La vie secrète d'Edgar Brigg.

14 h La course autour du monde.

14 h 50 Les jeux du stade.

14 h Récré A 2.

17 h 50 Les carnets de l'aventure.

Raid au jardin d'Allah, de M. Tonelli ; « Ponape, l'île du mystère », de N. Frazer.

18 h 10 Jeu : des chiffres et des lettres.

19 h 15 D'accord pas d'accord.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h Journal.

20 h 35 Série : Champs-Elysées, de M. Drucker. Avec Nana Mouskouri.

22 h 5 Magazine : Les enfants du rock. Spécial Quincy Jones.

23 h 20 Journal.

#### TROISIÈME CHAINE : FR 3

12 h 30 Les pieds sur terre. Mutualité Agricole.

14 h Entrée libre...

Avec le cinéaste René Allio : à 14 h 15, Images d'histoire ;

## INFORMATIONS « SERVICES »

### BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Nous donnons ci-dessous les hauteurs d'enneigement, au 1er janvier 1984, dans les principales stations françaises, telles qu'elles sont actuellement communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (ASFS), boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui met à la disposition des usagers un bulletin d'information quotidien sur la répartition automatique au 265-64-28.

Le premier chiffre indique un centimètre l'épaisseur de neige au bas des pistes ; le second, l'épaisseur de neige au haut des pistes.

#### ALPES DU NORD

Les Alpes : 10-70 ; Andorre Beaufort : 70-115 ; Autrans : 20-40 ; Avoisins : 10-50 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 50-80 ; Samoëns : 15-75 ; Chamonix : 100-100 ; La Chapelle : d'Abondance : 25-40 ; Châtel : 15-50 ; Collet-d'Allevard : 20-50 ; La Clusaz : 30-60 ; Combloux : 30-90 ; Les Contamines-Montjoie : 40-105 ; Le Corbier : 30-60 ; Courchevel : 70-120 ; Crest-Voland : 30-85 ; Les Deux-Alpes : 25-150 ; Flaine : 60-110 ; Flumet : 45-70 ; Les Gets : 40-60 ; Le Grand-Bornand : 40-60 ; Hérens : 15-90 ; Les Saisies : 20-50 ; Megève : 45-85 ; Les Ménuires : 40-90 ; Méribel : 25-150 ; Morzine-Avoriaz : 25-85 ; La Grande-Plagne : 75-100 ; Peisey-Nancroix : 40-70 ; Pralognan-la-Vanoise : 40-45 ; Pra-sous-Arly : 30-60 ; La Rosière : 40-80 ; Saint-François-Longchamp : 40-100 ; Saint-Gervais-le-Betton : 50-90 ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 25-40 ; Thollon-les-Mémises : 20-40 ; Tignes : 55-180 ; Val-Cenis : 20-100 ; Val-d'Isère : 35-60 ; Valmorel : 25-55 ; Valmorel : 50-80 ; Val-

Thorens : 80-140 ; Villard-de-Lans : 10-20.

#### ALPES DU SUD

Allos-la-Seyne : 40-70 ; Auron : 50-90 ; Beuil : 20-45 ; La Colombe Valdeblore : 45-75 ; La Fou d'Ajoux : 40-70 ; Isola : 2000-90-100 ; Montgenèvre : 55-90 ; Orcières-Merlette : 30-40 ; Les Orres : 20-30 ; Pra-Loup : 35-55 ; Le Sauze : 30-80 ; Serre-Chevalier : 40-80 ; Superdévoluy : 15-75 ; Valberg : 40-55 ; Vars : 30-40.

#### PYRÉNÉES

Les Angles : 10-20 ; Barèges : 30-80 ; Cauterets : 50-65 ; Font-Romeu : 10-25 ; Gourette : 20- ; Luchon - Superbagnères : 10-25 ; La Mongie : 50-90 ; Saint-Lary Soulan : 20-30.

#### MASSE CENTRAL

Le Mont-Dore : 15-25 ; Super-Besse : 10-20 ; Super-Lioran : 10-20.

#### JURA

Métabief : 25-25 ; Les Rousses : 10-20.

#### VOSGES

Gérardmer : 15-35 ; Le Bonhomme : 20-30.

#### LES STATIONS ÉTRANGÈRES

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national allemand du tourisme, 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-04-38 ; à l'Office national suisse du tourisme, 11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 742-45-45 ; à l'Office national autrichien du tourisme, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 742-78-37 ; à l'Office national italien du tourisme, 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 584-06-08.

### TAPIS D'ORIENT

VENTE PAR IMPORTATEUR AUX PARTICULIERS

d'EXTRÉME-ORIENT

des tonnes de tapis faits main

avec certificat d'origine

Grand choix de tapis en soie à partir de 2 500 F

Iran, Chine, Pakistan, Caucase, ancien

IVOIRES et PIERRES DURES

STATUETTES ou VASES à 1500 F

Vendredi 6, samedi 7, dimanche 8, lundi 9 janvier 1984

de 10 à 13 heures et de 15 à 19 heures

IMPERIAL JADE

7, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS

Tél. 265-01-35

### EN BREF

JOHN WILLIAM CHANTE LES DROITS DE L'HOMME.

La Ligue des droits de l'homme célèbre le 35<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée le 10 décembre 1948 à Paris par l'Assemblée générale des Nations unies. Un disque, *les Droits de l'homme*, estregistré par John William, célèbre cet événement. Le disque est 35 F.

\* 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. 707-56-35. C.C.P. 218-25 Paris.

### FAMILLE

LES ADOPTIONS TRANSNATIONALES.

C'est le thème du numéro spécial (octobre-novembre) d'*Accès*, bulletin mensuel du Service social aux émigrés (S.S.A.E.), section française du Service social international (S.S.I.). Ce numéro réunit des documents officiels français, des éléments de droit international privé et des exemples concrets d'adoption d'enfants originaires principalement des pays pauvres d'Extrême-Orient ou d'Amérique latine. 5 F.

\* S.S.A.E., 72, rue Repassey, 75013 Paris. Tél. 584-15-25.

### JOURNÉES D'ÉTUDES

L'INTÉGRATION DES MIGRANTS.

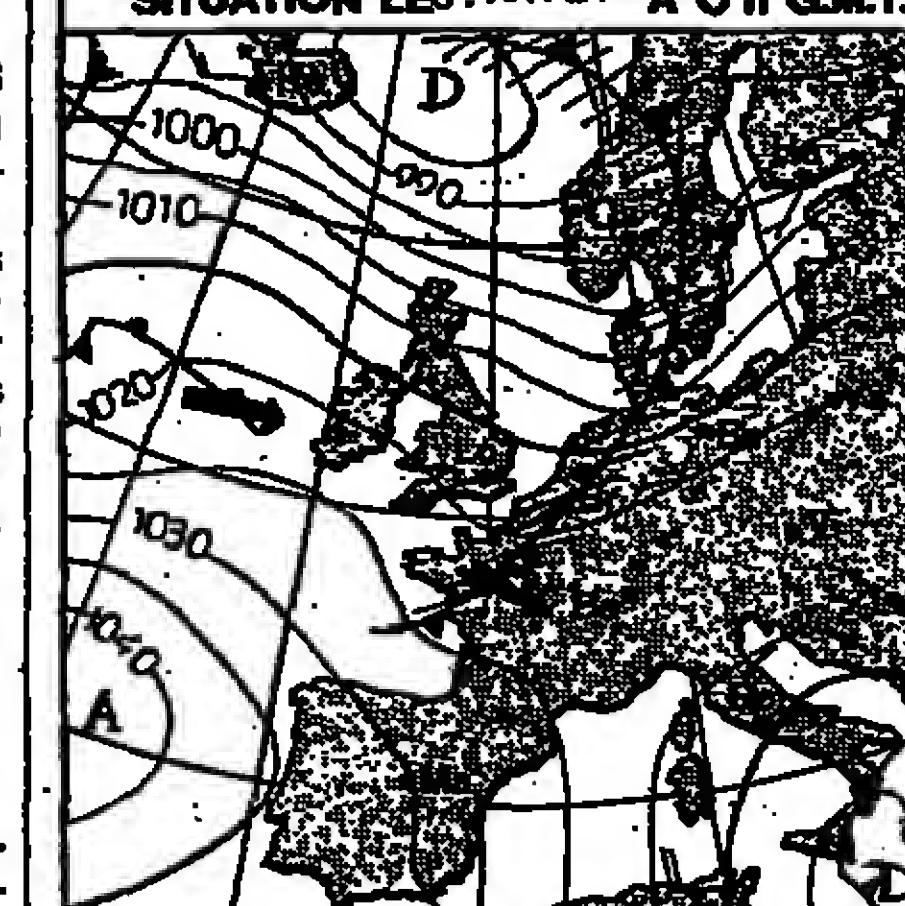
— Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CCEMEA) organisent, les 11 et 12 janvier, à Marly-le-Roi (Yvelines), des journées d'études sur le thème : « Les jeunes d'autres cultures dans la société française ». A l'intention de ceux qui sont en contact avec les deux millions de jeunes issus de familles immigrées.

\* CCEMEA, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris Cedex 19.

Les mots croisés se trouvent page 14.

### MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.1.1984 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 6 janvier à 0 heure et le samedi 7 janvier à minuit.

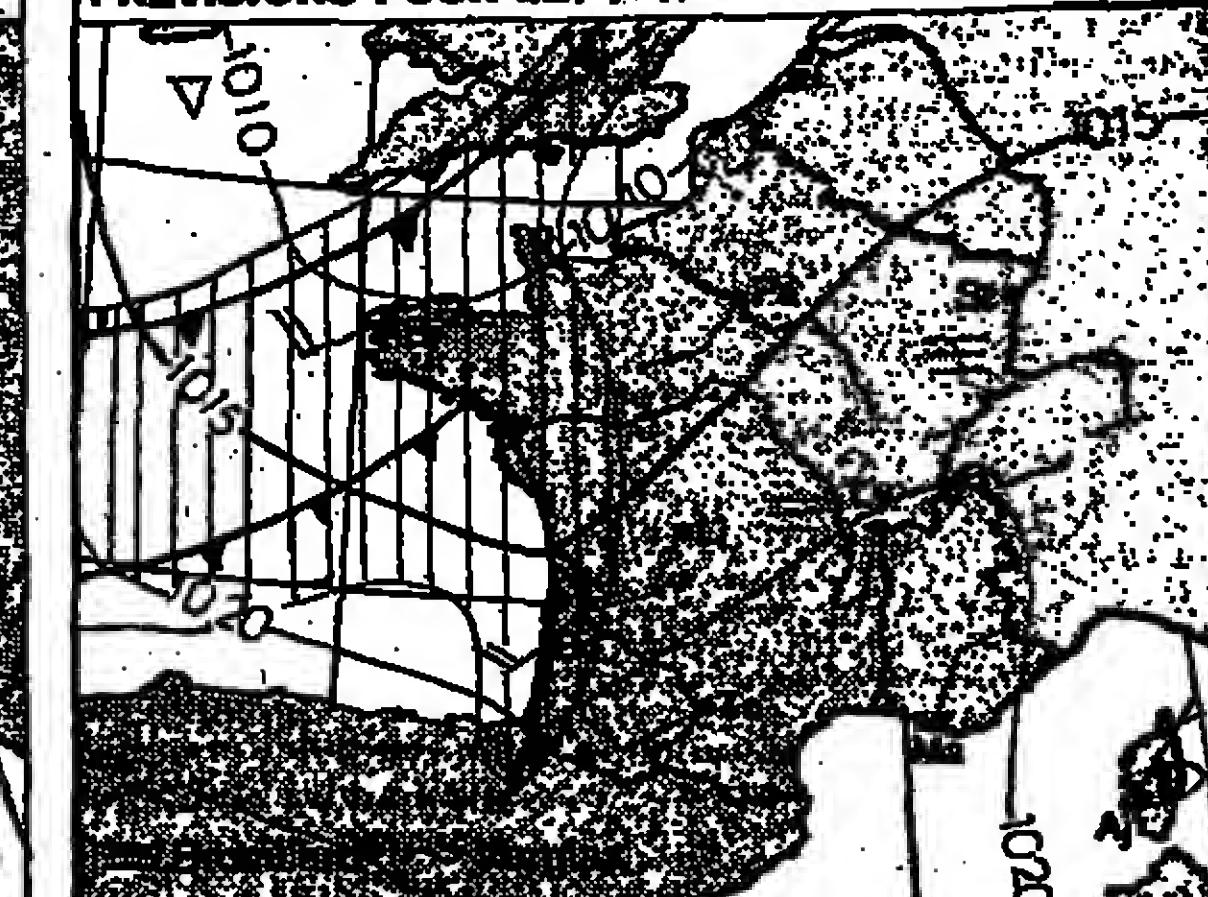
Notre pays va rester sous l'influence d'un flux de nord-ouest dans lequel circulent des zones de pluie ou de neige.

Samedi, en début de matinée, une zone de pluie intensifie les régions situées au Pas-de-Calais à l'Aquitaine. Elle sera précédée sur la Champagne, la Lorraine, le Centre, le Massif Central, d'un temps court avec quelques pluies verglaçantes. On observera un peu de brume ou de brouillard de la Bourgogne à la moyenne vallée du Rhône et au sud du Massif Central. Le sud-est du pays sera dégagé tandis que, sur la Bretagne, des éclaircies commencent à apparaître. Les températures minimales seront de 0 à -5°C dans les régions de montagne et la Bourgogne et le Lyonnais, 3 à 5°C le long des côtes de Méditerranée et sur le Bassin parisien, 4 à 6°C dans l'Ouest.

Au cours de la journée, la zone de pluie traversera la France en donnant de la neige en montagne. Le soir, il y aura des averses souvent fortes près des frontières du Nord et de l'Est ; encore des chutes de neige des Vosges aux Alpes à partir de 600 mètres à 800 mètres et sur les Pyrénées à partir de 1 000 mètres.

Les températures maximales seront de 6 à 10°C du Nord au Sud, mais de 2 à 4°C dans le Nord-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 7.1.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



Sens d'évolution pour dimanche

La France restera sous l'influence d'un courant de nord-ouest assez froid et instable, en particulier sur le Nord et l'Est.

Prévisions pour dimanche

Dimanche matin des gelées de 0 à 3°C seront observées des Ardennes et des Alpes au Centre et l'Aquitaine tandis que des averses se produiront déjà près de la Manche. Dans la journée, ces averses se généraliseront de la Manche orientale et des frontières du Nord au Morvan, au nord des Alpes et à la Corse. Elles tomberont sous forme de neige avec localement jusqu'à 400 mm et même localement plus. Sur les Pyrénées, le ciel sera toutefois dégagé mais il pourra s'attendre à quelques chutes de neige. Un mercier assez fort s'installera près de la Méditerranée. Les températures maximales s'échelonneront entre 7 et 10°C sur le littoral méditerranéen, 7-8°C près de l'Atlantique, 3 à 5°C dans l'Eau.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 6 janvier à 7 heures de 1020,7 millibars, soit 765,6 millimètres de mercure.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

### PARIS EN VISITES

#### DOMINICHE 8 JANVIER

« Le Siège », 10 h 30, 15, rue de Vandivert, M= Peintre.

« L'Abbaye Sainte-Geneviève », 15 heures, 23, rue Clovis, M= Bouquet des Chaux.

« Collège des Bernardins », 24, rue de Poissy, M= Legrégis, Hôtel de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M= Oswald.

« Le château de Maisons-Laffitte », 15 h 30, entrée, côté parc, M= Holot (Caisse nationale des monuments historiques).

« Turner », 11 h 15, Grand Palais (Les amis de l'histoire).

« L'Opéra », 14 heures, dans le hall (M. Bouchard).

« Raphael », 10 h 30, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Conciergerie », 14 h 45, 1, quai de l'Hôtel (M= Ferrand).

« Turner », 16 h 45, Grand Palais (Paris et son histoire), le Marais, 15 heures, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La crypte du Notre-Dame », 15 heures, entrée (M= Roman).

« L'Opéra », 13 h 35, Théâtre des marchés (Tourisme culturel).

« Le Palais-Royal », 10 h 30, 33, quai d'Orsay (Visages de Paris).

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du vendredi 6 janvier 1984 :

#### DES DÉCRETS

• Portant création d'un comité national d'évaluation des risques de mouvements de terrain.

• Relatif à l'organisation des marchés dans les secteurs des matières grasses, du lin et du chanvre, des protéagineux, des fourrages sociaux et au lait à son.

UN ARRÊTÉ

Relatif au calendrier de l'année scolaire 1984-1985.

### CONFÉRENCES

#### ORDRE NATIONAL DU MERITE

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

MM. Jean Bardou, président national honoraire de la société des meilleurs ouvriers de France ; Jacob Kaplan, grand rabbin du consistoire central, membre de l'Institut ; François Perrout, professeur honoraire au Collège de France.

Sont élevés à la dignité de *grand officier* :

MM. Vincent Badie, avocat, ancien ministre ; Marc Blanchard, romancier, président de l'Alliance française ; Robert Bresson, auteur et réalisateur de films ; Jean Guitton, homme de lettres, professeur honoraire à la faculté des lettres et sciences humaines de Paris ; Jean-Pierre Levy, compagnon de la Libération, ancien membre du Conseil national de la Résistance ; Pierre Liottard-Vogt, président de société ; Lucien Voelkel préfet, commissaire de la République de la région Ile-de-France, commissaire de la République du département de Paris.

Le *Journal officiel* du jeudi 5 janvier 1984 publie, en outre, une liste de nominations et de promotions dans l'ordre national du Mérite.

### LOTO

DU 15 JANVIER 1984

2 22 26 27 28 37

MINIMUM D'ACHAT

10

LOTUS

PROCHAIN TRAJEC 10 JANVIER 1984

VALIDATION JOURNAL 10 JANVIER 1984 APPAREIL



Cinéma et musique. Également au sommaire du numéro de janvier : « Prénom Carmen » de Godard, « La Trace » avec Richard Berry, « Pelléas et Mélisande » qu'André Delvaux met en scène

à la Monnaie de Bruxelles ; un banc d'essai des lecteurs de Compact-Discs ; une analyse – entre rock et pub, du « look » des vidéoclips. Enfin, *Le Monde de la Musique* a écouté 155 disques, microsillons ou compacts. Il a décerné 15 « Choc du mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans *Le Monde de la Musique*.

**Le Monde de la Musique de janvier, 18 F chez votre marchand de journaux.**



مكتبة من الأصل

## LE CARNET DU Monde

### Fiançailles

M. Claude TAITTINGER et Mme Catherine de SUAREZ D'AILLAN, M. Philippe DARD et Mme Françoise VIDAL sont heureux d'annoncer les fiançailles de Virginie et Guillaume.

### Décès

M. et Mme Louis SCHNEIDER, M. et Mme Pierre BÉGUIN, M. et Mme Jean BÉGUIN, M. et Mme Jacques BÉGUIN, ses enfants.

François, Raoul, Thomas, François, Marc, Isabelle, Thomas, Julie et Hélène, ses petits-enfants.

Les familles Alcamur, Alemany et Oret, ses cousins, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Raoul BÉGUS, ingénieur général des télécommunications, officier de la Légion d'honneur, rapporté à Dieu le 31 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année. La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu en l'église de Siradan (Hautes-Pyrénées), le jeudi 5 janvier 1984.

Cet avis tient lieu de faire-part. 9, rue Bertrand, 92150 Le Plessis-Robinson.

La comtesse de Boisselain, Le comte et la comtesse Yves Gazeau, Ines, Guénolé et Manon, M. et Mme Antoine Adet, Geoffroy et Édouard, M. et Mme Richard de Maisont et Alexandra, ont l'immense douleur de faire part du rapport à Dieu de

comte de BOISGELIN, survenu subitement dans sa soixante-dixième année, le 30 décembre 1983. Les obsèques ont été célébrées le mardi 3 janvier 1984.

Le président, Les administrateurs, La direction,

OFFRES D'EMPLOI  
 DEMANDES D'EMPLOI  
 IMMOBILIER  
 AUTOMOBILES  
 AGENDA  
 PROP. COMM. CAPITALS

### OFFRES D'EMPLOIS

### STE PIANOS MAGNE

Ag. caméra BOSENDORFER recherche Paris

### COLLABORATEUR COMMERCIAL

Ventes en magasin, tenue fidèle, relation, proposition, vente, conseil, vente, vente pratique du piano souhaités. Poste stable à responsabilité avec démonstration. Envoyer C.V. avec lettre commerciale et photo.

CENTRE MUSICAL BOSENDORFER, 17, av. R. Polonceau, 75116 PARIS.

### CABINET D'EXPERTISES ASSURANCES

recherche

### JEUNE UNIVERSITAIRE

Formation bâtiment scolaire. Excellente culture générale et large ouverture d'esprit. Activité région parisienne.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et préfecture :

Cabinet Daniel et J.-Claude FERRAND, 1, rue de l'Amiral Courbet, 93220 HERBLAY.

### emplois régionaux

Sté d'entreprises Comptabilis Bourgogne, recrute

**ASSIST. PRINCIPAL (CHEF DE MISSION)**

Et, avec C.V. en photo, s/n° 043.805 M.

REGIE-PRESSE

85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

### DEMANDES D'EMPLOIS

H. 50 ans cherche loge ou jardinage sur Paris ou proche banlieue. Et, s/n° 6.579, le Mondial Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Pour une mission même courte France 32 ans, cherche place agent de vente, vente de tout, vente en gros, transport ou industrie, vente entre adhérents et vente entre adhérents et vente aménage tous pay. adresse : Et, s/n° 7.319, le Mondial Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Pour une mission même courte France 32 ans, cherche place agent de vente, vente de tout, vente en gros, transport ou industrie, vente entre adhérents et vente aménage tous pay. adresse : Et, s/n° 7.319, le Mondial Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Pour une mission même courte France 32 ans, cherche place agent de vente, vente de tout, vente en gros, transport ou industrie, vente entre adhérents et vente aménage tous pay. adresse : Et, s/n° 7.319, le Mondial Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Pour une mission même courte France 32 ans, cherche place agent de vente, vente de tout, vente en gros, transport ou industrie, vente entre adhérents et vente aménage tous pay. adresse : Et, s/n° 7.319, le Mondial Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### travail à domicile

Tous travaux, réécriture déclivée par Dipl. d'Etudes Sup. Téléphone : 887-71-88.

Et le personnel de l'AipaL La Henin, ont la tristesse de faire part du décès de leur directeur,

M. Pierre de BOISGELIN, survient subitement, le 30 décembre 1983, dans sa soixante-dixième année. Les obsèques ont eu lieu le mardi 3 janvier 1984, 14-18, rue Montalivet, 75008 Paris.

Le président et le conseil d'administration des compagnies d'assurances La France ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe de BUSSY, administrateur, survient le 30 décembre 1983.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Michel CHARPENTIER, née Anne-Marie Mostrax, survient le 1er janvier 1984.

Les obsèques auront lieu le mardi 16 janvier 1984, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris 6<sup>e</sup>.

2, rue Greneta, 75006 Paris.

M. Albert Chandelier, fait partie du décès de

Albert CHAUDIER, survient le 30 décembre 1983. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Chilly.

Cet avis tient lieu de faire-part. 15, rue Gabriel-Péri, 92110 Chilly.

M. Fouquier, son épouse, Germaine Fouquier, sa fille, son professeur d'art de faire part du décès de

M. Marc FOUGIER, industriel, survient le 22 décembre 1983, à Ameyz.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

11, rue Dobropol, 75017 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Patrick Faucher et son épouse, née Marie-Pierre Heinersdorf, survient le 1<sup>er</sup> janvier 1984, à 14 heures, en l'église de son cœur-néant, à Paris 1<sup>er</sup>.

On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice TAUBER, survient à Paris le 1<sup>er</sup> janvier 1984, à l'âge de soixante-neuf ans.

Guiton et Jacques Choppy, Georges Condominas et Claire Merleau-Ponty, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Adeline Christine VIEIRA-RIBEIRO, survient le 22 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

12, square de Port-Royal, 75013 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Le Père Raymond-Jean NOSTEN (O.P.), a été rappelé à Dieu, le 5 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 9 janvier 1984, à 11 heures, en l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 9<sup>e</sup>.

De la part du Père provincial des dominicains de la province de France,

Nos chers, bénéficiant d'une réduction sur les intérieurs du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Françoise GAUTHIER, (Vernier-Derqueches), maître assistant à l'université de Paris-VII, a quitté les siens le 31 décembre 1983.

Elle a été inhumée à Die (Drôme), le 5 janvier 1984, dans la plus stricte intimité.

Pour tous ceux qu'elle a connus et aimés, elle souhaite avoir été un message d'amour et de paix : à eux de continuer.

Pour ceux qui désiraient donner un sens à sa mort, qui n'en peut avoir d'autre que la lutte anticancéreuse qu'ils apportent leur contribution à une organisation de recherche sur le cancer, sous la forme de leur choix.

Mme Robert Vermot-Drozères, 30 rue de la Mission, 10000 Troyes.

Pierre Gauchier, Ecole normale de l'Essonne, 91430 Saône-sur-Seine.

Jean-Marc Gauchier, 6, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

Patrick Faucher et son épouse, née Marie-Pierre Heinersdorf,

ont la douleur de faire part du décès de

Violette HEINERSDORF, journaliste photographie, ancienne directrice de la cinématographie de Tel-Aviv.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, square de Port-Royal, 75013 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Le Père Raymond-Jean NOSTEN (O.P.), a été rappelé à Dieu, le 5 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 9 janvier 1984, à 11 heures, en l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 9<sup>e</sup>.

De la part du Père provincial des dominicains de la province de France,

Nos chers, bénéficiant d'une réduction sur les intérieurs du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Père prieur et des religieux du couvent de l'Annonciation. De sa famille.

Mme et M. Jean-François Ferrière, leurs enfants et petits-enfants. Et toute la famille, dont la douleur de faire part du décès de

Mme Claude Marie-Marcelle RAY, née Chevignon, survient le 31 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, dans le caveau de famille, au château de Chevignon, à Peissat-Dordogne (Gironde).

64, rue de Verdun, 66100 Mulhouse.

On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Lucienne SAVARIN, journaliste, survient le 3 janvier 1984, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, dans le cimetière parisien de Thiais.

De la part de sa famille, Et de ses amis.

On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice TAUBER, survient à Paris le 1<sup>er</sup> janvier 1984, à l'âge de soixante-neuf ans.

Guiton et Jacques Choppy, Georges Condominas et Claire Merleau-Ponty, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Adeline Christine VIEIRA-RIBEIRO, survient le 22 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, square de Port-Royal, 75013 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice TAUBER, survient à Paris le 1<sup>er</sup> janvier 1984, à l'âge de soixante-neuf ans.

Guiton et Jacques Choppy, Georges Condominas et Claire Merleau-Ponty, ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Adeline Christine VIEIRA-RIBEIRO, survient le 22 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, square de Port-Royal, 75013 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

Le Père Raymond-Jean NOSTEN (O.P.), a été rappelé à Dieu, le 5 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt ans.

Ses funérailles seront célébrées le vendredi 9 janvier 1984, à 11 heures, en l'église conventuelle de l'Annonciation, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 9<sup>e</sup>.

De la part du Père provincial des dominicains de la province de France,

Nos chers, bénéficiant d'une réduction sur les intérieurs du Carnet du Monde, sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

### Anniversaires

A l'occasion du deuxième anniversaire du décès de notre époux, père et grand-père,

Joseph HAJDENBERG,

sa famille, et ses amis se réunissent, dimanche 3 janvier 1984, à 14 heures, au cimetière de Bagneux.

On se reconnaîtra à l'entrée principale.

M. Joseph Hajdenberg, ses enfants et petits-enfants.

### Avis de messes

- Anciens des Chambres de la jeunesse française, délégués pour l'Ile-de-France et la Champagne, samedi 7 janvier 1984, aux missions étrangères, 128, rue du Bac, à Paris-7<sup>e</sup>, messie à la mémoire du général de la Porte du Thiel et des anciens des Chambres, à

l'issue d'un hommage à l'ordre international des guides et guides de France.

12, rue de l'Amiral de Grasse, espace qu'il partait à l'étranger. Il n'a depuis plus de domicile connu. Selon des informations obtenues de sources incertaines, le dispar



## SOCIAL

### LES NÉGOCIATIONS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

#### Malgré l'ouverture faite à F.O., les syndicats refusent les propositions du C.N.P.F.

En acceptant de discuter sur la base du projet de F.O. lors de la neuvième séance du 5 janvier, le C.N.P.F. a effectivement fait l'ouverture qui permet de débloquer les longues négociations sur l'avenir de l'assurance-chômage (*Le Monde* du 6 janvier). Mais il faudra sans aucun doute d'autres concessions de la part du patronat pour qu'un accord puisse se réaliser, 10 janvier, comme semble le vouloir tous les partenaires sociaux, qui se résignent à admettre le principe de la séparation en deux systèmes d'assurance et de solidarité. Le C.N.P.F. a d'ailleurs annoncé que, dès l'ouverture de la prochaine réunion, il remettreait un document précisant ses dernières propositions.

Pour l'instant, en effet, les propositions patronales ont provoqué de vives réactions parmi les organisations syndicales, qui se sont réunies avec un bel ensemble, la C.F.D.T. et la C.G.T. allant jusqu'à affirmer que « la négociation tra-vers l'échece » si le C.N.P.F. ne faisait pas d'efforts.

Quatre points, essentiellement, fassent obstacle :

- Le C.N.P.F. a, certes, augmenté les durées maximales d'indemnisation, mais n'ayant pas modifiée les périodes initiales de droit minimum, il oblige chaque chômeur à soumettre son cas à la commission paritaire, où le patronat détient 50 % des voix — tous les trois mois pour obtenir une prolongation.

- Le C.N.P.F. refuse la notion d'allocation minimale, qui garantissait les droits des smicards, et fixe au contraire un plafond à 70 % du salaire antérieur, qui frapperait surtout les bas salaires.

- Le C.N.P.F. pour faire droit à une demande syndicale, réintègre, dans le système d'assurance, les chômeurs ayant travaillé trois mois mais prévoit que ceux-ci ne toucheront que 40 F par jour, pendant trois mois. Ils devront ensuite attendre cinq ans pour pouvoir être de nouveau indemnisés de la même façon.

- Le C.N.P.F. prévoit enfin de concilier un accord sur le système d'assurance de l'UNEDIC sans attendre d'avoir rencontré l'Etat

pour défuir, avec lui, ce qui pourrait être le système de solidarité.

A des titres divers, les délégués syndicaux ont considéré que ces propositions étaient inacceptables. Elles reprochent au C.N.P.F. de sacrifier les bas salaires, qui sont les plus touchés par le chômage et, sauf la C.G.C., observent que, dans le même temps, le patronat offre de nouvelles garanties aux chômeurs pouvant justifier des plus hauts revenus. Toutefois, les syndicats protestent contre un dispositif qui méconnaît l'évolution actuelle du chômage : il pénalise gravement les travailleurs occupant des emplois précaires, les jeunes et les salariés acceptant des contrats de travail à durée déterminée, d'une part; avec les conditions restrictives d'accès aux indemnisations, et fait supporter des « épreuves humaines » aux chômeurs de longue durée, d'autre part, avec la répétition trimestrielle des prolongations. Ainsi, un chômeur de plus de cinq ans passerait onze fois devant la commission paritaire pour bénéficier de la durée totale d'indemnisation.

Au-delà, les organisations syndicales remarquent que le projet de C.N.P.F. obligera l'Etat à intervenir pour assurer le poids d'une aug-

mmentation du chômage et faire face aux licenciements provoqués par les restructurations. Elles ne comprennent pas, dès lors, que le gouvernement ne puisse être consulté avant la signature d'un accord sur l'assurance-chômage.

En clair, le résultat du 5 janvier, M. Yvon Chotard, qui avait enregistré toutes les protestations, a fait une nouvelle ouverte, en promettant de négocier encore sur tous ces points.

ALAIN LEBAUME

### CONJONCTURE

#### Il va falloir alléger l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle

déclare M. Delors

Maintenir des secteurs sous tension n'arrange rien, a écrit M. Jacques Delors, jeudi 5 janvier, au forum de l'*Expansion*. Le gouvernement doit prendre des initiatives pour aider aux restructurations.

La difficulté est que ces restructurations doivent souvent être opérées dans des régions « sinistres ». Aussi, le ministre énumère les conditions qui, selon lui, peuvent éviter « une totale désespérance qui pourrait un jour déboucher sur la colère ». Pour M. Delors, il faut d'abord fixer des règles du jeu claires et précises : tantôt on se concerte, tantôt on négocie. Si des licenciements sont nécessaires, quatre solutions existent : la préretraite (« dont on a tendance à abuser et qui prive l'économie de gens très qualifiés »), les contrats de solidarité, avec baisse de la durée du travail, les aides au retour de fin d'année selon le ministre quand ce sont les intéressés qui le demandent), les contrats de formation de deux ans pour reclasser les travailleurs encore jeunes.

Pour M. Delors, c'est cette quatrième solution qui devrait être privilégiée dans les zones très attinées, « les bassins d'emploi ». Dans ces régions connaissant de grosses difficultés, le ministre a évoqué l'idée de « zones franches » qui entraîneraient de nouvelles industries par des facilités fiscales notamment.

Interrogé sur le décalage conjoncturel existant actuellement entre une économie française en stagnation et des économies étrangères en reprise, M. Delors a répondu qu'il était indispensable que ce phénomène dure pendant deux ans encore, que « l'activité soit tirée par l'exportation puis par l'investissement et non plus par la demande intérieure ». Le ministre a reconduit que nous ne pourrions pas pendant un temps envisager pour la France une croissance économique supérieure à celle des pays étrangers « Nous n'avons plus de marge de manœuvre », a souligné M. Delors.

Le ministre a annoncé que l'endettement brûlant de la France (c'est-à-dire ne tenant pas compte de nos créances) atteignait à la fin de 1983 le chiffre de 53 milliards de dollars, soit l'équivalent de 450 milliards de francs (1). Pour commencer à réduire son endettement (capital et intérêt), la France devra dégager un excédent des paiements courants de 50 à 60 milliards de francs par an, ce qui devrait être le cas en 1986. D'ici là, la France devra continuer à emprunter à la fois pour rembourser le capital de sa dette (2) et pour consentir de nouveaux crédits à ses clients étrangers.

Interrogé sur sa politique des prix, le ministre a justifié « la technique sauvage de la norme » (les 5 % de hausse pour 1984). « Fixer une norme pendant deux ans, cela a quelque chose d'irréaliste, d'intenable. Mais c'est indispensable parce que notre pays était profondément ancré dans des habitudes inflationnistes. Il faut aussi désinvoquer les gens de l'inflation. Pour cela il faut encore tenir cette politique de la norme pendant un an. »

Enfin, pour tenir la promesse présidentielle d'une baisse des prélèvements obligatoires, M. Delors estime que l'impôt sur le revenu et la taxe professionnelle devront être réduits, même si le ministre estime cela regrettable pour le premier de ces impôts, plus léger en France qu'à l'étranger. « Mais il faut tenir compte de ce que ressentent les gens, et les Français supportent mal, c'est un fait, l'impôt sur le revenu. »

(1) Au 30 juin 1983, l'endettement de la France était — selon les chiffres officiels — de 48,3 milliards de dollars (369 milliards de francs).

(2) le service de la dette est le remboursement du capital et des intérêts. A partir du moment où la balance des paiements courants est en équilibre — ce qui est le cas pour la France depuis plusieurs mois — les intérêts de la dette extérieure sont *iso-satio* convertis.

### La trésorerie de la Sécurité sociale devait être presque équilibrée à la fin 1983

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, a déclaré mercredi 4 janvier sur Antenne 2 que les comptes de la Sécurité sociale « seront équilibrés en 1984 et en 1985 ». « Si l'on veut maintenir le système de protection sociale, il ne faut pas que se creuse un déficit », a-t-il ajouté, indiquant que « à 200 millions près, les comptes de 1983 seront équilibrés » en ce qui concerne la trésorerie, les déficits de 1981 et 1982 ayant été couverts. —

De fait les chiffres publiés jeudi 5 janvier indiquent que le solde « significatif » (c'est-à-dire tenant compte des créances non recouvertes et des dettes non encore payées) de

l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale), qui gère la trésorerie du régime général des salariés, était déficitaire de seulement 264 millions de francs au 30 décembre 1983, contre 11 583 millions à la fin de décembre 1982.

Ce redressement est le résultat des différentes mesures prises depuis l'automne 1982 pour rebâtir les comptes de la sécurité sociale, et en particulier des efforts de freinage des dépenses. Les comptes de l'ensemble des branches du régime général de sécurité sociale ne sont pas encore connus, mais les dépenses de l'assurance-maladie pour les onze premiers mois donnent une indication : l'augmentation des dépenses a été de 10,6 % contre 18,3 % sur les onze premiers mois de 1982. En volume, l'augmentation déduite, elle devrait être inférieure à 2 % pour 1983 (contre 7,5 % pour 1982), le taux le plus faible constaté depuis 1969. Le ralentissement a été particulièrement sensible sur deux postes : les remboursements aux hôpitaux qui représentent 55 % des dépenses de l'assurance-maladie (+ 9,1 % en 1983 contre + 19,9 % en 1982) et les indemnités journalières versées aux assurés malades (+ 6,1 % contre + 13,8 %), ce qui a permis à M. Bérégovoy de dire que le résultat était dû à « un effort de gestion des assurances sociales, des professions médicales, du personnel des hôpitaux et du gouvernement ».

GUY HERZLICH

• La grève continue à la S.P.S. — La grève commencée le 13 décembre continue dans les quatre centres de la Société parisienne de surveillance transport d'Ile-de-France — Montrouge, Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) et Massy (Essonne) — occupés par le personnel.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### LE NICKEL-SLN

Au cours de sa réunion du 4 janvier 1984, le conseil d'administration de la société métallurgique le Nickel-SLN a pris acte de la décision de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières (ERAP) de se démettre du mandat d'administrateur qu'elle détenait en qualité de concessionnaire. Il a coopté à sa place M. Pierre Balsan, administrateur de l'ERAP. Il est rappelé que l'ERAP détient 70 % du capital de la SLN.

Le conseil a par ailleurs pris acte de la démission de son mandat de président-directeur général de M. Bertrand de Villemajane, qui reste administrateur de la SLN. Pour lui succéder le conseil a porté à sa présidence M. Pierre Besson.

M. Yves Rambaud, administrateur, a été nommé vice-président du conseil et confirmé dans ses fonctions de directeur général.

Les accords d'association entre Saxby et Lancashire Ltd ayant pour objet la reprise par le groupe britannique de la branche « manutention » n'ont pu aboutir à la date prévue, le 31 décembre 1983.

L'offre publique d'achat liée à l'achèvement de cette restructuration peut peut-être être reportée.

Les cotations se sont élevées, tant avec Lancashire Ltd qu'avec d'autres industriels en vue de la mise en œuvre d'une solution industrielle.

On rappelle que, dans le cadre de cette opération, Saxby a cédé la branche « signalisation ferroviaire et automatismes » à Jeumont-Schneider le 1<sup>er</sup> septembre 1983 et regroupé l'activité « manutention » au sein de sa filiale, Matal-Saxby-Manutention au terme d'un apport partiel d'actif réalisé le 26 septembre 1983.

#### CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. — Obligations à bons de souscription 16 % 1982-1992

Les intérêts courus du 4 janvier 1983 au 3 janvier 1984 pour la première tranche représentés par les coupons n° 2A et 2B, et ceux courus du 4 juillet 1983 au 3 janvier 1984 pour la deuxième tranche, représentés par le coupon n° 2B sont, sont payables depuis le 4 janvier 1983 à raison de 360 F pour chaque coupon après une retenue à la source de 40 F.

En cas d'option pour le régime de remboursement forfaitaire, le complément du prélèvement libétaire sera de 59,77 F augmenté de 1 % des intérêts bruts (contribué au bénéfice de la Caisse nationale des assurances familiales (C.N.A.F.)).

Le paiement des coupons sera effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris (15<sup>e</sup>), aux gu-

iches de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit immobilier de France, Crédit lyonnais, Banque générale du Picard, Banque pour l'Indochine et de Suez, Banque Louis Dreyfus, Banque nationale de Paris, Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet, Banque Paribas, Banque privée de gestion financière, l'Européenne de banque, Banque de l'Union européenne, Banque Verner et commerciale de Paris, Banque Worms, Caisse centrale des banques populaires, la Compagnie financière Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Fortis et Compagnie, Lazarid Frères et Cie, Société générale, Société génoise de banque.

Il est rappelé que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la Caisse nationale des télécommunications.

#### POUR NE JAMAIS OUBLIER!



© rel : Or et Argent : 32 mm  
Cuivre peinte : 45 mm

#### GRANDE SOUSCRIPTION MEDAILLE LECH WALESIA PRIX NOBEL DE LA PAIX 1983

Sous le haut patronage de

#### Solidarnosc

Demandez tous renseignements à

ARTS & MÉDAILLES M

37, rue du Colisée 75008 Paris

Tel. 01/40/11/53

#### CREDIT LYONNAIS

##### SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1983

La situation au 30 novembre 1983 s'élevait à 641 248 millions contre 622 262 millions au 2 novembre 1983.

Au passif, les comptes d'Institutions d'émission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 32 629 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 247 061 millions de francs. Les ressources fournies par la Clientèle totalisent 220 974 millions de francs.

A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 227 034 millions de francs, les Crédits à la Clientèle à 250 735 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 245 millions de francs.

Europartenaires, Comptoirs Banco Hispano Americano-Banco di Roma

**SAMEDI DIMANCHE**

**Chaque week-end une nouvelle lecture de l'actualité.**

**Le Monde**  
AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

250  
15  
15

15  
15

(Publicité)

**PÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE**Direction des collectivités locales  
et de l'environnement  
1<sup>er</sup> bureau**AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

Aménagement à 2 x 2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razes, attribution du caractère de route express à la nouvelle voie et modification du plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte

Conformément aux dispositions d'un arrêté du M. le Préfet de région en date du 20 décembre 1983 pris en application du Code de l'expropriation, il sera procédé à une enquête publique sur le projet comportant :

- l'aménagement à 2 x 2 voies de la route nationale 20 entre Limoges et Razes,
- l'attribution du caractère de route express à la nouvelle voie,
- la modification du plan d'occupation des sols à la commune de Bonnac-la-Côte.

Un exemplaire du dossier d'enquête comportant :

- un plan de situation au 1/100.000,
- une notice précisant l'objet de l'opération, indiquant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses,
- le plan général des travaux au 1/10.000,
- une étude d'impact,
- les plans de l'état actuel et de l'état nouveau des emplacements réservés au Plan d'occupation des sols de Bonnac-la-Côte et un document justifiant, sera déposé à la mairie de Limoges, à la mairie annexe de Beaurains-Mines, dans les mairies de Bonnac-la-Côte, Compeignac, Saint-Sylvestre et Razes, pendant trente-deux jours consécutifs, du 23 janvier 1984 au 23 février 1984 inclus, afin que toute personne puisse en prendre connaissance pendant cette période aux heures d'ouverture des bureaux, et, éventuellement consigner sur les registres ouverts à cet effet ses observations ou réclamations sur l'utilité publique des travaux, l'attribution du caractère de route express à la nouvelle voie et la modification du Plan d'occupation des sols de la commune de Bonnac-la-Côte. Les observations ou réclamations pourront également être adressées par écrit à la mairie de l'une des communes intéressées ou présentées à la commission d'enquête qui les visera et les renverra au greffeur correspondant.

Le dossier d'enquête pourra aussi être consulté à la Préfecture - Direction de l'environnement et des collectivités locales - 1<sup>er</sup> bureau.

En outre, le dossier sera mis à la disposition du public à la mairie de Limoges - Bureau administratif du Domaine - 4<sup>e</sup> étage - le samedi 28 janvier et le samedi 4 février 1984, de 9 heures à 12 heures, ainsi qu'à la mairie de Bonnac-la-Côte le samedi 11 février 1984 de 9 heures à 12 heures.

Pendant la durée de l'enquête, M. Guy Chembon, professeur à l'université de Limoges, président de la commission d'enquête siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 13 février 1984 à la mairie de Limoges,
- le 20 février 1984 à la mairie de Razes,
- le 21 février 1984 à la mairie annexe de Beaurains-Mines,
- le 23 février 1984 à la mairie de Limoges.

M. Pierre Digne, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 14 février 1984 à la mairie de Compeignac,
- le 16 février 1984 à la mairie annexe de Beaurains-Mines.

M. Paul Ardent, membre de la commission d'enquête, siégera de 14 heures à 17 heures :

- le 17 février 1984 à la mairie de Saint-Sylvestre.

où ils recevront les personnes qui désiraient s'entretenir directement avec eux de l'opération et consigneront sur les registres les observations ou réclamations qui leur seront présentées oralement.

La commission de l'enquête où l'un de ses membres se tiendra en outre à la disposition des personnes ou des associations qui demanderaient à être entendues.

A l'issue de l'enquête, lorsque la commission aura formulé ses conclusions celles-ci seront portées à la connaissance du public et toute personne physique ou morale pourra en obtenir copie.

Les demandes devront être adressées à la Préfecture - Direction des collectivités locales et de l'environnement - 1<sup>er</sup> bureau ou à la Direction départementale de l'équipement.

Vu,  
le Secrétaire général,  
Charles-Louis Donius.

**AGRICULTURE****Le C.N.J.A. réclame un plan de sauvetage pour l'élevage**

L'année 1984 débute dans une conjoncture agricole défavorable, tant au plan national qu'au plan européen. Mardi 3 janvier, au cours d'une conférence de presse, M. Luc Guyau, président du Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.), a demandé un plan de sauvetage pour l'élevage et indiqué que son organisation avait décidé une action d'*"une ampleur nationale"* dans l'attente du prochain sommet européen de Bruxelles et de la fixation des prix agricoles pour 1984-1985.

Si dans plusieurs secteurs les rendements furent corrects en 1983, il n'en va pas de même pour les prix, a expliqué M. Guyau. Les jeunes, surtout ceux qui se sont installés après 1974, connaissent un fort endettement et ont des difficultés de trésorerie. Le manque de confiance dans le métier d'agriculteur se manifeste par une diminution du nombre des demandes de formation, tandis que plusieurs candidats à l'installation en 1984 vont différer leur décision.

*"Pendant ce temps, tout passe comme si nos gouvernements avaient des objectifs cachés consistant à diminuer de manière assez forte la population agricole".* a déclaré M. Guyau. La réforme des conditions d'installations qui est en cours, a-t-il encore indiqué, n'est que qualitative. *"On nous demande une meilleure formation, des gens plus responsables. Mais les jeunes qui s'installent veulent aussi une assurance sur leur avenir."*

La crise que connaît l'élevage paraît grave au C.N.J.A. Les productions bovines ou porcines sont des recours pour enrayer la progression des excédents laitiers. Or, ces productions sont en plein marasme.

*"Si on ne réussit pas l'équilibrage en faveur des productions animales, c'est toute l'agriculture qui va à sa perte",* estime M. Guyau. On sait en effet que l'élevage est important pour l'aménagement du territoire et qu'il est plus propice au maintien des emplois, que les productions céréalières. Un plan pour l'élevage, selon le C.N.J.A., n'aure pas seulement pour objectif de faire remonter les prix, mais il permettra aussi d'établir le coût du financement des

productions et de parvenir à un meilleur approvisionnement en aliments de bétail, notamment par l'abaissement du prix des céréales.

**Chacun pour soi ?**

Dans cette atmosphère de crise, le C.N.J.A. craint une réaction du type *"sauf qui peut"*, où les productions les plus fortes, où les régions les plus performantes, chercheraient à *"s'en sortir"* sans tenir compte de la totalité de l'agriculture française. Or tout est lié : la réduction de la production laitière, si elle se faisait, aurait une incidence sur la production de viande de bœuf (la viande de bœuf est en réalité dans sa majorité de la viande de vache) au détriment des autres viandes et des prix de toutes les viandes. De même qu'il y aurait une incidence sur la production des céréales par une reconsidération, même très partielle. Bref, le C.N.J.A. semble rappeler qu'il faut faire de quoi toutes les discussions qui s'entremêlent sont qu'un aspect strictement budgétaire. Les Dix, enfin, doivent prendre une position commune et claire sur la question de savoir si l'Europe est une puissance agricole, si elle doit être exportatrice ou autoconsomante... et pourquoi.

Les jeunes agriculteurs savent aussi que *"les autres catégories de Français ne sont pas plus à la socco"*. Pour leur expliquer que le revenu agricole est constitutif à la fois du revenu des ménages, et de la capacité d'investissement des entreprises, et pour démontrer la nécessité de maintenir une Europe en état de marché non dirigée, l'Espagne et au Portugal, le C.N.J.A. va engager une campagne de sensibilisation par des contacts avec les syndicats, les assemblées consulaires et les unions de consommateurs.

JACQUES GHAZZI

(1) Le sommet de Stuttgart a eu lieu les 17, 18, 19 juin 1983, celui d'Athènes les 4, 5, 6 décembre.

**ÉTRANGER****DIMINUTION  
DE L'EXCÉDENT  
DES PAIEMENTS COURANTS**

L'excédent de la balance des paiements courants de la R.F.A. a nettement diminué en novembre, revenant à 634 millions de DM contre 3 milliards en octobre et 4,9 milliards en novembre 1982. Pour l'ensemble des onze premiers mois de l'année 1983, l'excédent des paiements courants de la R.F.A. atteint 2,85 milliards de DM, contre 2,45 milliards pendant la période correspondante de 1982.

Des sortes de capitaux ont par ailleurs rendu déficitaire (186 millions de DM en novembre) la balance des paiements.

**AFFAIRES****LIQUIDATION  
DE LA SOCIÉTÉ TEXTILE  
CRÉATIONS SAINT-JOSEPH**

L'entreprise textile Créations Saint-Joseph de Grézieux (Gironde) a été mise en liquidation judiciaire le 3 janvier par le tribunal de commerce de Bordeaux.

En mai 1982, et après une grève qui avait duré plus de cinq mois, des ouvrières de cette fabrique de vêtements de qualité avaient été autorisées à reprendre la société en location-vente.

Au cours de la longue occupation de l'entreprise, une petite partie du personnel - les «filles de Saint-Joseph» - s'était constituée en atelier autogéré utilisant les stocks de l'usine pour fabriquer des vêtements et les vendre pour leur propre compte. La longue résistance des grévistes avait été soutenue par la CGT, le P.C.F., mais aussi par des prêtres de Bordeaux.

**MANUFACTURE  
MODIFIE SES STATUTS  
ET REMPLACE  
SON DIRECTEUR GÉNÉRAL**

(De notre correspondant)

Saint-Etienne. - Un conseil d'administration extraordinaire de la S.C.O.P.D.-Manufacture (1) a été convoqué pour le 6 février. Il sera appelé à se prononcer sur la continuation des activités de la coopérative, en dépit des pertes qu'elle a enregistrées, l'an dernier et qui représentent plus de la moitié de son capital social. Le conseil devra aussi se prononcer sur une transformation des statuts de l'entreprise. A la formule « conseil de surveillance et de directoire » sera substitué un conseil d'administration de forme classique.

D'autre part, M. André Barbillet quittera la direction générale de la société le 1<sup>er</sup> avril prochain, pour des raisons personnelles. Il sera remplacé par M. Roland Borghini, qui a exercé des responsabilités industrielles et commerciales (notamment chez Unilever et à la société Sampier).

Le groupe Empain-Schneider représentera le groupe au sein du Groupe

**EMPAIN-SCHNEIDER  
REGROUPE SES ACTIVITÉS  
FERRONIERS**

Le groupe Empain-Schneider réorganise son secteur ferroviaire et sa société, Schneider-Jeanmont-Rail, vient d'être créée. Elle regroupe progressivement les activités du groupe dans ce domaine, actuellement disséminées entre plusieurs sociétés, Creusot-Loire, Jeanmont-Schneider, M.T.E., Creusot-Fourche.

Bal : constitue une structure juridique unique pour le secteur ferroviaire du groupe, qui représente un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs. Jeanmont-Schneider sera le « pilote » de cette nouvelle société, dont elle devrait détenir la majorité du capital.

Schneider-Jeanmont-Rail représente le groupe au sein du Groupe

d'intérêt économique (G.I.E.) Francorail, chargé de promouvoir les exportations. Jusqu'à maintenant, les sociétés du groupe Empain-Schneider étaient membres à titre individuel de Francorail, aux côtés de A.N.F. et de De Dietrich.

**Nominations**

• M. BERTRAND COLLOMB

a été nommé président du Syndicat

national des fabricants de ciments

et de chaux, P.-D.G. de Cimenterie

Lafarge-France, directeur général

adjoint de Lafarge-Coupee et prési-

dent d'Orsan, filiale de biotechnolo-

gie du groupe, M. Colombe succède à M. Raymond Poitrat, vice-

président de la Société des ciments

français, qui devient président d'honneur de cette organisation

professionnelle.

• M. PIERRE BOISSON, pré-

ident de l'ERAP, a été nommé à la

présidence de la société Le Nickel

en remplacement de M. Bernard de

Villemejean, qui a présenté sa

démission. Cette nomination était attendue. En effet, lors du sauve-

garde de l'entreprise (850 millions de francs de pertes en 1982 pour

1,3 milliard de chiffre d'affaires)

l'an dernier, l'ERAP - le holding

représentant les intérêts de l'Etat

et ELF-Aquitaine a pris une par-

cipation de 70 % dans Le Nickel,

le SNEA et investi, ne conservant

plus que 15 % du capital.

• M. JEAN-PIERRE HUGON,

ancien directeur général des Char-

bonnages de France et actuelle-

ment directeur général de Seilor, a

été nommé président-directeur

général d'Ugine-Gueugnon en rem-

placement de M. Paul Aussere,

démissionnaire à la suite du chan-

gement intervenu dans l'actionnaire

de cette société, Ugine-

Gueugnon, est issue du

rapprochement intervenu entre les

Forges de Gueugnon (groupe

C.G.P.-Wendel) et la branche pro-

ducts plats inoxydables d'Ugine-

Aciers (groupe Sacilor), dont

M. Hugon assure également la pré-

sidence.

**Lisez**  
**LE MONDE DE  
L'EDUCATION**

**DANS LES 9 BHV.**

**-20%**

**SUR TOUT LE BLANC**

**LES COUETTES, LES RIDEAUX ET LES STRINGLES.**

**DU 2 AU 21 JANVIER**

Dans la mesure où le rayon correspondant existe.

RIVOLI/PARLY 2/MONTLHERY/GARGES/FLANDRE/BELLE EPINE  
ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

**BHV**

# MARCHÉS FINANCIERS

## NEW-YORK

### Transaction record : 160 millions d'actions

Pourraient son avance de la veille, les marchés new-yorkais a encore gagné du terrain jeudi sous l'effet d'une forte demande des investisseurs institutionnels ainsi qu'en témoigne la nette augmentation des blocs de titres de 10 000 actions, dont 3 560 ont été échangés contre 2 604 mercredi. Le fait marquant de cette séance a été l'activité record, puisque 159,9 millions d'actions ont trouvé preneur (100 000 actions par action), le record précédent d'affaires record remontant au 4 novembre 1982, lorsque 149,3 millions de titres avaient été échangés.

Le relatif tauxissement des taux d'intérêt, les perspectives favorables qui s'offrent à l'économie américaine en 1984 et les prévisions de hausses importantes de bénéfices sont les facteurs qui ont contribué à ce résultat. Les professionnels considèrent que Wall Street est effectivement entré dans un cycle de croissance.

Le secteur des transports a été le plus souvent avancé, par les observateurs pour expliquer cet énorme gain qui s'est étendu en quarante-huit heures à l'ensemble des places mondiales, puisque le London Stock Exchange a atteint un plus haut de son côté. A cet égard, soulignons les bons résultats enregistrés sur le front automobile, où les six principaux constructeurs automobiles ont fini la séance avec un gain de 17,9 % des leurs ventes en 1983, celles-ci se sont bissées à 6,78 millions d'unis.

## PARIS, 5 janvier

### Nouvelle avance

C'est foul! En deux jours, on est monté de plus de 4 % et on passe derrière... Plané devant le tableau lumineux qui s'inscrit dans les variations de la cote, ce familièrement nommé "Bourse" est revenu à la suite : SEB et Peugeot (+ 6 % en moyenne) sont également distinguées tandis que Sanofi, Pernod-Ricard, L'Oréal, Fage et Moli sont à 7 %.

En sens contraire, les replis sont restés très modérés. Seules méritent d'être signalées les baisses de 2 % d'Eesa, Raflange, Biel et Chantier France-Dunkerque.

Poussé par la monnaie américaine, qui a tenté un nouveau record historique jeudi en séance officielle, le dollar-viel s'est négocié à 10,94/98 F.

A 103 400 F, le litog a gagné 850 F, tandis que le napoléon progressait de 634 F. A Londres, le cours du métal, qui s'est établi à 576,50 dollars l'once, a changé sur mercredi midi.

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**SANOFI** — A l'issue de l'offre publique d'échange lancée par Sanofi sur la société Chosy, la filiale d'ELF-Aquitaine détiennent à présent la quasi-totalité du capital (99,47 %) de cette dernière. Les actions Chosy apportées à l'O.P.E. ont été rémunérées par la création de 100 000 actions nouvelles Sanofi, ce qui correspond à une augmentation de 10 % du capital, lequel se trouve porté à 943 millions de francs.

**CAISSE DES DEPÔTS** — La Caisse des dépôts et consignations a accepté 10 % de la S.A. de finance et d'assurance (holding) qui contrôle un certain nombre de sociétés exerçant leur activité dans les transports maritimes et routiers ainsi que dans les services de

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 = 31 déc. 1983)

	4 janv.	5 janv.
Valeurs françaises	106,8	102,9
Valeurs étrangères	108,1	101,7

**C<sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE**  
(base 100 = 31 déc. 1983)

	4 janv.	5 janv.
Indice général	157,3	161,5

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Effets privés du 6 janvier : 12,4 %

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**  
5 janv. 6 janv.  
1 dollar (en yen) : 233,40 233,20

## BOURSE DE PARIS Comptant 5 JANVIER

VALEURS	% de nom.	% du capital	VALEURS	Cours pris.	Dernier cours	VALEURS	Cours pris.	Dernier cours	VALEURS	Cours pris.	Dernier cours
9%.....	27	0,73%	Dir. Rép. P.C.N.J.	111 90	112 80	Prof. Tubes Est.	4 85	5 15	Fondat.....	0 30	20 30
5%.....	38 80	4 84%	Dixie-Satin.....	315	305	Fournet ex-Lataf.R.	33 90	40	Gén. Saponi.....	324	321
3% amort. 45-54	125	0,12%	Dir. Industrie.....	320	305	Prov. Services S.A.	431	413 80	Governt.....	510	520
Epa. 7% 1973-.....	2570	112 03	Oreg. Trav. Publ.....	195	192	Publics.....	1200	1220	Gazo.....	114	113 50
Epa. 8,00 % 78/85	89 30	4 78%	Duc-Lamotte.....	280	242	Raff. Soed. R.	130	135 10	Goodyear.....	337	470
8,20 % 78/85	30 00	0,60%	Dunlop.....	5 60	7 30	Graca Co.....	465	470	Grand Metropolis.....	150	158 80
10,80 % 78/84	91 85	3 65%	Eaux Bass. Vichy	1058	880	Hab. Réf. Maroc.....	200	220 50	Tony Indust. Inc.	20 30	20 70
12,00 % 78/80	100 20	7 58%	Eaux Vital.....	981	950	Hippocrate-Zan.....	134 50	132 50	Verte Montagne.....	501	560
13,25 % 78/80	107 80	3 02%	Ecole.....	200	200	Hornbeam Int'l.....	44 70	44 70	West Rand.....	365	360
13,80 % 78/80	112 30	4 02%	Ecolog. Centre.....	402	401	Hortichotis S.A.	88	88	Wise Land.....	69	70
14,20 % 78/80	115 80	5 40%	Euro-Sport.....	685	700	Houyoux Int'l.....	1454	1450	Yale.....	392	390
14,30 % 78/80	116 85	5 40%	Euro-Financ.....	495	475 50	I.C. Industries.....	508	520	Zapf G.I.L.A.	1250	1200
14,50 % 80/80	111 35	15 25%	Elt-Antarq.....	160	145	Incr. Min. Chas.....	109	109	Macmillan Minde.....	1875	1875
14,50 % 80/80	110 95	9 22%	E.M.J. Letard.....	555	575	Johannesburg.....	1141	1141	M.M.B.	265 50	268
14,50 % 80/80	127 50	14 63%	Europcar Paris.....	288	290	Kudu S.A.D.	334	342	Kudu S.A.H.	14	13 50
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Lazizo.....	37	38 50	Landmark.....	205	210
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne de France.....	128	128	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	101 50	7 81%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70	Landmark.....	510	515
14,50 % 80/80	132	0,12%	Espagne (61).....	1055	1057	Leather Sector.....	2 70	2 70			

